



Tribune Juive
www.tribunejuive.info

DECEMBRE 2022 (5782) - DOSSIER SPECIAL (OFFERT)

DOSSIER SPÉCIAL

Le Monde / ISRAËL

UN LYNCHAGE SANS FIN

GEORGES BENSOUSSAN / SACHA BERGHEIM / SARAH CATTAN / RENÉE FREGOSI / BENJAMIN GOLDNADEL
YANA GRINHPUN / LAURENT HAYEM / DANIELLE KHAYAT / GÉRARD KLECZEWSKI
YVES MAMOU / RICHARD PRASQUIER / JOSIANE SBERRO / PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF
JACQUES TARNERO / JEAN-PIERRE WINTER / MICHEL GAD WOLKOWICZ

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Contre les Faux Monnayeurs de l'information

SARAH CATTAN, journaliste

CHAPITRE 01. L'ANTISIONISME EN QUESTION

Réflexions sur la mythologie antisioniste

PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, philosophe, historien

Généalogie oubliée de l'antisionisme

GEORGES BENSOUSSAN, historien

Le Propalestinisme, cette passion de la gauche française

RENÉE FREGOSI, philosophe et politologue

CHAPITRE 02. JOURNALISME OU MILITANTISME ? LE CAS DU «MONDE»

Quand le militantisme tue le journalisme : Benjamin Barthe, un homme du «Monde» aux étranges manières

BENJAMIN GOLDNADEL, auteur

Comment concocter un article mensonger, la leçon du «Monde»

YANA GRINSHPUN, maître de conférences

Imputer à Israël le «crime d'apartheid» implique de faire des Juifs un groupe racial

DANIELLE KHAYAT, magistrat à la retraite

Comment «Le Monde» nous fait prendre des Kouachi palestiniens pour des Che Guevara

YVES MAMOU, journaliste, essayiste, a passé 23 ans au Service Économie du journal «Le Monde»

Comment «Le Monde» attaque la légitimité de l'Etat d'Israël

LAURENT HAYEM, InfoEquitable

Les Juifs antisionistes ont contribué à faire du «Monde» un journal anti-israélien

YVES MAMOU, journaliste, essayiste, a passé 23 ans au Service Économie du journal «Le Monde»

CHAPITRE 03. PSYCHO-PATHOLOGIE : DE QUOI EST FAITE LA DÉTESTATION D'ISRAËL

Psychopathologie de la détestation d'Israël

MICHEL GAD WOLKOWICZ et JEAN-PIERRE WINTER, psychanalystes

CHAPITRE 04. RÉFLEXIONS

«Le Monde» antisémite ? Réflexions sur l'apartheid

RICHARD PRASQUIER, Président honoraire du CRIF

Privilegié ou Marginalisé : réflexions sur le Juif des médias et de la société

SACHA BERGHEIM, documentariste

Ce «Monde» qui nous déçoit

GÉRARD KLECZEWSKI, journaliste

Pour qui sonnent les médias

JOSIANE SBERRO, responsable communautaire

CONCLUSION FIN EFFROYABLE OU EFFROI SANS FIN

Israël, «Le Monde» et la gauche : où est le problème ?

JACQUES TARNERO, essayiste et documentariste

INTRODUC-

TION

SARAH CATTAN

CONTRE LES FAUX MONNAYEURS DE L'INFORMATION !

Il n'est plus supportable que le journal *Le Monde* fasse de l'information sur l'Etat d'Israël un lynchage permanent.

Il est ridicule que, jour après jour, *Le Monde* transforme le plus vil terroriste palestinien en *Dormeur du val*.

Et il est insupportable que le mot « colon » serve à expliquer, voire à justifier les crimes terroristes les plus odieux.

Depuis 75 ans, d'Éric Rouleau à Clotilde Mraffko en passant par Benjamin Barthe, Sylvain Cypel et autres Piotr Smolar, le journal *Le Monde* s'est fait le passeur d'une information frelatée sur le Moyen Orient. De propagandiste du nationalisme arabe dans les années 1960, *Le Monde* est aujourd'hui le passeur de l'islamisme et de l'islamogauchiste.

Cette déraison journalistique concernant l'actualité du Moyen Orient n'est pas l'apanage du *Monde*. De nombreux autres médias ont perdu le sens des proportions. Mais *Le Monde* donne le ton à tous ceux que n'encombre pas le respect de la déontologie.

Comprenons-nous bien : nous ne sommes plus ici dans le débat d'idées et ne cherchons pas à faire prévaloir nos vues contre d'autres qui nous paraîtraient erronées.

Ce que nous expliquons, article après article, dans ce dossier de *Tribune Juive*, est que ce que les médias disent et écrivent aujourd'hui sur Israël n'a plus rien à voir avec la réalité. Ils ne commettent pas des erreurs qui pourraient donner lieu à rectification. Ils savent la légitimité d'un pays et travaillent à son éradication (voir Taguieff).

C'est pourquoi nous, Juifs et non-Juifs, avons pris le parti de dénoncer cet « antisionisme » islamo-gauchiste prétendu intouchable et qui plonge ses racines dans l'antijudaïsme nazi (Voir Bensoussan).

Nous, historiens, auteurs, philosophes, politologues, linguistes, psychanalystes, magistrat, avocat, journalistes, Juifs et non-Juifs, nous nous sommes rassemblés pour dire à la cantonade que le « propalestinisme » du journal *Le Monde* - selon l'expression utilisée par Renée Frégosi - n'attente pas seulement à la sécurité des Juifs en France, mais participe à la désinformation et au désarmement intellectuel et moral de la population française sur des sujets cruciaux comme l'immigration et l'islamisme.

Nous n'attendons pas de réponse du *Monde*.

Mais que les journalistes de ce média décrédibilisé sachent une chose : ils nous font peur !

Mais qu'ils sachent également autre chose : nous les combattons désormais pied à pied.

© Sarah Cattan, Directrice de l'information de *Tribune Juive*

CHAPITRE 01.

L'ANTISIO- NISME EN QUESTION

RÉFLEXIONS SUR LA MYTHOLOGIE ANTISIONISTE

L'intellectuel engagé Pierre Goldman écrivait dans *Libération* le 31 octobre 1978 : « Nous fûmes quelques gauchistes juifs à être retenus au seuil du soutien à la cause palestinienne par l'antisémitisme indiscutable qui suintait en sourdine du discours propalestinien. » Aujourd'hui, la plupart des gauchistes juifs des années 1960 et 1970 ont compris la leçon : ils ont cessé non seulement d'être propalestiniens mais aussi d'être gauchistes. Certains sont restés de gauche, avec modération, d'autres sont passés à droite, parfois sans modération. Ils ont fini par comprendre que la frontière entre ce qu'on appelle « antisionisme » et « antisémitisme » était poreuse, qu'elle avait pour effet d'effacer le clivage droite-gauche, et aussi que la défense de la « cause palestinienne » était souvent un masque porté par les nouveaux antijuifs, dont la principale caractéristique est qu'ils se réclament de l'antiracisme. Telle est la vraie nouveauté dans les nombreuses métamorphoses de la vieille « question juive » : l'instrumentalisation de l'antiracisme et de l'antifascisme à des fins antijuives, à travers la diabolisation du sionisme et d'Israël. Il faut préciser en outre que la catégorie diabolisée, « les sionistes », est élargie selon les besoins de la polémique pseudo-antiraciste : elle comprend non seulement les Juifs sionistes au sens strict du terme (qu'ils soient ou non citoyens israéliens) et les Juifs défenseurs d'Israël, mais aussi toutes les personnes favorables à l'existence de l'État d'Israël. C'est donc au nom de la lutte contre le racisme que « les sionistes » ainsi identifiés sont diabolisés et criminalisés. Il y a là un inquiétant retournement idéologique et politique, dont la cause fondamentale est le rejet inconditionnel de l'existence d'Israël, qui forme le cœur de l'antisionisme.

Comment l'accusation de « sionisme » est devenue centrale

En 2003, dans un contexte où, depuis près de trois ans, des synagogues étaient incendiées, des cimetières juifs profanés et des Juifs visibles menacés ou insultés sur fond de cris « Mort aux Juifs ! » lancés par des émeutiers, Alain Finkielkraut, au début de son bref essai intitulé *Au nom de l'Autre*, formulait ce constat aussi lucide que désenchanté :

« Pendant cinquante ans, les Juifs d'Occident ont été protégés par le bouclier du nazisme. Hitler, en effet, avait, comme l'a écrit Bernanos, déshonoré l'antisémitisme. On croyait ce déshonneur définitif.

Il n'était peut-être que provisoire. Ce qu'on prenait pour un acquis apparaît rétrospectivement comme un répit. Et c'est en France, le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de Juifs, que la parenthèse se ferme de la façon la plus brutale¹. »

Déjà, en 1972, Léon Poliakov se demandait avec inquiétude si « les censures dont l'antisémitisme faisait l'objet depuis la Deuxième Guerre mondiale ne commenç[ai]ent pas à disparaître² ». Mais, en 2003, il ne s'agissait pas d'un simple retour du refoulé ou d'une « levée des tabous », comme on l'a cru alors. Ni d'une résurgence occasionnelle des passions antijuives héritées de l'antijudaïsme chrétien. Ce n'était pas le vieil antisémitisme français traditionaliste ou nationaliste d'origine chrétienne qui refaisait surface, c'était tout autre chose, de l'ordre d'une émergence que nul n'avait prévue. Sa caractéristique idéologico-politique la plus visible était qu'elle se situait principalement à gauche et à l'extrême gauche. Mais, en France notamment, cette évidence a été masquée par quelques saillies antijuives de démagogues nationalistes situés à l'extrême droite, montées en épingle par la gauche.

C'est dans ce contexte qu'en janvier 2002 j'ai publié *La Nouvelle Judéophobie*, essai dans lequel j'offrais une courte synthèse des réflexions que j'avais faites sur la question depuis le début des années 1980³, à la suite de l'attentat du 3 octobre 1980 contre la synagogue de la rue Copernic (4 morts) et du massacre commis rue des Rosiers le 9 août 1982 au restaurant Goldenberg (6 morts), mais aussi de l'affaire Faurisson – qui éclate après la publication dans *Le Monde*, le 29 décembre 1978, d'un article intitulé « Le problème des "chambres à gaz" ou "la rumeur d'Auschwitz" », signé Robert Faurisson –, eu égard aux liens entre l'offensive négationniste et la propagande antisioniste d'extrême gauche. En témoigne le texte lu par Faurisson le 17 décembre 1980 au micro d'Europe n° 1 :

¹ Alain Finkielkraut, *Au nom de l'Autre. Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*, Paris, Gallimard, 2003, p. 9.

² Léon Poliakov, « L'antisémitisme à travers les âges » (1967, complété en 1972), in *id.*, *Les Juifs et notre histoire*, Paris, Flammarion, 1973, p. 32.

³ Voir par exemple Pierre-André Taguieff, « L'antisionisme arabo-islamophile », *Sens*, n° 11, novembre 1982, pp. 253-266 ; *id.*, « L'antijudaïsme contemporain. Rupture de tradition et nouvelle naissance », *Cahiers Bernard Lazare*, n° 101-103, mai-juillet 1983, pp. 27-30 ; *id.*, « La nouvelle judéophobie. Antisionisme, antiracisme, anti-impérialisme », *Les Temps Modernes*, n° 520, novembre 1989, pp. 1-80.

« Les prétendues “chambres à gaz” hitlériennes et le prétendu “génocide” des Juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l’État d’Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier. »

Pour comprendre le sens de cette émergence, il fallait cesser de chercher des continuités historiques et des héritages idéologiques en fouillant dans le passé de la nation française ou plus largement des nations européennes, et considérer l'une des conditions de possibilité du surgissement de cette nouvelle grande vague antijuive, qui, au début des années 2000, n'en était qu'à ses débuts : la présence en France de la population musulmane la plus importante d'Europe. Car l'imaginaire politico-religieux de cette population musulmane était déjà fortement imprégné des thèmes de la propagande antisioniste venant du monde arabo-musulman, qui s'inscrivaient dans l'antijudaïsme islamique traditionnel et entraient en synthèse avec ceux des antisionismes d'extrême gauche, marqués par un antinationalisme et un anticolonialisme de principe, mais surtout héritiers de l'antisionisme soviétique, qui mêlait antifascisme, anti-américanisme et antiracisme, non sans puiser dans une vision conspirationniste du sionisme comme puissance mondiale occulte. Dès la fin des années 1960 et le début des années 1970, cette rhétorique de propagande s'était à la fois fixée et internationalisée⁴.

La centration négative des ennemis des Juifs sur le sionisme n'est pas le fruit du hasard. Elle est notamment liée au fait que l'idée sioniste reste vivante, non moins que l'État-nation qu'elle a inspiré. C'est pourquoi il convient d'avoir à l'esprit ces remarques de l'historien Georges Bensoussan : « De toutes les réponses juives à la modernité, le sionisme seul a survécu. Ce n'est pas là jugement de valeur mais constat. Le socialisme universaliste a sombré et l'autonomisme du Bund a été balayé par la Shoah⁵. » L'engouement des Juifs pour le communisme est désormais chose du passé, ce qui a entraîné la désuétude du stéréotype d'accusation sur-employé à l'époque nazie : « le judéo-bolchevisme » et « le judéo-bolchevique », c'est-à-dire le « Juif international » ayant pour programme d'action la révolution mondiale. Le stéréotype d'accusation qui a survécu est celui de la « haute finance juive » ou du « financier juif international », exploiteur, dominateur et manipulateur. On sait qu'il est toujours véhiculé par le mythe Rothschild, qui reste ancré dans l'imaginaire social occidental, non sans avoir fait le tour du monde.

L'hostilité antijuive s'est ainsi fixée sur « le sioniste », construit à son tour comme l'ennemi du genre humain. La dénonciation du « sionisme mondial » s'est banalisée. Le « complot sioniste mondial » a remplacé le « complot judéo-maçonnique » et le « complot judéo-bolchevique », non sans intégrer, en les reformulant, certains thèmes d'accusation ritualisés par la diffusion

des deux grands récits de complot antijuifs précédents. Mais la grande nouveauté idéologique et discursive aura été l'islamisation progressive de la propagande antisioniste, notamment après la révolution islamiste iranienne de 1979.

D'un antisionisme à d'autres

S'il est vrai que le mot « antisionisme » est équivoque ou, si l'on préfère, polysémique, il faut partir d'une enquête sur les emplois du terme, les identifier et les distinguer précisément. Les débats interminables sur la question viennent du choc entre des thèses dogmatiques, dérivant de définitions du type « L'antisionisme est la figure contemporaine de l'antisémitisme » ou « L'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme ». La question première est la suivante : de quoi parlons-nous quand nous parlons d'« antisionisme » ? Pour simplifier et clarifier la question, il convient de distinguer les quatre significations principales du mot « antisionisme » qui, dans les controverses, interfèrent et se chevauchent souvent, engendrant des dialogues de sourds. Ces significations ne sont pas seulement distinctes, elles sont contradictoires à divers titres. Énumérons-les brièvement : 1° L'opposition au projet sioniste ; 2° la critique de la politique israélienne ; 3° la dénonciation complotiste du « sionisme mondial » ; 4° la négation du droit à l'existence de l'État d'Israël ainsi que le projet et la volonté de détruire cet État-nation pour le remplacer par un État palestinien ou un État islamique. On connaît la prophétie menaçante du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, qu'on trouve citée dans le préambule de la Charte du Hamas (rendue publique en août 1988) : « Israël s'élèvera et restera en place jusqu'à ce que l'Islam l'élimine, comme il a éliminé ses prédécesseurs. » La prophétie est régulièrement répétée par les prédicateurs musulmans participant à la propagande palestinienne. C'est principalement en référence à cet antisionisme islamiste exterminateur qu'on peut définir l'antisionisme radical comme une forme contemporaine de racisme⁶.

Depuis le début des années 1970, les propagandes antisionistes – l'arabo-musulmane et la soviétique au premier chef – ont convergé pour rendre idéologiquement acceptable l'équation « sionisme = racisme », dans le prolongement de l'équation « sionisme = colonialisme », lancée à l'époque de la décolonisation. Avec l'arrivée au pouvoir en Iran de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni – connu pour sa haine « théologique » des Juifs –, la diabolisation du sionisme et d'Israël, élargie à celle des Juifs désignés comme ennemis de l'islam, a occupé une place centrale dans la propagande islamiste, qui mettait en avant la question palestinienne et appelait au jihad contre les Juifs⁷. Dès lors, pour les ennemis de l'État d'Israël, le sens politique du mot « antisionisme » s'est réduit au couplage de deux positions de principe : l'antiracisme et l'anticolonialisme. L'évidence idéologique s'est installée : être antiraciste et anticolonialiste, c'est être nécessairement antisioniste.

Au cours des années 1990 et 2000, lorsque s'est constituée la configuration que j'ai qualifiée d'« islamo-gauchiste » en

4 Voir par exemple le pamphlet de Lucien Cavro-Demars, *Aux sources du Sionisme et de ses ravages dans le monde*, Beyrouth (Liban), 1971.

5 Georges Bensoussan, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002, p. 11.

6 Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive. Du symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza*, Paris, PUF, 2010, pp. 57-74.

7 Yossef Bodansky, « Les Juifs et l'islam militant après Khomeyni » (tr. fr.

Claire Darmon), *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 180, 2004/1, pp. 62-108.

2001-2002, l'antiracisme est devenu un quasi-synonyme d'anti-islamophobie, ce qui témoignait du succès de l'opération idéologique islamo-gauchiste par excellence : définir l'islamophobie comme l'une des principales formes contemporaines du racisme. Le « sionisme » pouvait dès lors être dénoncé comme un double racisme, dont les cibles et les victimes étaient autant les Palestiniens que les musulmans. En tant qu'auto-désignation méliorative, le mot « antisémitisme » s'est intégré dans le vocabulaire courant des milieux (néo-)antiracistes et (néo-)anticolonialistes, donc dans le discours d'une partie de la gauche et dans celui de l'extrême gauche tout entière. L'accusation de « fascisme », rituelle dans la propagande soviétique, est venue s'ajouter à celles de « racisme » et de « colonialisme ». L'évidence idéologique s'est installée : être antifasciste, c'est être nécessairement antisémitiste.

L'amalgame polémique entre « sionisme » et « impérialisme » est également une constante de la rhétorique « antisémitiste » diffusée par la propagande soviétique, puis reprise par l'extrême gauche, une partie de la gauche et les pays arabes ainsi que l'Iran. Dans un article publié le 4 octobre 1967 par un périodique soviétique, on lisait par exemple : « De nos jours, le sionisme est l'idéologie, le système d'organisation et la pratique de la bourgeoisie juive pro-impérialiste. Son credo est essentiellement l'anticommunisme. D'ailleurs, l'anticommunisme de la société sioniste internationale de ces trafiquants de la politique de la finance, de la religion et du commerce a aidé le sionisme à se développer et à devenir le collaborateur et l'instrument stratégiques des États-Unis⁸. » Il y a là une première version du « complot américano-sioniste » que les islamistes radicaux dénonceront à partir des années 1980.

Au cours des deux dernières décennies, l'antisémitisme conspirationniste s'est banalisé sur les réseaux sociaux. Mais la nouveauté est que des universitaires de gauche et des militants des droits de l'homme n'hésitent plus désormais à diffuser des messages accusant « les sionistes » ou « les Israéliens » d'être les « maîtres du monde » ou de « diriger l'Amérique ». C'est ainsi que le juriste belge d'extrême gauche Jean-Marie Dermagne, qui est l'un des avocats de la vénérable Ligue des Droits Humains (LDH) et le vice-président du « Syndicats des avocats pour la démocratie », a posté ce message sur son mur Facebook le 4 janvier, au lendemain de l'élimination du général iranien Qassem Soleimani par l'armée américaine : « Les vrais maîtres du monde, ce sont les Israéliens. Trump, le sinistre fanfaron, n'est (comme ses prédécesseurs) que leur marionnette armée. Ce sont eux qui tirent⁹. » Maîtres du monde et fauteurs de guerre : tels sont « les Israéliens » selon ce distingué militant « humaniste » et « antiraciste ».

Dé légitimer pour éradiquer

Il s'agit de délégitimer l'État d'Israël par tous les moyens, pour l'isoler sur tous les plans, en organisant notamment contre lui un boycott généralisé. La campagne palestinienne « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) s'inscrit dans ce dispositif, en tant que visage « humanitariste » et compas-

sionnel donné à une propagande de guerre, centrée sur la lutte pour le monopole du statut de victime. Pour ce faire, les propagandistes antisémitistes instrumentalisent l'antiracisme et l'anticolonialisme, entretenant le mythe messianique du propalestinisme rédempteur. L'objectif est de susciter de l'indignation contre les Israéliens et de l'empathie pour les Palestiniens, en vue de mobiliser l'opinion internationale contre Israël et ses soutiens. Le modèle d'action est ici celui du boycott du régime d'apartheid de la République sud-africaine : depuis le début du XXI^e siècle, l'assimilation de l'État d'Israël à un système d'apartheid est devenue le thème fondamental de la propagande « antisémitiste ». Cet amalgame polémique est dénué du moindre fondement : il n'y a pas un racisme d'État en Israël, dont la population comprend 20,9% de citoyens arabes, en majorité musulmans, qui jouissent des mêmes droits que leurs concitoyens juifs.

Dans la propagande antisémitiste, qui ne se réduit pas à la propagande anti-israélienne, les amalgames diabolisateurs forment une longue chaîne : Israël/sionisme-nazisme-fascisme-colonialisme-racisme-expansionnisme-impérialisme-apartheid-génocide. Les métaphores polémiques les plus employées sont pathologisantes ou bestialisantes : « kyste », « cancer », « monstre tentaculaire », « ennemi parasite », etc. Quant aux amalgames diffamatoires, ils vont de « l'État gangster » à « Israël = régime d'apartheid », « politique d'Israël = nettoyage ethnique » ou « politique génocidaire », « sionisme = racisme », « sionisme = nazisme », etc. D'où la fabrication de slogans et de clichés de propagande, indéfiniment recyclés dans les discours néo-antiracistes et néo-antifascistes contemporains. À Berlin, en avril 2003, lors d'une des réunions préparatoires du Forum social européen (FSE), les tentations antijuives de certains milieux « altermondialistes » s'étaient manifestées par la présence d'individus arborant des T-shirts sur lesquels on pouvait lire cette prédiction fondée sur des analogies historiques trompeuses : « Le monde a arrêté le nazisme. Le monde a arrêté l'apartheid. Le monde va arrêter le sionisme. » L'antisémitisme radical est le produit d'une fusion entre ces machines à diaboliser et à diffamer que sont devenus l'antifascisme et l'antiracisme dans les mains de la nouvelle extrême gauche¹⁰.

Les stratégies de délégitimation par diabolisation ont pour conclusion logique des appels de l'élimination de l'État d'Israël. Sur la question, les hauts dirigeants de la théocratie islamique d'Iran se sont montrés les plus directs. Dès son élection en 2005, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad n'a cessé de menacer les « sionistes » d'être effacés « de la surface de la terre » en tant que « germes de corruption ». Le 2 juin 2008, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire de la mort de l'ayatollah Khomeyni, Ahmadinejad formulait un diagnostic concernant l'État d'Israël, dont il prédisait la fin imminente : « Le régime sioniste a atteint le terme de son œuvre et disparaîtra prochainement des cartes géographiques. » En 2005, il avait déjà déclaré qu'Israël serait « rayé de la carte ». Trois ans plus tard, il réaffirmait sa prédiction de la disparition de l'État juif, « régime criminel et terroriste sioniste qui a derrière lui soixante ans de pillages, d'agressions et de crimes »,

8 Cité par Zev Katz, « Après la guerre de 1967 », in Lionel Kochan (dir.), *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917* [1970], Paris, Calmann-Lévy, 1971, p. 454.
9 <http://www.lbca.be/communiqués/303-un-avocat-de-la-ligue-des-droits-humains-pris-en-flagrant-délit-d-antisémitisme#.XhIQPGRkH90>.

10 Voir Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Propagande antijuive*, op. cit. ; id., *Judéophobie, la dernière vague*, Paris, Fayard, 2018 ; id., « **L'éternelle renaissance de l'espace néo-gauchiste : néo-antifascistes et néo-antiracistes** », *Revue politique et parlementaire*, n° 1103, avril-mai-juin 2022, pp. 47-61.

et annonce corrélativement la destruction du « régime satanique des États-Unis ». Dans la terminologie khomeyniste, la destruction du « petit Satan » (Israël) et du « grand Satan » (les États-Unis) est la condition de la délivrance ou de la libération de l'humanité, enfin prête à être islamisée.

Lors de la Journée mondiale d'Al-Quds à Times Square (New York), le 31 mai 2019, l'activiste antisioniste Nate Chase, membre du World Workers Party, a été fort clair : « Nous ne voulons pas de deux États ! Nous voulons tout ! » (slogans répétés par la foule). Et de préciser : « Parce que chaque centimètre – du fleuve à la mer – est la Palestine ! [...] Israël n'existe pas ! Il n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais ! Il n'y a que la Palestine ! ». Face à « l'entité sioniste connue sous le nom d'Israël », caractérisée comme une « marionnette raciste » créée par les « impérialistes américains », un seul mot d'ordre était lancé le même jour par Rokeya Begum, jeune activiste du mouvement pro-palestinien Within Our Lifetime : « Brisez l'État sioniste colonialiste¹¹ ! ». Cette militante antisioniste a aussi scandé le slogan « Mondialisez l'Intifada ! ». Une guerre révolutionnaire mondiale est déclarée contre le racisme et le colonialisme incarnés par un « sionisme » fantasmé.

L'antisionisme internationaliste reprend ainsi l'héritage de l'imaginaire révolutionnaire communiste, mais après avoir substitué la cause palestinienne à la cause prolétarienne en tant que « cause universelle », non sans donner à cette dernière un parfum victimaire en l'associant à la cause de la prétendue « religion des faibles », l'islam. L'antisionisme est devenu l'idéologie du grand parti sans frontières des « faibles » et des « victimes ». Or, comme tout musulman est censé être une victime effective ou potentielle de l'« islamophobie », érigée en principale forme contemporaine de racisme, la lutte contre le sionisme se confond avec la lutte contre l'islamophobie, donc avec la lutte contre le racisme. Être antisioniste, c'est être anti-raciste. Les antisionistes s'inscrivent ainsi dans le camp du Bien et de la Vertu. L'antisionisme exterminateur se réclame frénétiquement de la morale, qui incite à protéger les faibles et à défendre les victimes contre les dominateurs et les bourreaux que sont les « sionistes ».

Ces thèmes et ces images de propagande sont massivement diffusés sur les réseaux sociaux et dans les médias. On peut ici parler d'une mythologie politique dominante et mondialisée, qui s'impose par des mécanismes d'intimidation jouant sur l'indignation morale. Face à cette entreprise de criminalisation et de diabolisation d'Israël et du sionisme, il faut commencer par faire la part de l'illusion, de la mauvaise foi, de l'aveuglement idéologique et de l'imposture plus ou moins intéressée, voire subventionnée. Il importe surtout de résister à l'intimidation en lançant une contre-offensive intellectuelle.

© Pierre-André Taguieff

Pierre-André Taguieff, philosophe, politiste et historien

¹¹ Déclarations citées dans l'article : « Journée d'Al-Quds à Times Square, New York : Nous ne voulons pas de deux États ! Nous voulons tout ! Israël n'existe pas ! », 12 juin 2019, <http://memri.fr/2019/06/12/militants-a-un-rassemblement-de-la-journee-dal-quds-a-times-square-israel-nexistera-jamais-chaque-centimetre-est-la-palestine-mondialisez-lintifada/>

des idées, directeur de recherche au CNRS, a notamment publié sur la question : *Criminaliser les Juifs. Le mythe du « meurtre rituel » et ses avatars (antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme)* (Hermann, 2020) ; *Liaisons dangereuses : islamo-nazisme, islamo-gauchisme* (Hermann, 2021) ; *L'Antiracisme devenu fou* (Hermann, 2021) ; *Sortir de l'antisémitisme ?* (Odile Jacob, 2022).

GÉNÉALOGIE OUBLIÉE DE L'ANTISIONISME

Note liminaire : Sur l'ensemble de ce sujet, cf. l'article séminal de Pierre-André Taguieff auquel nous sommes redevables : « La nouvelle judéophobie : antisionisme, antiracisme, anti-impérialisme » publié dans *Les Temps modernes*, n° 520, novembre 1989.

« Zone infestée d'épidémies ». En mars 1940, les Allemands dénomment ainsi le quartier juif de Varsovie qu'ils vont bientôt transformer en ghetto hermétiquement clos : « Les Juifs s'unissent pour combattre, ou plus exactement pour piller leurs semblables [...]. C'est pourquoi l'État juif est, au point de vue territorial, sans aucune frontière [...]. « Car lorsque le sionisme cherche à faire croire au reste du monde que la conscience nationale des Juifs trouverait satisfaction dans la création d'un État palestinien, écrit Hitler dans *Mein Kampf* (1925), les Juifs dupent encore une fois les sots Goïm de la façon la plus patente. Ils n'ont pas du tout l'intention d'édifier en Palestine un État juif pour aller s'y fixer ; ils ont simplement en vue d'y établir l'organisation centrale de leur entreprise charlatanesque d'internationalisme universel. »

Dans la passion antisémite nazie, on a largement oublié la dimension viscéralement antisioniste, comme on a oublié les déclarations répétées de Hitler et de ses proches sur leur volonté d'empêcher coûte que coûte la création d'un État juif en Palestine. Comme on a oublié que l'un des premiers textes d'Alfred Rosenberg, présenté (à tort) comme l'idéologue du régime, portait en 1922 sur le « sionisme¹ ».

En 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et alors que l'on découvre pan par pan le génocide des Juifs, l'antisémitisme dans ses vieux habits n'a plus bonne presse. La réalité nouvelle impose au discours antijuif un habillage nouveau comme une rhétorique nouvelle. On ne peut plus écrire sur « les Juifs » comme le faisaient Céline, Rebatet et tant d'autres folliculaires d'avant-guerre.

Emblématique est à cet égard le discours d'un Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach, vieille figure de l'extrême droite et de la collaboration qui fait partie des premiers négationnistes français dès les années 50. En juillet 1982, au début de la guerre du Liban menée par Israël, Bardèche écrit dans la revue *Défense de l'Occident*² : « L'extermination systématique des Palestiniens est un authentique génocide. Cette «solution finale» dont on n'a jamais pu prouver l'existence aux dépens de l'Allemagne hitlérienne, elle est mise en route sous nos yeux [...]. Cette fois l'Holocauste est retourné. »

Depuis les années 1880, le débat (qui divise profondément le monde juif) est légitime pour savoir s'il faut, ou non, établir un État-nation pour le peuple juif. Après la création effective de l'État juif le 14 mai 1948, la question est obsolète, elle ne se pose plus dès lors que l'État d'Israël est désormais un fait établi, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore. C'est pourquoi professer encore l'antisionisme n'est pas synonyme de la critique d'un État, mais la mise en cause de sa légitimité. Autrement dit, de la possibilité, ouvertement discutée, de mettre un terme à son existence.

Depuis la guerre des Six Jours (1967) et davantage encore depuis le déclenchement de l'Intifada (1987), l'État d'Israël est vu comme une puissance néocoloniale, impérialiste, fer de lance des États-Unis dans la région. Soit très précisément le discours de l'Union soviétique et du parti communiste français des années 1950 à l'instar de ces propos du dirigeant communiste Florimond Bonte dans *France nouvelle*³ en 1952 : « Les sionistes ne défendent que les intérêts de la grande bourgeoisie capitaliste. C'est pour atteindre les objectifs de la classe capitaliste égoïste et stupide qu'ils se sont organisés en groupements internationaux mis depuis longtemps au service de l'impérialisme américain.»

Pourtant, contrairement aux idées reçues, le terreau historique de l'antisionisme a peu à voir avec le camp « progressiste ». On repère ses premiers jalons dans la droite catholique de la fin du XIX^e siècle (*La Croix*) avant même que le mot *sionisme* fut

1 Le sionisme, ennemi de l'État.

2 n° 192, juillet 1982

3 L'un des organes de la presse communiste française de l'époque.

forgé (1891), un discours relayé plus tard, modifié, par les idéologies racistes. Loin d'être un simple avatar de l'antisémitisme, la rhétorique antisioniste, déjà vieille de plus d'un siècle, mêle au refus d'une indépendance nationale juive la tentative de réécrire l'histoire de ce peuple. Après 1945, la négation de la Shoah participe de ce courant. Alors que dans l'opinion courante, la destruction des Juifs d'Europe passe communément pour la « cause » de la création de l'État d'Israël (1948), la négation de la Shoah a pour fonction première de briser le verrou idéologique que constitue la tragédie juive du XXe siècle. Elle conduit alors à une réécriture de l'histoire en empruntant la thématique du complot qui focalise l'angoisse sur un agent désigné du malheur. Le rejet change ainsi d'objet, il passe du peuple à l'État, mais il ne change pas de nature et demeure, par essence, génocidaire.

Du « complot juif » au « complot sioniste » : 1917/1939

À la fin du XIXe siècle, en France, les Jésuites, qui furent eux-mêmes longtemps victimes des théories conspirationnistes, conduisent une campagne de démonisation des Juifs (la « conspiration juive mondiale ») qui poursuit sur la lancée de l'abbé Barruel lequel, à la fin du XVIIIe siècle, voyait dans la Révolution française la conjugaison des périls maçonnique et juif.

Le thème du « complot sioniste » est l'héritier de cette vision. Il se structure au moment de la tenue du premier congrès sioniste à Bâle en août 1897, alors que la France commence à être déchirée par l'Affaire Dreyfus. Réuni par Théodor Herzl, le congrès sioniste rend soudain l'Affaire intelligible, il permet d'« élucider » cette réalité opaque... Les Jésuites, les premiers, lancent ce thème en février 1898 dans leur organe la *Civiltà Cattolica*, un mois après le *J'accuse* de Zola et alors qu'à Paris se tient le procès du romancier. Du « complot juif », les Jésuites passent rapidement au « complot sioniste mondial » et ouvrent ce faisant la voie à la carrière fabuleuse d'un faux, les *Protocoles des Sages de Sion*, dont ils ne sont pourtant pas les auteurs.

Car ce texte, les *Protocoles des Sages de Sion*, est probablement rédigé à Paris, vers 1900, par des agents de l'Okhrana russe⁴ (la police secrète du régime tsariste). Jusqu'à la Première Guerre mondiale, ce faux ne dépasse toutefois pas les frontières de l'empire russe. C'est après la Grande Guerre, dans le contexte d'un anticommunisme exacerbé, que les *Protocoles* commencent leur tour du monde pour mettre en place une vision conspirationniste de l'Histoire qui fait de la « révolution bolchevique » une « révolution juive ». Et qui, par extension, prétend rendre compte de l'immense ébranlement qui a secoué le monde depuis le 2 août 1914.

Dans cette vision, une « race juive », dominatrice et conspiratrice, entend régenter l'humanité tout entière. Le conflit entre Juifs et nonJuifs se déplace du terrain religieux à la race, cette obsession occidentale de la seconde moitié du XIXe siècle. En 1932, dans *Les Juifs, maîtres du monde*, le directeur de la *Revue internationale des sociétés secrètes*, le vicomte Léon de

Poncins, écrit: « *Quinze millions d'hommes, hommes intelligents, hommes tenaces, hommes passionnés, unis, malgré leurs divergences intestines, contre le monde des nonJuifs par les liens de la race, de la religion et de l'intérêt, mettent au service d'un rêve messianique le plus froid des positivismes et travaillent, consciemment ou inconsciemment, à instaurer une conception du monde antagoniste de celle qui fut pendant 2 000 ans l'idéal de la civilisation occidentale. 15 millions d'hommes qui ont sur l'opinion publique une influence hors de toute proportion avec leur importance numérique parce qu'ils occupent les centres vitaux de la pensée et de l'action occidentales.* »

Pour cet antisionisme balbutiant, le Juif grimé en « sioniste » demeure l'ennemi du genre humain. Démasquer sa place exorbitante, c'est éclairer le monde. Cette diabolisation naissante du sionisme subsume sous un seul et même vocable tous les sujets d'angoisse d'un monde ébranlé par la Grande Guerre et qui égrène ses plaintes et ses peurs : la guerre étrangère, la guerre civile, le chaos économique, le capitalisme (« les gros »), le communisme (« les soviets »), etc.

Certes, le sionisme se présente sous la forme bénigne d'un nationalisme. Mais il faut aller au-delà de cette apparence banale pour deviner l'« entreprise de domination mondiale » qu'il dissimule. C'est dans cette optique que les *Protocoles des Sages de Sion* sont présentés comme les minutes des « séances secrètes » du 1er congrès sioniste (1897). Dès 1917, le Russe Sergueï Nilus évoque l'origine « sioniste » du « document », tandis qu'en 1924 son éditeur allemand, Theodor Fritsch, pape de l'antisémitisme allemand depuis la publication de son *Catéchisme des antisémites* (1897), intitule carrément l'ouvrage traduit du russe, *Les Protocoles sionistes*.

Avec la Shoah, on aurait pu croire cette « thèse » définitivement enterrée, mais c'eût été ne pas comprendre le fonctionnement du mythe. En 1954, l'Anglais Creagh Scott définit le sionisme comme la « *branche militante de la Juiverie mondiale* » et [...] « *donc son instrument pour la domination mondiale* ». La réalité de l'histoire ici importe peu, les faits n'ont plus aucune importance et la raison trouve ses limites face à un système de pensée clos sur lui-même où la réponse précède la question et où l'essence explique l'existence. Dès lors, et les contemporains, vague après vague, vont s'y heurter, guerroyer contre les *Protocoles* ou s'insurger contre la démonisation du sionisme sont de peu d'effet : la pensée délirante, en effet, retourne toute critique en bienfondé de ses assertions. Ainsi, soutenir que les *Protocoles* sont un faux et démontrer parallèlement l'irréalité des « complots » devient une « preuve » de leur bienfondé.

Arcbouté sur les *Protocoles*, l'antisionisme renoue avec l'essentialisme raciste: le mal est la nature éternelle du Juif, et le sionisme n'en est que le dernier avatar. Roger Lambelin, introducteur en 1921 des *Protocoles* en France, note dans *Le Péril juif* (1924) : « *En fait, on peut dire que le sionisme, organisé par Th. Herzl, et bien avant le mandat conféré à l'Angleterre de donner à Jérusalem un « home » aux Hébreux, a doté la race d'un véritable gouvernement, c'est-à-dire d'un organe de direction*

⁴ Cf. Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, Fayard, 2004.

et de centralisation. Lors de l'affaire Dreyfus, n'y avait-il pas un chef d'orchestre invisible qui réglait les démarches [...] ? ».

Avant la Seconde Guerre mondiale, deux formes d'antisio-nisme cohabitent. D'une part, le nationalisme juif est dénoncé parce qu'il empêcherait l'assimilation des Juifs dans leurs sociétés d'accueil. D'autre part, il est dénoncé comme un complot visant à la domination du monde. Ainsi lit-on, en août 1934, dans la *Revue internationale des sociétés secrètes* que « le sionisme vise à la constitution en Palestine d'un État qui sera un centre d'inspiration et de direction pour le judaïsme mondial [...] ». La fondation de l'État juif en Palestine serait un pas décisif vers l'établissement d'un règne universel de justice dont Israël serait le juge. »

Avant la Seconde Guerre mondiale, dans les milieux mêlés du catholicisme ultra et de l'antibolchevisme, la mission historique du sionisme devient un « programme de conquête du monde » dont l'État juif serait, demain, l'épicentre. Ce projet de domination fournit la clé de l'histoire mondiale, il éclaire la litanie angoissée des événements contemporains perçus et vécus comme autant de catastrophes. Roger Lambelin souligne ainsi l'importance de la déclaration Balfour (2 novembre 1917) : « La date et la déclaration méritent d'être retenues. Elles marquent l'origine d'une période de l'histoire du monde. » Et de gloser sur la concordance chronologique entre la déclaration Balfour et la prise du pouvoir par les bolcheviks (7 novembre 1917) : ainsi, le bolchevisme ne serait que le dernier avatar du vieux « complot juif », premier surcroît du moderne « complot sioniste mondial », lequel veut faire de Jérusalem, écrit Lambelin, « un centre spirituel et un poste de commandement » grâce auxquels « ce peuple d'Israël est doté d'une puissance qui lui permet de tout entreprendre et de tout oser ». En 1928, le même Lambelin met en garde : « Seule l'idée du mal à causer à tout ce qui est étranger à sa race donne une cohésion sérieuse à ce peuple [...]. Le retour à Jérusalem correspondait aux aspirations ancestrales de la race [...]. L'orgueil de la race est le meilleur ciment de la solidité de cette reconstitution catastrophique. »

Vingt ans avant la création de l'État juif, le complotiste français dénonce la « double allégeance » des Juifs et propose de se protéger de ces traîtres en puissance : « N'organisons pas entre nations les défenses contre certaines maladies contagieuses ? ». Cette récurrence bacillaire fera son chemin pour devenir une lutte vitale contre les « bacilles » et les « poux ». On songe évidemment ici à la « zone d'épidémie », prélude au ghetto de Varsovie en 1940. Pour Lambelin, le sionisme met à jour la « perversité et l'impérialisme d'Israël ». Il démontre, renchérit Léon de Poncins, la cohésion de ce peuple qui s'avance dissimulé au milieu des peuples qui l'accueillent. Il éclaire, en un mot, la « vraie nature » du judaïsme, cette « entité biologique » (Hitler, *Mein Kampf*, 1925).

Filiations et convergences contemporaines

Comment rendre acceptable, voire légitime, l'antisémitisme après la Shoah ? Comment le discours diabolisant les Juifs est-il transféré du Juif au sioniste ? Et du peuple à l'État ? Après

1945, parce que le discours antijuif traditionnel n'est plus possible en Occident, il prend progressivement la forme d'un discours politique dans lequel le « sionisme » et l'État d'Israël qui en est né sont présentés comme une création artificielle de l'Occident, le fruit de sa « culpabilité » et de sa « mauvaise conscience ». Aux yeux de l'extrême droite, l'État d'Israël (1948) devient l'une des clés ultimes de l'histoire humaine, l'explication finale du sentiment de décadence et de l'angoisse d'une catastrophe imminente qui, l'un et l'autre, logent au cœur de la passion antisémite.

Tandis qu'au fil des années 1950-1960, dans certains milieux de gauche, le sionisme devient un mythe répulsif lié au colonialisme (dans le contexte de la décolonisation et de la conférence de Bandung en 1955) et bientôt au racisme (cf. la condamnation de l'ONU en 1975). En réalité, c'est l'Union soviétique de Staline qui dès 1950, après un bref soutien apporté à la création de l'État d'Israël, élabore ce discours antisioniste « de gauche⁵ ». Un discours bientôt corrélé à l'antiimpérialisme et à l'antiracisme. Si le sionisme « est une forme de racisme », et si « tout Juif », quoiqu'il s'en défende, « est sioniste », voici « le Juif » décrété raciste par essence. Ainsi se structure ce que Pierre-André Taguieff appelle très tôt une « nouvelle judéophobie », laquelle s'épanouit à gauche après la guerre des Six Jours (1967), tandis que la droite radicale trouve là le moyen de désertir le vieux vocabulaire antijuif, désormais obsolète, pour épouser celui de l'antisio-nisme et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le discours des négationnistes des années 1970-1980 s'enracine dans ce terrain pour soutenir, d'une part, que le génocide du peuple juif n'a pas eu lieu (« la plus grande imposture de tous les temps » écrit Robert Faurisson), et d'autre part que ce mensonge historique sert à justifier l'État juif. Le sionisme étant l'une des formes modernes du racisme, les « prétendues victimes » du « prétendu génocide » sont donc de vrais persécutés...

La Shoah n'est pas à l'origine de la création de l'État d'Israël, mais elle lui a fourni un regain de légitimité morale, ce que le négationnisme a bien compris. Pour délégitimer l'État d'Israël, il faut nier la réalité du génocide des Juifs. Venus d'horizons idéologiques différents, sinon opposés, deux discours ici convergent, d'une part un discours antisémite hanté par le « complot juif mondial » et qui découvre la « magie » de l'antisio-nisme, d'autre part un discours antisioniste et antiraciste, centré sur le « complot sioniste mondial » qui découvre l'antijudaïsme, voire le négationnisme. Le point d'arrivée des uns est le point de départ des autres. Dans les deux cas de figure, le « JuifSioniste » incarne la figure du mal absolu.

En faisant du sionisme le cœur du « complot impérialiste mondial », la vague antisioniste d'aujourd'hui renoue sans le savoir avec les discours archaïsants des années 1920. « Israël n'est pas

⁵ Après l'exécution des onze condamnés à mort du procès Slansky à Prague, le président tchécoslovaque Klement Gottwald déclare le 16 décembre 1952 devant le secrétariat général du Parti communiste : « On a découvert le nouveau canal par lequel la trahison et l'espionnage s'introduisent à l'intérieur du parti communiste : c'est le sionisme ! » Cité in Michel Laval, *Arthur Koestler, Calmann-Lévy*, p.590

un État national, il constitue la plateforme territoriale d'une subversion mondiale qui doit assurer la domination définitive d'une secte sur tous les peuples de la Terre, c'est pourquoi toutes les nations, tous les peuples du monde doivent lutter pour sa disparition », déclare en 1973 Marc Frederiksen, l'ancien leader de la FANE, un groupuscule néonazi dissous quelques années plus tard.

L'ultragauche voit en Israël un État raciste, colonialiste et imposteur dont la Shoah cautionnerait l'existence, tandis que pour l'ultradroite, la Shoah demeure l'obstacle rédhibitoire à la relégitimation de l'antisémitisme. Ces deux chemineurs convergent dans un antisionisme viscéral qui fonctionne aujourd'hui comme une machine antiisraélienne de première force. La convergence de ces courants constitue la seule nouveauté de ce discours : quand l'antisémite d'avant-guerre voyait dans « le Juif » le centre d'un complot mondial (et le vecteur d'une guerre à venir, cf. Céline, *Bagatelles pour un massacre*, 1937), l'antisioniste d'aujourd'hui, lui, voit dans l'État d'Israël le centre d'un « complot sioniste planétaire » qui sera peut-être demain le fourrier d'un troisième conflit mondial.

Enfermé dans les mythes tiersmondistes inséparables de la haine de l'Occident, un certain discours gauchiste des années 70 annonçait cette diabolisation du sionisme qui reprenait à son compte les vieux poncifs anti-juifs de l'extrême droite catholique et antisémite d'avant-guerre⁶.

Emblématique est à cet égard l'évolution dans les années 1970-1980 d'un sociologue français du CNRS, Bernard Granotier, auteur d'ouvrages de référence sur les travailleurs immigrés et sur les bidonvilles, publiés l'un et l'autre chez François Maspero, alors l'éditeur de la plupart des courants de la gauche révolutionnaire. Or, en 1982, Granotier livre aux éditions L'Harmattan un nouvel ouvrage éloigné, semble-t-il de ses préoccupations habituelles : *Israël, cause de la Troisième Guerre mondiale ?* Granotier y reprend point par point la plupart des poncifs accusatoires de l'antisionisme d'extrême droite d'avant la Seconde Guerre mondiale. Son parcours le conduit à revisiter l'histoire de la Shoah dans laquelle il voit la légitimité morale de l'État juif. « *Étrange doctrine* » en vérité que cette « *idéologie de l'autoségrégation* », marquée par l'illégitimité la plus nette. Granotier écrit ainsi de la Jérusalem d'avant 1967 : « *À l'ouest, l'occupation sioniste, à l'est la ville arabe sous domination jordanienne* ». À un qualificatif politique est opposé une caractéristique ethnique, à l'illégitimité historique des uns s'oppose l'enracinement séculaire des autres...

L'Histoire est revisitée. Le premier chapitre de l'ouvrage s'intitule : « *Expropriation et expulsion des Palestiniens par les Juifs, 1882-1948*. » On y apprend que la déclaration Balfour « *enterre un siècle et plus d'efforts des Juifs d'Occident pour s'intégrer entièrement dans les pays où ils vivent* ». La « *prolifération sioniste* » (sic) répond à la « *prolifération parasitaire juive* » d'autrefois : « *Comment l'infime noyau juif initial a-t-il pu gros-*

sir jusqu'au chiffre de population actuel ? ». Une deuxième récurrence rappelle les pamphlets antisémites français des années 1937-1939 : du fait des sionistes, nous voilà « *désormais embarqués dans une nouvelle guerre mondiale* ». Après l'échec de la « *solution de l'Ouganda* » en 1903, il ne restait plus aux sionistes, explique Granotier, que l'espoir d'« *une guerre assez générale pour qu'elle démembrât l'Empire ottoman* ». Ainsi s'explique-t-on mieux l'entrée dans la Première Guerre mondiale en août 1914. « *Nous payons aujourd'hui les conséquences de la déclaration Balfour* », poursuit-il, avec après 1948 un État juif « *qui allait semer la terreur dans la région* » et allait « *se révéler ultérieurement gros d'une éventuelle conflagration mondiale* » (ibid.). Et de conclure en reprenant une antienne de l'extrême droite d'avant-guerre : « *Le sionisme apparaît maintenant clairement comme le danger numéro 1 pour la paix mondiale*. » Quand l'extrême droite d'avant-guerre voyait le « *lobby juif* » intriguer dans l'ombre pour le profit et/ou contre la paix (cf. Céline, Rebatet et d'autres...), Granotier, lui, décèle la patte du « *lobby sioniste* » : « *Les esprits sont conditionnés par le sionisme, du fait de l'accès privilégié de ses porteparole, en France en particulier, aux grands moyens d'information* ». Cette ultragauche revisite l'histoire, elle voit le sionisme et le nazisme travailler de concert « *pour la cause commune du superghetto en Palestine* », tandis qu'à l'heure du danger nazi, « *les sionistes* » incitent les États d'Europe à fermer leurs frontières aux réfugiés juifs. Ainsi s'explique, selon Bernard Granotier, l'échec de la conférence d'Évian (juillet 1938). Et durant la guerre même, le « *lobby sioniste* » (sic) aurait fait échouer la proposition allemande d'échanger des Juifs hongrois contre des camions, alors qu'il « *avait pu, en 1917, engager le Gouvernement britannique pour quatre décennies sur le Foyer national en Palestine, cette fois en 1944 il ne fut pas en mesure de convaincre ledit gouvernement de livrer ces camions pour sauver 100 000 Juifs* ».

Aujourd'hui largement oublié, Granotier n'en demeure pas moins le signe et l'exemple de cette ultragauche des années 70-80 qui, pierre à pierre, a bâti une diabolisation du sionisme reprenant point par point la démonisation du Juif qui prévalait dans les milieux d'extrême droite d'avant-guerre. En permutant les rôles : la victime est devenue l'assassin, le Juif est devenu le nazi. Et si les Juifssionistes valent les nazis, alors tout s'équivaut, et Treblinka s'efface devant les forfaits actuels des « *assassins israéliens* » qui n'hésitent plus à envisager une « *solution finale du problème palestinien* ». Au bout du compte, les génocides se télescopent, au génocide des Juifs par les Allemands, répond aujourd'hui le « *génocide des Palestiniens* » par l'État d'Israël.

Antijudaïsme/antisionisme

Comment l'antijudaïsme rabique (racial, nazi) a-t-il muté vers cet antisionisme de fond ? Longtemps demeuré marginal, ce discours gagne en audience. Ce n'est pas là seulement le signe d'une inefficacité de la loi, mais bien plutôt l'indice d'une plus grande réceptivité à cet air du temps qui fait de l'État d'Israël le cœur maléfique du monde, à l'instar de la figure réprouvée

6 À noter qu'en France, la presse de la Collaboration, comme tous les partisans de la collaboration avec l'Allemagne nazie (à la seule exception de Marcel Déat), nourrissaient un antisionisme affirmé.

7 C'est le titre du troisième chapitre de son livre.

du Juif d'avant-guerre. Le discours antisioniste n'est pas un discours raciste « parmi d'autres ». Le chœur quasi mondial de la réprobation d'Israël comme le montrent, année après année, les condamnations répétées du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, répond point par point à la puissante vague judéophobe qui des États-Unis à l'Ukraine, du Maghreb à la Pologne et à l'Irak, avait saisi le monde au cours des années trente. L'idéalisation d'autrefois (une « *nation pionnière* » bâtie par les « *rescapés du génocide* ») a viré à la démonisation sous le coup des propagandes arabe, communiste et « antiimpérialistes » conjuguées. Sous l'effet aussi de la culpabilité de la Shoah qu'« on ne pardonnera jamais aux Juifs », et sous le coup enfin de *l'impardonnable victoire israélienne de juin 1967*. Le vocable « sioniste » est alors devenu une injure du même type que le mot « fasciste », et les stéréotypes antiisraéliens, une norme culturelle admise par une grande partie du monde intellectuel (« État raciste », « fait colonial », etc.), tel un code d'intégration à la doxa de l'époque.

Demeuré longtemps irrecevable, le vieux discours antijuif a enfin trouvé dans cette rhétorique antiisraélienne une forme acceptable, dicible, honorable même. Pardessus la Shoah, le « complot sioniste » renoue avec le « complot juif » d'avant-guerre. C'est autour du rejet violent de l'État d'Israël, maquillé en contestation de sa ligne politique, que s'élaborent les rencontres « rougebrun ». Flanquée de la rhétorique arabe qui s'appuie sur une ignorance abyssale des origines du conflit, une certaine diabolisation de l'État d'Israël a mis ses pas dans ceux du vieux discours d'extrême droite pour concocter ce « permis de démolition » (Pierre-André Taguieff), exutoire à l'échelle planétaire désormais des vieilles passions antidémocratiques et antisémites.

© Georges Bensoussan

Historien, Georges Bensoussan a dirigé la revue d'histoire du Mémorial de la Shoah (aujourd'hui la *Revue d'histoire de la Shoah*) avant d'être nommé, en 2002, responsable éditorial du Mémorial. Il y a créé à la fin des années 1990 le service de formation consacré à l'enseignement de l'histoire de la Shoah.

Ses derniers ouvrages : *Un exil français, Un historien face à la justice* (2021), *L'alliance israélite universelle (1860-2020)*, *Juifs d'Orient, lumières d'Occident* (2020), *Juifs en pays arabes, Le grand déracinement : 1850-1975*, (2012).

Il a dirigé *Les territoires perdus de la République* (2004).

RENEE FREGOSI

LE PROPALÉSTINISME, CETTE PASSION DE LA GAUCHE FRANÇAISE

L'essor du propaléstinisme

Le propaléstinisme est l'engagement inconditionnel en faveur de la « cause palestinienne ». Caractérisée à la fois par sa tonalité islamiste et sa dimension « révolutionnaire », la cause palestinienne est la conséquence logique de l'invention du « peuple palestinien », vraisemblablement par le KGB, les services secrets soviétiques. Ces derniers ont parrainé l'OLP en 1964 dans le but de détruire l'État d'Israël, chasser les Juifs du Moyen Orient et affaiblir les États Unis. Pour ce faire, une rhétorique victimaire a été diffusée dans la région et bien au-delà, qui a fini par mobiliser de nombreux soutiens tant militants qu'institutionnels (Union Européenne, ONU...).

L'engagement propaléstiniste a donc germé à gauche dès les années 60-70, mais il ne s'est développé que lentement dans la mesure où il a toujours marché de pair avec une conception révolutionnaire du changement social. Aujourd'hui, avec le retour en force de la « violence révolutionnaire » et l'effondrement de la gauche démocratique, le propaléstinisme constitue l'ultime mythe mobilisateur de l'eschatologie messianique révolutionnaire dont l'islamo-gauchisme est la matrice.

A partir des années 2000, cet islamo-gauchisme va en effet commencer à s'affirmer à travers la chaîne d'équivalences (selon l'expression d'Ernesto Laclau) entre Palestiniens, Arabes, immigrés, migrants, musulmans, militants islamistes, ex-colonisés, néo-colonisés, nouveaux « damnés de la terre ». On a vu ainsi se mettre en mouvement une circulation du signifiant (selon l'expression de Jacques Lacan) « sujet révolutionnaire » réactivant le processus des religions séculières et entrant en congruence avec la dynamique politique de l'intégrisme musulman.

La rupture avec le sionisme de la SFIO

Tout au long de son histoire, le Parti Socialiste (PS) a été mis au défi par les « révolutionnaires » qui cherchaient à imposer une conception mystique autoritaire de la transformation sociale. Bien que minoritaire en interne lors du Congrès de Tours, la fraction qui avait résisté au bolchevisme a été choisie majoritairement par l'électorat de gauche lors des élections de 1936. C'est ainsi que Léon Blum a été en position de présider le gouvernement du Front populaire et d'y mettre en pratique sa théorie de

l'exercice du pouvoir contre l'option de la prise révolutionnaire du pouvoir.

C'est également dans une opposition frontale avec le Parti communiste et l'URSS de la guerre froide que Guy Mollet a conduit le gouvernement du Front républicain en 1956 et s'est inscrit dans une continuité affirmée avec les réformes sociales de 1936. Sous la présidence de ces deux leaders, le PS a également adopté une ligne de soutien que l'on peut qualifier de sioniste au mouvement juif mondial puis à l'État d'Israël. Léon Blum déclarait en 1925 « qu'un socialiste ne peut qu'espérer de beaux fruits de la renaissance d'une culture juive », puis à partir de 1946, passant d'un sionisme philanthropique à un sionisme politique (selon l'expression de Pierre Birnbaum¹), il défendra de toutes ses forces la création de l'État d'Israël et obtiendra de la France un vote favorable à l'ONU et une reconnaissance relativement précoce.

En 1956, Guy Mollet déclarait au moment de la crise de Suez dans laquelle il avait engagé courageusement la France : « Nous connaissons bien le peuple d'Israël. Nous savons son courage et sa résolution, le courage avec lequel, jour après jour, les Israéliens s'attachent à la mise en valeur d'un sol difficile, le courage avec lequel, environnés de populations hostiles, ils maintiennent l'intégrité de leur territoire. Nous savons leur attachement aux droits de l'homme et aux principes fondamentaux de la démocratie, principes dont, plus que personne peut-être, ils savent le prix réel. Nous savons, enfin, les provocations auxquelles Israël est soumis de la part de certains pays arabes. Nous savons que ces pays – je dis bien : certains d'entre eux – agissent de plus en plus à l'instigation de l'Égypte et qu'ils affichent ouvertement leur volonté de rayer un jour Israël de la carte² ».

L'incubateur des années 80-90

Face au soutien de l'État d'Israël par les socialistes, les communistes, alignés sur Moscou, soutenaient eux, les pays arabes. La guerre d'Algérie a même posé les fondements du premier islamo-gauchisme à travers le soutien au FLN. La SFIO s'est alors trouvée attaquée à la fois par le PC et par de nouvelles forces qui se développaient à gauche autour de l'UNEF et du PSU d'une

¹ Pierre Birnbaum, Léon Blum. Un portrait (p.233) Ed. du Seuil, Paris 2016
² https://www.cvce.eu/obj/declaration_de_guy_mollet_sur_la_crise_de_suez_30_octobre_1956-fr-83519932-30fa-4562-8b7d-6615c4c14257.html

part, mais aussi au sein de la nébuleuse trotskiste. Plus tard, l'entrée au PS mitterrandiste de nombreux représentants de ces trois mouvements (communiste, nouvelle gauche et trotskiste) a renforcé la pression en faveur du virage pro-palestinien du Parti.

À partir du milieu des années 70, une lente dérive propalestinienne s'amorce tant au PS français qu'au sein de l'Internationale socialiste³. Si bien que dans les années 1980, le soutien à Israël est devenu des plus ambigus. C'est en effet au cours de ces années 80-90, années du mitterrandisme, de *SOS racisme*, de l'engouement pour la révolution islamique d'Iran et de l'abandon du combat laïque, que la nouvelle orthodoxie a commencé de s'emparer de la gauche.

Le journal *Le Monde*, reflet de l'évolution propalestinienne à gauche

Le journal *Le Monde*, et la plupart des médias « de gauche », ont bien sûr accompagné ce mouvement. La détestation d'Israël se manifeste ainsi sous les quatre types principaux du discours devenu majoritaire à gauche :

1. Une partialité systématique au détriment d'Israël dans le compte-rendu des affrontements qui opposent les Israéliens aux Palestiniens. Ainsi, le 17 juin 2022, le corps de l'article énonce un fait objectif - « Depuis le mois de mars, dix-neuf personnes, en majorité des civils, ont été tuées lors d'attaques en Israël et en Cisjordanie, perpétrées par des Palestiniens et des Arabes israéliens depuis la fin de mars » - tandis que le titre et le sous-titre sont : « Trois Palestiniens tués en Cisjordanie dans une opération de l'armée israélienne » et « Multiplication des opérations israéliennes ».
2. Une délégitimation d'Israël par l'usage du terme apartheid. Ainsi, entre juin et août 2022, la thématique revient au moins trois fois : « Dès 2008-2009, au regard du droit international, nous avons conclu que la nature du régime qu'on nous imposait allait au-delà de la simple occupation : c'est un apartheid et un régime colonial » déclare le directeur d'une ONG palestinienne dans un long entretien complaisant. Un peu plus tard, les journalistes Benjamin Barthe et Abel Mestre se font un plaisir de placer « apartheid » dans un titre : « Régime d'apartheid » : l'accusation lancée contre Israël par des ONG des droits de l'homme rebondit sur les bancs de l'Assemblée nationale ». Quant à Louis Imbert, à propos des élections israéliennes, il affirme : « Lundi, M. Bennett a expliqué que sa coalition avait perdu les moyens de renouveler une série de lois qui entretiennent dans les territoires de Cisjordanie un régime d'apartheid, soumettant les Palestiniens à une occupation militaire... ».
3. Une analogie est systématiquement établie entre le sort fait aux Juifs sous le nazisme et celui des Palestiniens en Israël. Shoah, colonisation, esclavage sont mis en équivalence comme autant de « crimes contre l'humanité ». En mai 2022, Louis Imbert a estimé ain-

si qu'une décision de la Haute Cour de justice d'Israël avait légalisé des transferts de population qui seraient « définis comme un crime contre l'humanité par le Statut de Rome ».

4. Récemment, la guerre en Ukraine a fait émerger l'idée d'un « privilège juif », dérivé du « privilège blanc » utilisé par les indigénistes. De mars à mai 2022 par exemple, on dénombre au moins trois articles estimant que « Si le combat des Ukrainiens bénéficie d'un large soutien international, celui offert aux Palestiniens luttant contre l'occupation est bien chiche » (selon les mots de Rony Brauman). Par ailleurs, la correspondante du journal, Clothilde Mraffko, reprend semble-t-il à son compte les propos d'un Palestinien estimant que « Les Européens, en traitant Israël comme une exception, l'ont encouragé à continuer ses violations ».

Une spécificité française

La nouvelle radicalité de gauche qui s'exprime à travers un propalestinisme virulemment anti-Israël se retrouve dans tous les pays occidentaux des États-Unis à l'Europe, en passant par l'Amérique latine. La gauche intellectuelle israélienne n'est pas épargnée non plus. Au demeurant, la France est particulièrement touchée et cela pour au moins quatre raisons historico-culturelles qui lui sont spécifiques :

1. La question coloniale : difficulté à décoloniser et à garder de bonnes relations après la décolonisation. La guerre d'Algérie constituant l'abcès de fixation le plus grave et le plus emblématique
2. L'immigration massive en provenance des anciennes colonies, notamment du Maghreb et tout particulièrement de l'Algérie
3. La place singulière des intellectuels « engagés » et leur fâcheuse tendance à pratiquer l'intransigeance inquisitoriale
4. Enfin c'est en France que la ligne de fracture entre d'une part le socialisme démocratique, républicain, réformiste et traditionnellement sioniste et d'autre part le bolchevisme sous ses différents avatars communistes, trotskistes, maoïstes, sera la plus marquée et la plus durable.

Aujourd'hui, réduit à la portion congrue, le PS a lâché prise face à l'option révolutionnaire. Malgré quelques voix dissidentes inaudibles, le PS se laisse misérablement aller à des prises de positions de type « antisionistes » (avec toutes les ambiguïtés de cette notion) objectivement complices en tous les cas des propos antisémites de certains représentants de la LFI et de la complaisance de ce mouvement pour l'islamisme.

© Renée Fregosi, philosophe et politologue

3 Voir Renée Fregosi, *Revue Commentaire*, n° 176, hiver 2021-2022

CHAPITRE 02.

JOURNAL OU MILI- TANTISME : LE CAS DU *MONDE*

BENJAMIN GOLDNADEL

LE JOURNALISME : BENJAMIN BARTHE , UN HOMME DU MONDE AUX ÉTRANGES MANIÈRES



Benjamin Barthe et Muzna Shihabi



Le Monde
20 ans 7 mois

- **Rédacteur étranger adjoint**
sept. 2021 - Présent · 1 an 1 mois
Ville de Paris, Île-de-France, France
Rédaction de la rubrique internationale du Monde, supervisant la couverture du Moyen-Orient, et écrivant parfois sur cette région.
- **Correspondant Moyen-Orient à Beyrouth**
sept. 2014 - nov. 2021 · 7 ans 3 mois
Beyrouth
Couvrir l'actualité du Moyen-Orient, produire des reportages, notamment sur la Syrie, le Liban et le Golfe
- **Co-responsable du bureau Moyen-Orient**
avr 2011 - sept 2014 · 3 ans 6 mois
Paris
Rédaction de reportages sur le Moyen-Orient. Rédaction de rapports et d'analyses depuis Paris. Reportage du terrain. Production de reportages.

Le CV de Benjamin Barthe Benjamin Barthe, correspondant au Moyen-Orient et rédacteur en chef adjoint pour l'étranger au Monde est un militant de la cause palestinienne, et sa femme, une activiste palestinienne extrémiste, flirte avec l'antisémitisme et l'apologie du terrorisme palestinien.



Voyage au cœur des réseaux sociaux d'un couple au palestinisme radical dont les frontières avec l'antisémitisme sont parfois bien floues.

Que Barthe soit tranquille, nous n'allons pas nous engager sur une "piste glissante". Ce n'est pas d'une "ligne éditoriale" dont il est question ici. Nous ne dénonçons pas un subjectif manque d'objectivité. En revanche, nous affirmons qu'il est légitime d'espérer du rédacteur en chef adjoint pour l'étranger d'un journal comme *Le Monde* un minimum de professionnalisme et d'honnêteté. Même pour un journal aux couleurs politiques largement marquées et assumées, dans quelle mesure est-il acceptable qu'un tel poste soit occupé non pas par un journaliste en adéquation avec ces couleurs mais par un militant (de n'importe quelle cause politique) marié à une activiste extrémiste de cette même cause ? Qu'en est-il quand l'épouse de ce journaliste tient publiquement des propos si radicaux qu'ils flirtent avec le racisme anti-juif ?

Nous commencerons par parcourir le compte Twitter de Benjamin Barthe. Le Rédacteur en chef adjoint pour l'étranger du Monde y publie régulièrement, depuis des années, des publications liées au conflit israélo-arabe. Toutes, sans la moindre exception, font montre d'une vive hostilité à l'égard de l'Etat hébreu. Absolument aucune ne contient le commencement du début d'un esprit critique vis-à-vis des voisins de ce dernier. Certaines de ces publications ne sont pas uniquement des prises de positions ultra-orientées idéologiquement mais semblent même relever de l'affect. Nous verrons qu'il arrive à Barthe de perdre ses moyens et de donner libre cours à sa détestation absolue d'Israël. Une sorte de cri du cœur...

- benjamin barthe** @benjbarthe · 13 sept. ...
Elias Khoury : "Une fleur rouge palestinienne en souvenir du magnifique cinéaste Jean-Luc Godard". Un hommage à l'engagement de JLG au côté de la révolution palestinienne, en Jordanie, en 1970.
- benjamin barthe** @benjbarthe · 9 sept. ...
La liste des journalistes palestiniens tués ou tabassés par la police et l'armée israélienne n'en finit pas d'enfler.
- benjamin barthe** @benjbarthe · 31 mai ...
Rony Brauman : « Ce qui vaut, à juste titre, réprobation, disgrâce et contre-attaques multiples dans le cas de la Russie n'attire, au mieux, que molles protestations de forme dans le cas d'Israël »
- benjamin barthe** @benjbarthe · 31 mars 2021 ...
Israël. L'idée rance d'un homme fort pour la nation juive
- benjamin barthe** @benjbarthe · 13 mai ...
L'impunité israélienne, jusqu'à quand ? lorientlejour.com/article/1299304 via @LorientLeJour
- benjamin barthe** @benjbarthe · 25 mai ...
A Jérusalem-Est, la justice israélienne donne son feu vert au téléphérique des colons [lemonde.fr/international/...](http://lemonde.fr/international/) via @lemondefr
- benjamin barthe** @benjbarthe · 30 mai ...
Déferlement de haine anti-arabe dans les rues de Jérusalem [lemonde.fr/international/...](http://lemonde.fr/international/) via @lemondefr
- benjamin barthe** @benjbarthe ...
Quand l'Argentine annule la venue de son équipe de football à Jérusalem, la France accueille Netanyahu à Paris. Et Françoise Nyssen, qui fut l'éditrice de Mahmoud Darwich, lui serre la main. L'Histoire jugera.
[Translate Tweet](#)

benjamin barthe @benjbarthe ...
Israeli Occupation Authorities Renew Three Months Administrative Detention Order against French-Palestinian Lawyer and Human Rights Defender Salah Hammouri
[À l'origine en anglais et traduit par Google](#)
Les autorités d'occupation israéliennes renouvellent l'ordonnance de détention administrative de trois mois contre l'avocat franco-palestinien et défenseur des droits humains Salah Hammouri

addameer.org
Israeli Occupation Authorities Renew Three Months Administrative Detention Order against Palestin...

6:55 PM · 6 juin 2022 · Twitter Web App

Paul Jacquart @jacquart_paul · 15 juin ...
En réponse à @benjbarthe
Il a plaidé coupable pour tentative de meurtre contre un rabbin. Le journaliste militant que vous êtes est-il d'accord avec cela ?

Wasabi La Mouche @WasabiLaMouche ...
En réponse à @benjbarthe
Didn't he try to kill a rabbi ? Wasn't he fan of FPLP, organization responsible to have spread blood of civilians through terror attacks ?
Can such a good guy be called a « HR defender » ?
Sorry to disturb your story-telling, just wondering...
[À l'origine en anglais et traduit par Google](#)
N'a-t-il pas essayé de tuer un rabbin ? N'était-il pas fan du FPLP, organisation responsable d'avoir semé le sang des civils par des attentats terroristes ?
Un si bon gars peut-il être qualifié de « HR defender » ?
Désolé de déranger votre narration, je me demandais juste...

benjamin barthe Retweeted
Jean-Paul Roche @jpaulroche44 · Jun 2 ...
Le 6 juin, @salah_hamouri encourt le risque de voir sa détention prolongée ou d'être expulsé de Palestine. Mr. @EmmanuelMacron il y a urgence à défendre notre compatriote persécuté depuis 20 ans par Israël !
[#LiberezSalah #FreeSalahHamouri](#)

Comité de soutien à Salah Hamouri
Annuel France-palestine

Action urgente
La prochaine échéance est lundi 6 juin. Écrivez à Emmanuel Macron pour qu'il obtienne des autorités israéliennes :
- la libération Salah Hamouri
- l'annulation de la révocation de sa carte de résident à Jérusalem
- fin du harcèlement et le droit de vivre à Jérusalem avec femme et enfants
f alyses.fr @alyses

Comité de soutien à Salah Hamouri
Annuel France-palestine

Ma propre histoire éclaire sur le caractère irresponsable du régime israélien : il agit avec le cruauté calculée qui ne connaît aucune limite. Au lieu de la séparation physique de notre famille, car de graves violences des souffrances, à priver mes enfants de la mère et de la joie de grandir dans leur patrie, nous avons subi l'absence de notre famille élargie. Les interactions avec mes enfants se limitent à des moments vides et accablés, à des tentatives de créer et maintenir l'émotion à distance.
Certes, ce n'est pas ce que je souhaite pour mes enfants. Mais je préfère encore qu'ils sachent que leur père s'est battu pour la justice plutôt que d'accepter passivement le nettoyage ethnique, même encore sans tout ce qui est mon plus grand espoir : leur liberté et leur vie.
Je pense au combat car je veux que le peuple palestinien vienne à bout de l'occupation et du harcèlement, ayant conscience que si nous ne faisons pas sans lutte et sans sacrifice de la part de ceux qui sont prêts à prendre position.

LiberezSalah #FreeSalahHamouri
f @liberezsalah @liberezsalah @liberezsalah



Barthe retweete encore une certaine Ariel Gold, activiste américaine juive d'ultra-gauche relativement célèbre, anti-israélienne radicale, dorénavant interdite d'entrée en Israël et qui avait notamment défrayé la chronique en appelant au boycott de l'État juif depuis le Mur des Lamentations.



Benjamin Barthe retweete également régulièrement François Burgat. L'article de *Marianne*, "François Burgat, l'islamogau-chiste assumé", décrit ce dernier en ces termes: "Parfait arabophone et fin connaisseur du Proche-Orient, ce directeur de recherche émérite au CNRS assume ses liens avec le Qatar". Il en est convaincu : un rapprochement entre l'extrême gauche et les islamistes est le plus court chemin vers des jours meilleurs. Sur son blog, en mars 2021, il publiait une tribune intitulée "L'is-lamo-gauchisme ? Et s'il nous en fallait davantage ?" Ce n'était pas une provocation. Selon lui, les "rapprochements entre isla-mistes et forces de gauche" sont "les meilleurs remèdes à la spirale de la montée aux extrêmes". "L'exemple à suivre serait celui de la Ligue trotskiste et des liens d'amitié qu'elle a noués avec Ennahdha au Maghreb ou le Hamas palestinien", duquel on rappellera qu'il est sur la liste officielle des organisations ter-roristes de l'Union européenne.

François Burgat qui évoque "l'installation spectaculaire au Maroc de l'État hébreu" en n'hésitant pas à aller vers une dou-teuse allusion audit "complot israélien" (26/11/2021).

Et qui, toujours via Twitter, pose tranquillement la question dans sa biographie : "Faut-il bien connaître le Coran pour comprendre pourquoi le Hamas résiste ?"



Barthe s'est déjà fait épingler à plusieurs reprises pour des publications à l'anti-israélisme primaire. Le journaliste Clément Weill-Raynal rapportait par exemple les faits suivants : Voilà Barthe applaudissant au message de haine du chercheur Emilio Dabed en ces termes : "Ils haïssent, ils tuent, ils rejettent. C'est ce qu'ils font depuis plus de 74 ans. Un pays construit sur une éthique négative : négation de l'autre, négation de sa présence, négation de son histoire, négation de son humanité. Mais ils nient également ce qu'ils sont eux-mêmes devenus : une force négative produisant l'oppression, le mensonge et la mort. Cela ne peut pas durer éternellement, Shireen. Cela ne le pourra pas".



En revanche BARTHE, non seulement retweete mais également approuve un article de *Médiapart* qui considère comme "raciste et ethnocentré" le boycott du Qatar. Cette posture est d'autant plus problématique qu'il s'occupe notamment au *Monde*... du Qatar. Porte grande ouverte à toutes les suspensions...

Muzna Shihabi, l'épouse de Benjamin Barthe

En 2008, Benjamin Barthe épouse Muzna Shihabi. Palestinienne vivant à Paris, la jeune femme est également une activiste radicale du nationalisme palestinien le plus extrême. Proche du Fatah de Yasser Arafat, clame publiquement son refus de voir la moindre légitimité dans le droit à l'existence d'Israël (voir notamment l'hashtag #ZionismIsRacism dans sa bio Tweeter). Il lui arrive d'aller plus loin encore.

Hyper présente sur les réseaux sociaux, 99,9% de son Twitter sont dédiés à la lutte contre Israël.



Un outil en ligne détecteur de robot estime que son activité sur Twitter est suspecte tant elle utilise frénétiquement Tweeter, 24h/24, ("Not rest during the day"), et tant l'intégralité des hashtags employés sont dédiés à des causes palestiniennes et à la lutte contre Israël.

Hashtags

Most used hashtags in @Westernalist last 2190 posts

- #ShireenAbuAkleh x 164
- #JusticeForShireen x 90
- #FreePalestine x 66
- #شِيرِين_أَبُو_عَاقِلَة x 62
- #Apartheid x 55
- #Palestine x 45
- #ApartheidIsrael x 35
- #IsraeliCrimes x 24
- #Gaza x 23
- #Israel x 19

muzna @Westernalist

Cessons de considérer Israël comme si c'était un état normal. Il n'y a pas de droite, extrême droite ou gauche. C'est un système colonial dont les élections servent à faire la compétition entre ceux qui veulent tuer le plus de Palestiniens et les expulser de chez eux. Point barre

10:03 PM · 1 nov. 2022 · Twitter for iPhone

Muzna @Westernalist

Replying to @GWGoldnadel and @benjbarthe

Quelle fierté de m'appeler activiste. #FreePalestine #EndIsraeliApartheid #LiberezSalah

Translate Tweet

1:51 PM · Sep 10, 2022 · Twitter for iPhone

Muzna @Westernalist · 9h

En Palestine, il y a des enfants qui meurent de peur, des jeunes des assassinats, d'oppressions raciales, de colonialisme, de tortures, et d'autres de colère. Nos martyrs aujourd'hui de Ramallah

Muzna @Westernalist · Sep 23

Combien de preuves faudrait-il encore pour que les dirigeants de l'Apartheid soient au tribunal? #ICC4Israel

Muzna @Westernalist · 29 sept.

Rejoignez-nous maintenant pour parler Palestine et les événements en territoire occupé

BDS France Hôte

#SpaceBDS Discussion sur l'actualité de la Palestine

305 ont écouté · 29 sept. · 2:46:45

Lire l'enregistrement

2

Muzna @Westernalist

En réponse à @MarxFanAccount

Voilà pourquoi le partage de 47 et la création d'Israël est une violation du droit international. Ça s'est fait sans la volonté du peuple. Merci l'Occident.

9:12 AM · 1 oct. 2022 · Twitter for iPhone

1 Retweet 5 J'aime

France Diplomatie @francediplo · 30 sept.

Organisation du gouvernement - France

La France exprime sa vive préoccupation après les affrontements survenus le 28 septembre au cours d'une intervention de l'armée israélienne à Jénine, qui ont fait quatre morts et de nombreux blessés.

Déclaration fdip.fr/5ie3u4lc

Déclaration

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

58 46 53

Muzna @Westernalist · 1 oct.

En réponse à @francediplo

Ça veut dire quoi "vive préoccupation"? Votre organisme se modifie en regardant les massacres de civils palestiniens? Ou le rythme cardiaque s'accélère? Les comprimés du Crif devraient vous calmer. Le fascisme calme.

1 3

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · 30 sept.

Officiel du gouvernement - France

Je condamne fermement l'annexion illégale par la Russie des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Il s'agit là d'une grave violation du droit international comme de la souveraineté ukrainienne.

10 k 6 865 37,8 k

Muzna @Westernalist · 30 sept.

En réponse à @EmmanuelMacron

Je serais vous (God forbid) je me la fermerai fermement

1

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · 30 sept.

Officiel du gouvernement - France

I strongly condemn Russia's illegal annexation of the Ukrainian regions of Donetsk, Luhansk, Zaporizhzhia and Kherson. It is a serious violation of both international law and Ukraine's sovereignty.

4 524 5 598 40,4 k

Muzna @Westernalist · 30 sept.

En réponse à @EmmanuelMacron

Are you also posting it in Hebrew soon?

7

Plus inquiétant encore, au-delà d'un antisionisme radical et obsessionnel, il arrive que l'épouse de Benjamin Barthe se laisse aller à des propos flirtant avec l'antisémitisme. A propos d'une vidéo montrant des policiers israéliens procéder à une arrestation (assez brutale), elle écrit: "Tant que c'est le peuple élu de Dieu qui fait ça, ça va. Shireen peut être tuée. Ça se passe tous les jours sous l'apartheid". Propos suivis de son habituel agenda politique. Autrement dit, "les Juifs sont intouchables".

Muzna مزنة @Westernalist

As long as it's the elected people of God doing it it's fine. Sarah can be savagely attacked and Shireen can be killed. Happening every day in Palestine under Apartheid.

[À l'origine en anglais et traduit par Google](#)

Tant que c'est le peuple élu de Dieu qui le fait, ça va. Sarah peut être sauvagement attaquée et Shireen peut être tuée. Cela se passe tous les jours en Palestine sous l'apartheid.

Abdalahim Alfarra (aka Abood) @AboodMalfarra · 25 sept.
Video shows 8 Israeli thugs attacking a Palestinian girl.



1 120 vues 0:21 / 0:44

7:00 AM · 26 sept. 2022 · Twitter for iPhone

Autre exemple, dans un tweet depuis supprimé, rendant hommage à un terroriste palestinien qui avait tiré sur des Israéliens, elle se livrait tranquillement à une apologie du terrorisme.

Muzna Shihabi @Westernalist

قاوم لآخر نفس #عدي_التميمي

[À l'origine en arabe et traduit par Google](#)

#عدي_التميمي dernier souffle



4:45 · 22 oct. 22 · Twitter for iPhone

La vérité nous oblige à reconnaître que, exceptionnellement et sans doute à cause d'un moment de faiblesse ou d'une actualité proche-orientale trop calme, il lui arrive à de publier des tweets ne portant pas directement sur la lutte pour la "libération" intégrale de la Palestine. A titre d'exemple, "après s'être renseignée", elle s'opposait à l'expulsion de l'Imam Iquioussen : "Si on doit expulser des gens dont les propos sont antisémites et/ou contre la femme, la France sera vidée très vite".

Muzna @Westernalist · Aug 30
Il avait dit quoi au juste le imam #HassanIquioussen (il y a 10-20 ans)?

Muzna @Westernalist

Si on doit expulser les gens dont les propos sont antisémites et/ou contre la femme, la France sera vidée très vite. PS: nous sommes tous sémites en Palestine #iquioussen

[Translate Tweet](#)

12:32 AM · Aug 31, 2022 · Twitter for iPhone

Pour info : Il arrive souvent que Benjamin Barthe like, voire retweete, des publications de son épouse.

Muzna مزنة 🇪🇬🇸🇦 @Westernalist

As long as it's the elected people of God doing it it's fine. Sarah can be savagely attacked and Shireen can be killed. Happening every day in Palestine under Apartheid.

[A l'origine en anglais et traduit par Google](#)

Tant que c'est le peuple élu de Dieu qui le fait, ça va. Sarah peut être sauvagement attaquée et Shireen peut être tuée. Cela se passe tous les jours en Palestine sous l'apartheid.

Abdalahim Alfara (aka Abood) @AboodMalfarra · 25 sept.
Video shows 8 Israeli thugs attacking a Palestinian girl.



1 120 vues 0:21 / 0:44

7:00 AM · 26 sept. 2022 · Twitter for iPhone

benjamin barthe 988 Likes **Follow**

Muzna 🇪🇬🇸🇦 @Westernalist · Sep 26

2ème jour de grève de la faim de 30 prisonniers palestiniens dans les geôles de l'Apartheid. Parmi eux [#SalahHammouri](#) [#LiberezSalah](#) une pensée pour [@ElsaLefort](#) et les enfants



2 31 82

Pour conclure, qui mieux que Barthe lui-même pour nous expliquer à quel point confier la rédaction d'articles à un journaliste trop impliqué "n'est pas exactement la marque d'une revue de référence"?

Le chameau -du "Monde"- ne regarde jamais sa bosse.

benjamin barthe @benjbarthe · 4 déc. 2021

En réponse à [@MrjDuclos](#) et [@RevCommentaire](#)

Confier un article sur la supposée « dérive pro-palestinienne du PS » à une spécialiste de Jankélévitch et de l'Amérique latine connue pour répéter les éléments de langage du gouvernement israélien ne me semble pas être exactement la marque d'une revue de référence...

1

© Benjamin Goldnadel, Auteur

argumentation rigoureuse et rationnelle.

Le deuxième sous-tend le premier : le discours manipulateur se présente comme « objectif et neutre » moyennant des procédés discursifs divers dont certains seront analysés ici en détail.

Les techniques essentielles sont l'occultation des faits, la manipulation des faits et du langage.

Les textes de Mme Mraffko suivent en général, sans variation, ce schéma argumentatif. Son dernier article² peut s'enseigner comme un cas d'école de la rhétorique de la manipulation. Lisons plutôt :

« Dans les territoires palestiniens occupés, l'Europe paye, Israël détruit », titre Mme Mraffko, dont la réputation de militante n'est plus à discuter³.

« 21 septembre, l'armée israélienne a envahi le hameau bédouin d'Ein Samiya, dans les collines rocailleuses près de Ramallah, en Cisjordanie occupée, pour y démolir deux maisons. L'école, construite avec des aides européennes et inaugurée en janvier, est, elle aussi, menacée: le 10 août, un tribunal israélien a ordonné sa destruction, arguant qu'elle a été construite sans permis – Israël n'en délivre quasiment jamais pour les Palestiniens en zone C, les 60 % de la Cisjordanie qu'il contrôle totalement.»

Mensonge et occultation

Mme Mraffko n'est pas à son premier coup d'essai. Les secrétaires de rédaction et chefs de service du *Monde*, censés vérifier la production de leurs employés, sont forcément dans la même configuration propagandiste; ou bien dans l'ignorance.

La zone C, qui couvre une large partie de Judée-Samarie, se trouve sous le contrôle administratif d'Israël. Citons Wikipédia, cette source qui - jusqu'à preuve du contraire - ne se trouve pas sous le contrôle du gouvernement israélien.

« L'Autorité palestinienne est responsable des services médicaux et éducatifs des Palestiniens de la zone C, tandis que la construction des infrastructures est faite par Israël ».

L'école est considérée comme une infrastructure et le permis de construire, **selon la loi**, ne peut être délivré que par l'administration officielle. Lorsque la construction est illégale, elle tombe sous le coup de la **loi israélienne**, votée en 2017 par les députés du Parlement israélien, démocratiquement élu : « La loi prévoit une peine pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement, augmente les amendes et réduit le pouvoir des tribunaux de reporter la date des ordres de démolition ».

Par conséquent, tout ce qui est écrit dans le texte de Mraffko relève de l'occultation de la vérité, du mensonge et de l'induction en erreur des lecteurs.

Ce qui est donc illégal dans cette affaire, c'est

La construction des maisons et des écoles sans permis délivré par l'administration israélienne.

La zone C, répétons-le *pour la nième fois*, **se trouve sous la juridiction administrative israélienne depuis la signature** des accords d'Oslo. Pour les lecteurs sérieux, qui ne se fient pas aux sources citées par Wikipédia, citons ici les références françaises :

« Enfin **la zone C** représente 73 % de la superficie de la Cisjordanie et couvre les zones non peuplées, les zones dites stratégiques et les colonies. Cet ensemble reste placé sous **le contrôle exclusif d'Israël** - à l'instar de la partie de la bande de Gaza encore non évacuée (soit 30 à 40 % de ce territoire) » (<https://www.senat.fr/rap/r96-159/r96-1591.html>), consulté le 2 novembre 2022.

Comme il nous est difficile d'imaginer que *Le Monde* engage des journalistes incompetents, nous avançons l'hypothèse d'un engagement anti-israélien utilisant des procédés manipulateurs cautionnés par la rédaction.-

Pour étayer ses mensonges, Mme Mraffko recourt à l'argument d'autorité, en citant un diplomate européen. Mais celui-ci commet une double erreur : il parle de la zone C comme d'un « territoire occupé », et il évoque « le droit international » sans jamais citer un seul article dudit droit, pour la bonne raison que ce droit, tel qu'il est invoqué, n'existe pas.

« La pratique continue des démolitions et évictions en zone C et à Jérusalem-Est occupée est en violation du droit international humanitaire et doit cesser », a déclaré le représentant de l'Union européenne (UE), Sven Kuhn von Burgsdorff, dans un communiqué accompagné d'une belle photo de groupe des représentants, en rang sous un soleil de plomb ».

Ce que Mme Mraffko présente comme le cri d'indignation d'un diplomate européen, accablé, qui plus est, par le soleil dont il ne peut se cacher dans des constructions démolies, est en fait l'occultation du fait que ledit diplomate est dans **l'illégalité**, qu'il essaie de masquer.

Le 22 août 2022, David Isaac, (le cousin éloigné de Jules Isaac⁴, dont il a hérité le goût de la vérité) signe un article d'une grande importance dans JNS (*Jewish News Syndicate*), « La tentative furtive de l'Autorité palestinienne de s'emparer de la Judée et de la Samarie »⁵. Le journaliste d'investigation explique que l'Autorité Palestinienne poursuit un plan de constructions illégales. Isaac écrit :

Semblables à des villages Potemkine, de nombreuses structures sont vides, creuses, sans fenêtre, seules ou regroupées.

² https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/02/dans-les-territoires-palestiniens-occupes-l-europe-paie-israel-detruit_6144075_3210.html

³ <https://infoequitable.org/une-militante-anti-israelienne-acharnee-correspondante-du-monde-a-jerusalem/>

⁴ Jules Isaac est un historien français, spécialiste de l'antisémitisme chrétien, auteur d'un ouvrage important *L'enseignement du mépris*. David Isaac est un journaliste américain, auteurs de nombreux articles d'investigation dans JNS (*Jewish National Syndicate*).

⁵ Ma traduction, <https://www.jns.org/palestinian-authority-stealth-attempt-to-take-over-judea-and-samaria/>

L'accaparement des terres a connu un énorme succès parce que les contre-mesures israéliennes ont été si faibles...

Les constructions illégales sont subventionnées par les ONG européennes et par certains gouvernements européens. Le contribuable français, éduqué dans le respect de la loi, n'aurait-il pas le droit d'en être informé ?

Manipulation

Mme Mraffko continue :

« Israël détruit régulièrement des structures financées par l'argent du contribuable européen, sans être sanctionné. Entre novembre 2020 et juillet 2021, *Khirbet Humsa*, un hameau bédouin dans le nord de la vallée du Jourdain, a ainsi été partiellement ou entièrement démoli sept fois par l'armée israélienne ».

La métonymie « le contribuable européen » mérite qu'on s'y arrête. L'article défini désigne une généralité et implique donc tous ceux qui paient les impôts pour financer l'Union Européenne. Ce pauvre contribuable sait-il que son argent est utilisé à des fins sans noblesse pour nourrir une campagne anti-israélienne ?

Voyons également la création de la doxa entourant la destruction du hameau bédouin. Les Bédouins ont installé leur campement dans cette zone de tir, en 2010, sans demander l'autorisation de l'administration. Pour empêcher leur retrait du site, les Bédouins ont fait appel à trois reprises (en avril et juillet 2011, et en novembre 2014) devant la Cour Suprême. À chaque fois, les appelants ont invoqué une nouvelle excuse - le ramadan, la météo, - pour justifier leur accaparement du terrain. Les appels ont tous été **rejetés**, et l'avant-poste **illégal** a été démantelé, mais reconstruit à plusieurs reprises depuis les arrêts de la **Cour Suprême**. En fait, il s'agit d'un jeu. L'armée enlève les structures illégales, les militants des «droits de l'homme» de gauche viennent avec leurs caméras, puis les responsables de l'Autorité Palestinienne entreprennent de reconstruire les «structures». Pendant ce temps, la population vulnérable qui vit là est exploitée par l'Autorité Palestinienne, et sert bien malgré elle les intérêts des manipulateurs tels Mme Mraffko et *alii* qui fabriquent leurs textes pour le gentil lecteur du *Monde*, lequel ignore tout de la loi internationale, de la loi israélienne, de la manipulation permanente de l'opinion publique.

Les Bédouins sont envoyés par l'Autorité Palestinienne pour s'emparer d'emplacements stratégiques en Judée et en Samarie, attirés par divers avantages, souvent financiers. C'est une situation gagnant-gagnant pour l'Autorité Palestinienne et son organe de presse français, *Le Monde*. Si les Bédouins parviennent à consolider leur implantation contrairement à la loi, c'est **une prise de terres illégale** réussie ! Et s'ils sont chassés par Israël, des mensonges sont colportés par les médias internationaux, et Israël peut être dépeint comme une entité cruelle et oppressive.

Fonctionnant comme des formules incantatoires ces procédés propagandistes ne sont pas sans rappeler ce que dit V. Klem-

perer de la *Lingua Tertii Imperii* qui analysa comment se déploie la propagande d'un groupe qui a pris le pouvoir :

«... les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir. [...] la langue nazie imprègne les mots et les formes syntaxiques de son poison, elle assujettit la langue à son terrible système, elle gagne avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret. »

C'est ainsi que des journalistes comme Mraffko, ou plutôt des militants qui font œuvre de journalisme, distillent régulièrement un poison qui nourrit la logique antisémite.

© Yana Grinshpun

Linguiste, analyste du discours, particulièrement intéressée par le fonctionnement des discours médiatiques et par la propagande dans tous ses états.

DANIELLE KHAYAT

APPROXIMATIONS IDÉOLOGIQUES ET PRÉCISION JURIDIQUE : LE « CRIME D'APARTHEID » IMPUTÉ À ISRAËL

« *Tout ce qui est excessif est insignifiant* » : ces mots célèbres du Prince de Talleyrand-Périgord, le plus célèbre des diplomates français, viennent immédiatement à l'esprit à la lecture d'une tribune publiée par le quotidien *Le Monde* le 27 octobre 2022, dont les auteurs sont 5 anciens ministres européens des Affaires Étrangères – qui espèrent sans doute que, par cette tonitruance, leur notoriété franchira enfin les frontières de leurs pays respectifs.

On demeure perplexe : quel insecte a bien pu piquer de respectables diplomates, c'est-à-dire des personnes maniant la litote voire la « langue de bois », pour qu'ils se vautrent ainsi dans la fange de la calomnie la plus crasseuse, du déni du réel le plus hallucinant ?

Les actes terroristes qui ensanglantent Israël et meurtrissent sa population ? Les milliers de roquettes envoyées deux mois plus tôt par le Jihad Islamique Palestinien ? La rétention de cadavres de soldats israéliens par le Hamas ? L'absence de toute information relative au sort d'Israéliens détenus par le même groupe terroriste ? Le financement par l'Autorité Palestinienne des terroristes emprisonnés et des familles de ceux qui ont été éliminés et sont considérés comme des « martyrs » ?

Circulez ! Aucun intérêt pour ces dignes personnages drapés dans leur prestige antérieur, mais taiseux sur tout ce qui les gêne.

Seraient-ils atteints d'amnésie ?

« *Il faut reconnaître que les politiques et pratiques d'Israël à l'encontre des Palestiniens équivalent au crime d'apartheid* », écrivent-ils sans vergogne.

Après Amnesty International et des députés français de la NUPES auteurs et signataires d'un projet de résolution devant

l'Assemblée nationale, ils lancent à leur tour, avec toute la gravité inhérente à leurs anciennes fonctions, l'accusation d'apartheid à l'encontre d'Israël.

Et ils le font d'une manière qui laisse pantois tout juriste familier du droit pénal – qu'il soit interne ou international. Car le droit pénal, fondé – entre autres – sur le principe fondamental de l'interprétation restrictive de la loi pénale (« *nullum crimen, nulla poena sine lege* »), ignore la notion d'« *équivalence* » : un acte est incriminé ou il ne l'est pas, tel est le principe fondamental du droit criminel depuis les travaux de Cesare Beccaria en réaction à l'arbitraire qui présidait jusqu'en 1789 en France – laquelle exportera ensuite ce principe dans la plus grande partie de l'Europe.

Il faut revenir aux textes juridiques pour comprendre la contorsion dont on est ainsi témoin, destinée à faire avaler la couleur du « *crime* » que l'on voudrait tant imputer à Israël.

Le « Statut de Rome de la Cour pénale internationale » du 17 juillet 1998 (<https://www.icc-cpi.int>) vise, au titre des « *Crimes contre l'humanité* » le « *crime d'apartheid* » (article7 -1 - j) qu'il définit

ainsi : « *Par « crime d'apartheid», on entend des actes inhumains analogues à ceux que vise le paragraphe 1, commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime.*».

L'utilisation par le texte d'incrimination des mots « *groupe racial* » pouvant se révéler problématique lorsqu'il s'agit d'accuser Israël du crime d'apartheid, Amnesty International a cru trouver une parade. Sur son site internet, on lit, en effet : « *Lorsque l'on utilise le mot « race » ou « racial», cela inclut,*

en droit international, «la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique» (article 1 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale)».

Sauf que cette assertion est complètement anéantie tant par le principe – déjà rappelé - d'interprétation restrictive de la loi pénale que par le Statut de Rome. En effet, outre qu'il ne vise pas la Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de décembre 1965, ce texte prend soin, en son article 6 définissant le « *crime de génocide* », de parler de la destruction d'un « *groupe national, ethnique, racial ou religieux* ».

Et il ne reprend absolument pas cette énumération dans son article suivant traitant des « *crimes contre l'humanité* », se limitant explicitement, lorsqu'il évoque celui d'apartheid, à viser « *un groupe racial* ».

Malgré qu'en ait Amnesty International, mais comme ont dû le flairer les 5 diplomates auteurs de la tribune parue dans *Le Monde* – lesquels, pour éviter cet écueil, n'en sont pas moins tombés dans un autre tout aussi redoutable – le crime d'apartheid implique, au titre de ses éléments constitutifs, qu'un « *groupe racial* » soit l'auteur des actes qui sont énumérés par le Statut de Rome.

Prétendre imputer à Israël le « crime d'apartheid » implique donc de faire des Juifs un groupe racial.

A quelle théorie revient-on ainsi, si ce n'est au nazisme ?

Leur volonté de faire d'Israël un État d'apartheid révèle, chez les activistes qui s'en réclament - leurs relais médiatiques complaisants comme *Le Monde*, *Libe*, *L'Obs* (liste non exhaustive) en sont-ils conscients ? - une filiation idéologique qui était déjà celle d'Amine El-Husseini, le grand muphti de Jérusalem allié de Hitler. Elle atteste d'autre part de la totale pertinence tant de la définition de l'antisémitisme mise au point par l'I.H.R.A. – adoptée par de nombreux pays au grand dam des tenants du «pro-palestinisme» béat – que des propos de Vladimir Jankélévitch et du Pasteur Martin Luther King : l'antisionisme n'est que le masque moderne de l'antisémitisme.

© Danielle Khayat, Magistrat à la retraite

COMMENT LE MONDE NOUS FAIT PRENDRE DES KOUACHI PALESTINIENS POUR DES CHE GUEVARA

Les journalistes du Monde « spécialistes » du Moyen Orient n'ont pas pour but de décrire la réalité, mais de conforter une vision du monde qui fait du djihad une valeur de gauche et d'Israël une réincarnation du nazisme.

L'article titré : « *Ibrahim Al-Nabulsi, itinéraire d'un « martyr » palestinien* », signé par Louis Imbert et publié dans *Le Monde* du 29 septembre 2022 est une caricature. Une caricature du travestissement de l'information que les journaux de la gauche progressiste opèrent chaque fois qu'il est question du Moyen-Orient.

À travers l'itinéraire d'un jeune homme de 18 ans, Ibrahim Al-Nabulsi, tué par des soldats israéliens au cours d'un échange de feu, Louis Imbert, journaliste au *Monde*, entreprend de broser le portrait d'une génération. Après tout, pourquoi pas ? Le problème est que la description opère à partir d'informations travesties. Ce travestissement procède de deux inversions. La première consiste à victimiser les terroristes pendant que la deuxième entreprend de criminaliser les victimes de ce terrorisme.

Cela fait cinquante ans que les médias nous présentent des voyous islamistes palestiniens comme des Rimbaud privés d'avenir. « *Le jeune homme, tué à 18 ans par l'armée israélienne au mois d'août, est devenue l'incarnation d'une jeunesse sans perspectives, qui renoue avec la lutte armée* » écrit Louis Imbert. Ces jeunes Palestiniens qui disposent de tous les moyens de s'instruire, d'acquérir un métier, de se marier, de voyager (depuis plus de cinquante ans, le contribuable européen finance par centaines de millions d'euros les études et l'entretien des réfugiés et descendants de réfugiés) sont systématiquement présentés par les médias comme des chérubins qui choisissent le terrorisme faute de « perspective ».

Louis Imbert nous apprend qu'Ibrahim Al-Nabulsi « avait tiré sur un officier et sur des colons israéliens », mais il ne précise pas comment ce « garçon pâle au long visage, élancé et pieux comme sa mère » s'est procuré un fusil d'assaut M16. Les bébés palestiniens sortiraient-ils du ventre de leur mère avec un kalachnikov entre les mains ?

Le jeune homme n'était pas un militant, mais un universaliste. Il « *ne se réclamait d'aucun parti, mais de toutes les brigades* ». Al Qaeda, l'Etat Islamique, le Djihad islamique, Daesh, le Hamas ? Louis Imbert ne précise pas quelle « brigade » avait sa préférence.

Ibrahim al Nabulsi a utilisé un fusil d'assaut mais « *sans tuer* ». Louis Imbert nous l'affirme, le garçon est « innocent ». Et c'est à ce stade que commence la deuxième phase de l'opération journalistique : la criminalisation des victimes. Ibrahim n'était pas un délinquant, ni un terroriste. C'est un enfant. « *Il y avait quelque chose dans son visage, un enfant à l'intérieur* », se souvient un ami proche. Les Israéliens qui ont abattu Ibrahim n'ont pas abattu un voyou assassin, mais un enfant. L'affaire al Durah demeure à jamais le prototype de ces manipulations.

La criminalisation des victimes se poursuit ensuite avec l'interview du père d'Ibrahim Al-Nabulsi. Louis Imbert cite le père qui affirme que la mort de son fils est imputable à « *cette paix qu'Israël n'a jamais voulu nous donner. La génération de mon fils est en colère contre nous et sa résistance est légitime.* »

Et hop ! Le Rimbaud palestinien serait mort du manque de générosité d'Israël. Louis Imbert du *Monde* fait sien le narratif politique du père : ce sont les Juifs qui ont saboté la paix. La réalité est bien sûr différente : ce sont les Arabes, puis les Palestiniens qui, en 1946, en 1967, en 2000, en 2005, en 2008 et en

2020 ont tourné le dos à toutes les propositions de paix, à tous les arrangements territoriaux que les Israéliens et les Américains leur ont proposés. Les propositions faites ultérieurement par Obama-Kerry, puis par Donald Trump ont été rejetées aussi avec colère. Mais quand on a pris le parti de criminaliser les victimes, la réalité historique n'a aucune importance.

Ibrahim, c'était les frères Kouachi

Ce que Louis Imbert du *Monde* nous décrit comme le désarroi de la jeunesse palestinienne ressemble en réalité à l'itinéraire des frères Kouachi, ces voyous islamisés, assassins de *Charlie Hebdo*. Ibrahim semble avoir été une racaille semblable à celle qui peuple nos banlieues. Au collège, il commence par « caillasser des soldats » comme d'autres en France caillaient des voitures de flics. Il « stocke des explosifs » et « tire sur des policiers palestiniens ». Il est ainsi arrêté par les miliciens de l'Autorité Palestinienne « pour une histoire de voiture volée ». Avant de tirer sur des soldats juifs, Ibrahim s'est fait la main en tirant sur des religieux juifs désarmés. « Ensemble, ils poursuivent les juifs ultraorthodoxes de la secte de Bratslav, qui se fauillent clandestinement dans les faubourgs de Naplouse ».

On remarquera que Louis Imbert ne s'étonne pas de cette intolérance islamique qui oblige des Juifs religieux à se cacher pour aller prier (« une secte », « ils se fauillent clandestinement », écrit-il). Tirer sur des pèlerins juifs semble avoir été une spécialité d'Ibrahim al Nabulsi. « Avec un groupe de militants, il tire sur des colons israéliens, escortés par l'armée sur la tombe de Joseph ». Tout à coup, ces Juifs « sectaires » qui sont décrits comme des rats qui se « fauillent » pour aller prier deviennent des « colons ». Ce terme « colons » a une fonction : il permet à Louis Imbert de transformer des délinquants arabes antisémites en militants anticolonialistes. Et le tour de passe-passe est achevé : les victimes juives de la violence des bandes arabes de Naplouse sont criminalisées et la violence que ces victimes subissent est justifiée.

Louis Imbert ne veut pas voir la décomposition sociale du mouvement palestinien. Cette jeunesse délinquante qui vole des voitures et tire indifféremment sur des Juifs religieux désarmés et des policiers palestiniens est romantisée. Ibrahim al Nabulsi, racaille de Naplouse, devient une icône type Che Guevara dont toutes les minettes de Naplouse sont amoureuses.

Cette vision romantique qui structure l'imaginaire de tous les journalistes qui traitent du Moyen-Orient repose en réalité sur une histoire falsifiée. Matthias Küntzel, historien (non-juif) spécialiste de l'islam, explique que les antisionistes reprennent le mantra de l'OLP selon lequel « le sionisme est... organiquement lié à l'impérialisme mondial et s'oppose à tous les mouvements de libération ou de progrès dans le monde ». « C'est une falsification de l'histoire », explique Mathias Küntzel. « En fait, c'est l'inverse qui est vrai, (...) avant 1948 le sionisme n'était pas

promu, mais combattu "par l'impérialisme mondial" – si l'on entend par là le gouvernement britannique et le Pentagone et le département d'État aux États-Unis – parce qu'au début de la guerre froide le sionisme était considéré comme un outil de Moscou ». La gauche progressiste occidentale d'aujourd'hui oublie aussi que la gauche progressiste occidentale de 1948 a soutenu l'État d'Israël contre l'impérialisme arabe qui cherchait à anéantir l'État d'Israël à peine créé.

Matthias Küntzel affirme que la tâche numéro un des historiens aujourd'hui est de briser « le monopole historiographique » de l'OLP qui s'est imposé progressivement à la gauche depuis 1967. Un travail de titan quand on voit qu'en 2022, des journaux comme *Le Monde* font l'apologie du djihad et que des ONG comme Amnesty comparent Israël à l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

© Yves Mamou

5 octobre 2022.

Yves Mamou, journaliste et essayiste, a travaillé pendant 23 ans au journal « Le Monde ». Il est l'auteur de « Dix petits mensonges et leurs grandes conséquences » (2021). « Le Grand abandon ». (2018)

COMMENT LE MONDE ATTAQUE LA LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Israël se trouve en permanence sous les feux des projecteurs. Rares sont en effet les pays de 9 millions d'habitants qui abritent autant de correspondants et de journalistes étrangers. Le creuset de trois grandes religions revêt une portée symbolique et suscite un intérêt surdimensionné au regard de la population directement impliquée.

Si ce dossier voit aujourd'hui le jour dans *Tribune juive*, c'est parce qu'un ressenti d'injustice s'est répandu parmi la communauté juive et ses amis. Ils sont nombreux à percevoir un biais fréquent contre Israël dans cette couverture approfondie que fait la presse de l'actualité de ce pays.

Or ce biais n'est pas cantonné aux éditoriaux, qui éclairent l'actualité en émettant des opinions. Il se lit dans des articles d'information qui vont bien au-delà d'une position d'observation et de journalisme descriptif.

Depuis six ans, *InfoEquitable* observe justement la couverture médiatique d'Israël dans la presse francophone. Le site est ainsi devenu une véritable base de données qui recense des dizaines de critiques d'articles et de reportages.

Certains observateurs ont remarqué que la perception de déséquilibre s'appliquait tout particulièrement à la lecture des colonnes du *Monde*. Les exemples suivants, issus d'observations faites par *InfoEquitable* sur le grand quotidien, apportent des éléments concrets à l'appui de cette perception.

La légitimité d'Israël remise en cause

L'année dernière, en 2021, ont eu lieu des émeutes dans des villes abritant des minorités arabes dont certains membres se sont mis à violenter leurs voisins juifs au point que le président israélien a parlé de « pogroms ».

Est alors apparue, dans le journal du soir, la mention des « villes palestiniennes d'Israël » :

¹ <https://infoequitable.org/arabes-israeliens-ou-palestiniens-disrael-un-choix-ideologique-lourd-de-consequences/>

The screenshot shows the top of a Le Monde article. The header includes the Le Monde logo, a 'Se connecter' button, and a 'S'a' button. The article title is 'La colère embrase les villes palestiniennes d'Israël'. Below the title is a sub-headline: 'Le premier ministre Benjamin Nétanyahou a décrété l'état d'urgence et déployé l'armée dans la ville mixte de Lod après des émeutes.' The author is 'Par Louis Imbert (Jérusalem, correspondant)'. At the bottom of the article preview, it says 'Publié le 12 mai 2021 à 12h10 - Mis à jour le 12 mai 2021 à 15h34 - Lecture 3 min.'

Lod ou Ramla sont situées à l'intérieur de la « ligne verte », l'armistice de 1949 que la communauté internationale – dont la France – reconnaît comme frontières incontestées d'Israël. Elles n'ont même pas de majorité arabe (30 % d'Arabes et 70 % de Juifs à Lod?).

La presse française a pris l'habitude de parler de *Palestiniens* et de *colons israéliens* en *Cisjordanie occupée*. Ces choix sémantiques partisans font des populations juives résidant sur ce territoire des occupants illégitimes, voleurs de terres. Mais la prétention affichée est de vouloir deux États : jusqu'à présent, la légitimité de l'État juif était reconnue à l'intérieur de la ligne verte où l'on parlait d'*Arabes israéliens*, ces derniers jouissant de leurs pleins droits de citoyens.

En les « palestinisant », *Le Monde* importe le prisme par lequel la presse voit le conflit dans les territoires disputés et le plaque sur tout Israël. Le quotidien est même allé jusqu'au bout du raisonnement en faisant de certains habitants juifs de ces villes israéliennes internationalement reconnues des *colons*.

Ce n'est rien de moins que la légitimité de l'État juif à exister, même dans ses frontières minimales, qui est ainsi remise en question.

² <https://infoequitable.org/glisement-semantic-le-monde-fait-franchir-la-ligne-verte-aux-colons/>

Quand Le Monde maquille les propos des terroristes

Alors que les islamistes de Gaza lançaient des cerfs-volants incendiaires vers les champs et villes israéliens pour effrayer et si possible toucher physiquement des civils, ce qui est par définition une action terroriste, *Le Monde* leur consacra une vidéo³.

Un internaute fit remarquer que le terroriste interrogé disait lutter contre « l'occupation de la bande de Gaza par Israël ».



Toute présence israélienne à Gaza avait pourtant cessé depuis plus d'une décennie.

La réaction du *Monde* ? Laisser la vidéo en ligne mais y pratiquer une coupure pour masquer les propos réellement prononcés par l'expert en cerfs-volants, qui était en parfaite adéquation avec l'idéologie du Hamas pour qui tout Juif présent à Gaza mais aussi en Israël est un occupant qu'il faut chasser.

Le journal a donc propagé un mensonge propagandiste présentant la volonté de détruire Israël comme une juste lutte contre un « occupant ». Puis, devant l'évidence, plutôt que de se rétracter ou d'émettre un correctif en bonne et due forme, il a tout camouflé...

La parole aux accusateurs

Il y a aussi le choix d'ouvrir les pages du journal à des textes porteurs d'accusations démesurées.

Nous retiendrons cette récente tribune signée de « cinq anciens ministres des affaires étrangères » (en réalité quatre puisque l'une des cinq signataires, Sayeeda Warsi, n'a jamais porté ce titre) accusant Israël de « crime d'apartheid ».

Si Israël était intrinsèquement raciste, les 20 % de citoyens arabes qui l'habitent pourraient-ils disposer du droit de vote, se faire élire comme Députés ou comme Juges à la Cour suprême ?

Qui, au *Monde*, se soucie de savoir si le Hamas ou l'Autorité palestinienne, qui ne tolèrent pas un seul habitant juif sur les territoires qu'ils administrent, appliquent une ségrégation ? Qui examine l'idéologie qui inspire leurs relations avec leurs voisins juifs ? Qui traite telle ou telle faction palestinienne d'« extrême

droite » ou de « suprémaciste », termes sont si généreusement utilisés à propos de politiciens israéliens ?

Au-delà de l'absurdité de certaines accusations, qui après tout peuvent bien être émises, c'est le double standard qui dérange.

Alors, antisémitisme ?

Une définition de l'antisémitisme émise par l'*Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste* (IHRA) a été adoptée par de nombreuses instances étatiques ces dernières années, y compris par la France⁴.

L'un des critères de la définition de l'IHRA est « le refus du droit à l'autodétermination des Juifs, en affirmant par exemple que l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste ».

Or, on le voit, la légitimité de l'État juif se trouve parfois remise en cause et Israël se voit accusé de crimes racistes dans des journaux de grandes diffusion – *Le Monde*, mais d'autres encore.

Toutefois, nous ne sommes pas ici dans le domaine de la science. Il existera toujours un certain flou, une zone grise derrière laquelle les uns pourront légitimement dire qu'ils ne pensent pas à mal, et les autres s'abriter en jouant sur les mots.

L'antisémitisme débridé, démasqué, brut, n'a de toute façon pas sa place de nos jours dans la Presse. L'Histoire a laissé des traces, et il est impensable que la rédaction d'un grand média laisse paraître un article niant la Shoah ou appelant ouvertement à l'élimination physique des Juifs.

C'est donc à des attaques plus subtiles qu'il faut être attentif, sachant que lorsque l'État juif est dénigré, les Juifs du monde entier risquent d'en subir les répercussions. D'où le souhait de nombreux lecteurs d'avoir des médias plus attentifs aux implications de leur couverture du conflit, dans un contexte où la France a connu sur son sol des attaques antisémites meurtrières parfois perpétrées au nom de la Palestine⁵.

© Laurent Hayem InfoEquitable

www.infoequitable.org

³ <https://infoequitable.org/gaza-occupee-le-monde-maquille-les-propos-dun-terroriste-en-reecrivant-la-translation-dune-video/>

⁴ <https://ep-wgas.eu/ihra-definition/french/>

⁵ https://www.liberation.fr/checknews/2017/11/08/mohamed-merah-a-t-il-justifie-la-tuerie-de-l-ecole-juive-de-toulouse-en-parlant-de-la-palestine_1652715/

YVES MAMOU

DES JUIFS ANTISIONISTES ONT LARGEMENT CONTRIBUÉ À FAIRE DU « MONDE » UN JOURNAL ANTI-ISRAËLIEN

Le Monde

C'est un aspect méconnu de l'histoire éditoriale du *Monde*, son antisionisme juif. Oui, certains Juifs, en France, se sont servis du *Monde* – autant que *Le Monde* s'est servi d'eux – pour valider une forme ou une autre de détestation de l'État d'Israël.

Comme le soulignait récemment Elie Barnavi, ex-ambassadeur d'Israël en France, « il y a eu, et il y a toujours eu, un antisionisme juif », lequel a, au XX^{ème} et au XXI^{ème} siècles, pris plusieurs formes. Dans le cas du *Monde*, trois mises en accusations se sont exprimées tour à tour et parfois concomitamment : colonialisme, immoralité, racisme. Toutes ont abouti au même résultat : victimisation des Arabes (puis des Palestiniens), dissimulation de l'antisémitisme prégnant au Moyen Orient, diabolisation de l'État hébreu.

Antisionisme colonisateur. Le premier antisionisme juif du *Monde* a été créé de toutes pièces par le journaliste Éric Rouleau. Né Elie Raffoul, ce communiste juif chassé d'Égypte, déchu de sa nationalité et interdit de séjour en Égypte et dans les pays arabes, est entré au *Monde* en 1955. Il a développé

un journalisme original qui consistait à écouter depuis Paris les radios arabes en ondes courtes et à analyser leur contenu. « Pour ma génération, la lecture des chroniques d'Éric Rouleau dans *Le Monde* constituait un phare éclairant le tiers-monde », se rappelle Nathan Weinstock^[1], historien juif antisioniste issu du trotskysme.



Le journaliste Éric Rouleau avec le raïs égyptien Gamal Abdel Nasser.
Photo non datée

Cette position d'expert va recevoir un coup de pouce inattendu : Gamal Abdel Nasser, président de l'Égypte, perçoit le parti qu'il peut tirer de ce juif arabisant et l'invite au Caire. L'interview que Nasser accorde à Eric Rouleau « vaut passeport dans tout le monde arabe et au-delà. Toutes les portes s'ouvrent, on reçoit « Rouleau » comme un chef d'État » écrit *Le Monde* au décès d'Éric Rouleau.

Devenu passeur entre le monde arabe et les élites françaises, Eric Rouleau a occupé un statut de quasi diplomate. Cette chance professionnelle exceptionnelle imposait en contrepartie des obligations : ne pas se laisser instrumentaliser par des chefs d'État étrangers et décrypter leurs intentions pour respecter l'obligation d'honnêteté que tout journaliste doit à son lecteur... Las, Éric Rouleau a refusé de courir le risque de déplaire à ceux qui le faisaient roi. Ses articles, nourris « aux meilleures sources, étaient de ceux qui semblent vous rendre plus intelligents alors qu'ils vous instillent sournoisement le message des despotes orientaux susnommés », explique Luc Rosenzweig, lui-même ancien journaliste du *Monde*.

Ce que confirme Nathan Weinstock qui explique qu'« instrumentalisé de la sorte, il (Eric Rouleau) faisait effectivement fonction – comme l'indique le titre de son livre – de « journaliste diplomate ».

Entre 1956 et 1979, Eric Rouleau et *Le Monde* n'ont pas seulement désinformé les élites françaises au profit des despotes arabes. Ils ont aussi – toujours dans l'intérêt de ces mêmes despotes arabes - falsifié l'histoire d'Israël en présentant ce pays comme un « avant-poste occidental en Proche-Orient », voire un « courtier » des Européens. Dès 1958, dans une série d'articles intitulée « Israël, État occidental ? », Eric Rouleau a popularisé l'accusation arabe « Israël= État colonial ». Accusation d'autant plus fautive que les vraies puissances coloniales - l'Angleterre, la France, les États-Unis - étaient hostiles au surgissement d'Israël qu'elles considéraient comme un pion de l'Union Soviétique:

L'antisionisme moralisateur. A peu près à la même époque qu'Éric Rouleau, un autre type de Juif, Pierre Vidal Naquet, a occupé une fonction de chroniqueur au *Monde*. Vidal Naquet est tout le contraire d'un aventurier. Cet historien brillant, laïc et républicain, appartenait à une famille de Français juifs - l'ordre des mots a son importance, Français d'abord et juifs ensuite - marquée par l'affaire Dreyfus et le nazisme. De gauche, Vidal Naquet découvre l'existence d'Israël en 1967 à l'occasion de la Guerre des Six Jours. Il s'insurge à l'idée que le pays des Juifs disparaisse. Mais voir Israël se construire par la guerre et dans le sang le déchire.

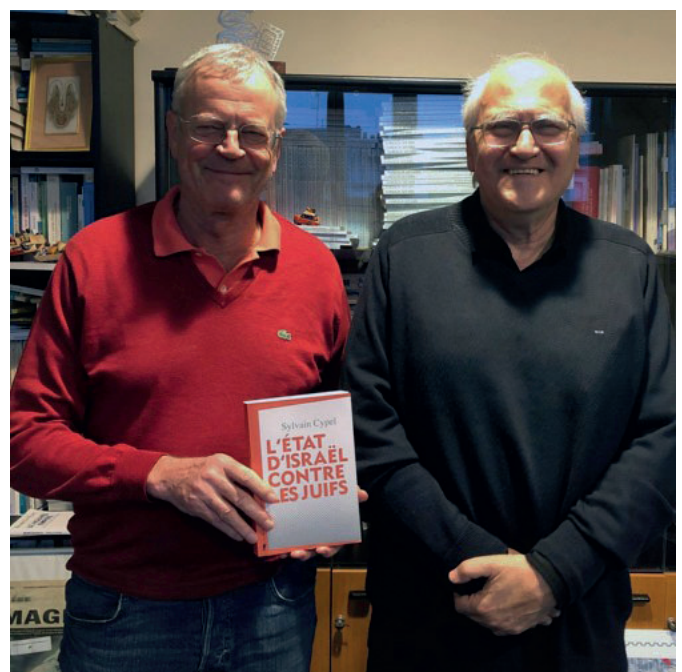
Pierre Vidal Naquet a été l'expression la plus fine du dilemme juif en diaspora : si défendre le droit à l'existence d'Israël vous ostracise dans vos relations sociales ou professionnelles, alors il faut se taire et vivre en marrane. Mais si, comme Vidal Naquet, vous choisissez de continuer à parler et à écrire, alors progressivement, vous devenez anti-Israélien. Déplorant qu'acharnés à survivre, les Juifs d'Israël aient répondu à la guerre par la guerre, Vidal Naquet a entrepris de dénoncer l'« immoralité » de l'État d'Israël et a imputé aux seuls Juifs – victimisation des

musulmans oblige - la responsabilité des violences arabes et palestiniennes. Prenant la conséquence pour la cause, il a écrit : « *Ceux qui étaient par excellence les exclus sont devenus ceux qui excluent* ».

Ce moralisme pétri de bonne conscience a conduit inévitablement à tous les reniements. A *Témoignage Chrétien*, journal de la gauche catholique antisioniste, Vidal Naquet écrira : « Je suis moi-même, le fait est je crois notoire, un Juif antisioniste. Si au moment de la guerre des Six Jours, j'ai pris position pour le droit d'Israël à l'existence, je n'ai cessé depuis et dans des termes de plus en plus énergiques de m'élever non seulement contre l'annexionnisme israélien, mais aussi contre son idéologie, le sionisme, que je tiens pour dangereux dans la mesure même où il entend débarrasser le judaïsme de ce qui a fait son originalité et sa grandeur. Cette position antisioniste, je l'affirme publiquement »^[2].

L'antisionisme éradicateur. Avec Sylvain Cypel, Juif trotskyste correspondant en Israël entre 2007 et 2013, *Le Monde* amorce son tournant « sionisme = racisme ». Sylvain Cypel a vécu et étudié en Israël, a été membre du Matzpen, parti israélien d'extrême-gauche, révolutionnaire, internationaliste et antisioniste. Ayant compris qu'il ne changerait pas Israël de l'intérieur, Sylvain Cypel a quitté le pays et a entrepris de le calomnier de l'extérieur.

Cypel n'aura jamais un mot pour évoquer l'antisémitisme largement répandu en terre d'islam. En revanche, il dénoncera Israël comme « islamophobe », c'est-à-dire raciste. « L'islamophobie est devenue le ciment qui relie cette extrême-droite coloniale sioniste, devenue très puissante en Israël, avec les suprémacistes blancs aux États-Unis comme avec les mouvances identitaires, en Inde, en Hongrie et ailleurs », expliquera Cypel à Pascal Boniface, fondateur du centre de recherche IRIS et antisioniste notoire.



En 2020, Sylvain Cypel résume sa « pensée » dans un livre intitulé « *L'État d'Israël contre les Juifs* »^[3]. Cet ouvrage de

dénigrement moral est truffé des mensonges fabriqués par les ONG israéliennes antisionistes - B'Tselem, Breaking the silence... -. Pour Cypel, comme pour ces ONG peuplées de trotskystes, la nation c'est le mal et le nationalisme israélien incarne l'hyper-mal.

Cette criminalisation progressive d'Israël par Eric Rouleau et Pierre Vidal Naquet d'abord, puis par Sylvain Cypel ensuite, aura maché le travail de Piotr Smolar, correspondant du *Monde* en Israël entre 2014 et 2019.

Israël=nazi. Piotr Smolar, fils d'Alexandre Smolar, qui fut une figure importante du mouvement démocratique polonais, est ce journaliste qui le 3 mars 2006, au lendemain du kidnapping, du meurtre et des tortures infligées à Ilan Halimi par le Gang des Barbares, a publié une tribune^[4] dans *Le Monde* qui disait en substance ceci : arrêtons de stigmatiser les banlieues pour un crime antisémite qui n'en est pas un.

En Israël où les Arabes demandent systématiquement à l'autre d'où il parle, Piotr Smolar mentira sur son appartenance à la communauté juive. Refusant d'être assigné à un judaïsme dont il ignore tout, persuadé qu'être juif l'empêche d'être antisémite, Piotr Smolar en sera rendu à se victimiser lui-même. Il écrira un livre à sa propre gloire en se traitant de « Mauvais juif » (Éditions des Équateurs) qui démontre seulement qu'on ne peut pas traiter du Moyen Orient si on ne sait pas qui on est. Trop préoccupé par son image et ses questionnements internes, Piotr Smolar n'a rien compris aux enjeux de la région. A l'instar des autres journalistes, il trouvera plus simple de nazifier l'État de sept millions de juifs et de victimiser les Palestiniens. A propos de Gaza, il écrira: « Depuis douze ans est menée (par Israël) une expérience cruelle. On y teste la résilience de 2 millions d'hommes-rats qui deviennent fous d'enfermement et de pauvreté, de privation de rêve aussi ». En d'autres termes, les Juifs rescapés des camps sont devenus des Dr Mengele qui multiplient les expériences sadiques sur les Gazaouis.

Piotr Smolar, mauvais juif ? Piètre journaliste également

Que dire de cet antisionisme juif mis en avant par *Le Monde* ? Que pour ce journal, c'était une habileté non dénuée d'hypocrisie que d'utiliser des Juifs pour exprimer son hostilité à l'État hébreu.

Mais cette habileté n'a pas que des avantages. *Le Monde* et les Juifs honteux du *Monde* ont failli à leur mission : ils ont désinformé leurs lecteurs. Le Moyen Orient qu'ils ont décrit n'a jamais existé. Au lieu de débroussailler un univers complexe, travaillé par le djihad et pétri de conflits internes, ils ont bâti un imaginaire orientaliste sans ombres dans lequel 500 millions de gentils pénitents musulmans subissaient le joug de six millions de Juifs.

Ce n'est pas que les journalistes du *Monde* se sont trompés. Cela arrive de commettre des erreurs. Non, délibérément, ils ont construit un théâtre et écrit une pièce qui a travesti et continue de travestir la réalité. Ils n'étaient pas les seuls, dira-t-on. Mais ils ont donné le ton !

D'Éric Rouleau à Piotr Smolar, les Juifs du *Monde* ont promu une réalité morale (la leur) en lieu et place d'une réalité politique. En victimisant à outrance les pays arabes, puis les Palestiniens, puis les islamistes de Gaza et de Cisjordanie, ces mauvais journalistes ont une responsabilité historique : ils ont fermé les yeux sur l'antisémitisme musulman et ont contribué à désarmer la France et les Français contre la barbarie islamiste.

© Yves Mamou

Yves Mamou, journaliste et essayiste, a travaillé pendant 23 ans au journal *Le Monde*

CHAPITRE 03.

PSYCHO-PA- THOLOGIE : DE QUOI EST FAITE LA DÉ- TESTATION D'ISRAËL

MICHEL GAD WOLKOWICZ

& JEAN-PIERRE WINTER

PSYCHOPATHOLOGIE DE LA DÉTESTATION D'ISRAËL

« Une telle folie n'est pas dépourvue de méthode » (W. Shakespeare, Hamlet, Acte II, scène 2).

« Seules sont mauvaises et dangereuses les tristesses qu'on transporte dans la foule pour qu'elle les couvre » (R.M. Rilke)

« ... tout homme qui refuse le culte des idoles est appelé Juif... » (Traité Meguila 13a.)

L'antisionisme, c'est l'hostilité à l'idée d'un Etat Juif. Pour Vladimir Jankélévitch l'antisionisme est « la trouvaille miraculeuse, l'aubaine providentielle » autorisant des groupes hétérogènes à haïr les Juifs avec bonne conscience. Qu'en est-il de cette hallucinante obsession de la « figure du Juif » - point de fascination autant que point aveugle - dans l'imaginaire collectif, dans le discours contemporain, constitutif de cette paranoïa de masse caractéristique de l'antijudaïsme, qui a abouti à la « solution finale » ?

Comment la fétichisation explorée d'Auschwitz est-elle constitutive de son abstraction, une universalisation mimétique amenant déshistoricisation, désingularisation, dépolitisation et désubstantialisation du réel ?

Comment cette quête de rédemption et d'absolution des culpabilités propres à l'Occident aboutit-elle à la diabolisation, à la nazification d'Israël et à son envers, la production du « nouveau peuple martyr » avec l'image sacrificielle de « l'enfant innocent » palestinien, actualisant une mythologie moyenâgeuse refoulée, celle du meurtre rituel, provoquant ces réactions médiatiques délirantes, assimilant Jenine au ghetto de Varsovie ?

La stigmatisation d'Israël est d'abord l'obsession d'Israël, et l'antisémitisme, selon une rhétorique perverse, se décline sans honte ni pudeur sous le vocable d'antisionisme. Qu'est-ce que ce parasémitisme qui fait de l'existence d'Israël quelque

chose d'intolérable et d'irreprésentable ? Ne voit-on pas fleurir dans les discours *anti-israéliens* la projection par l'Europe de ses fautes passées et de certains refoulements cachés dans ses mythes fondateurs ? Et si l'Europe ne supportait pas en Israël tout ce à quoi elle a renoncé ?

Léo Pinsker écrivait en 1882 : **« Les Juifs sont le peuple élu par la haine universelle ».** Le contre-judaïsme paulinien, d'autant plus puissant dans une France déchristianisée qu'il est violemment dénié, notamment dans l'extrême gauche, dénie l'existant-peuple Juif, en réduisant l'identité juive à un signifié religieux. Mais c'est pourtant bien en tant que peuple que les Juifs ont été persécutés et exterminés. **La trilogie théologie du mépris, dogme de la souillure, stratégie de la substitution,** qui pendant des siècles visait à la condamnation du peuple « déicide », et la substitution du peuple chrétien au peuple juif comme peuple de Dieu, agit de nouveau aujourd'hui, par délégation. Désormais les Européens attribuent tous les éléments symboliques à un autre peuple, fétiche-relique, intronisé comme le peuple originaire, le nouveau visage du martyr chrétien et du réprouvé. À cette figure idéalisée du palestinien, à la fois christique et rebelle, toujours « jeune et innocent », s'ajoute la mémoire de la Shoah dont le poids de culpabilité se voit soudain allégé par la réprobation d'Israël.

Après la guerre, l'Europe avait manifesté de l'empathie pour ces Juifs rescapés, en pyjama rayé, se transformant en cultivateurs d'un lopin de terre aride, et en soldats la défendant contre les armées arabes menaçant de les « jeter à la mer ». Puis vint le retour du « temps du soupçon » (Raymond Aron), et la mise en route d'**une culpabilité perverse vis-à-vis du peuple Juif.** Cette Europe exorcise sa honte dans la haine qu'elle trouve hallucinatoirement à légitimer.

Le lien entre la Shoah et la renaissance d'un État Juif en terre d'Israël n'est pas de causalité, souligne Michaël Bar-Zvi, mais « l'expression de la reconstruction d'une dignité par les armes », la réhabilitation de la guerre contre la disparition, constitutifs d'un droit fondamental. La fétichisation d'Auschwitz, les déviances du devoir de mémoire participent de toutes les **inver-**

sions imaginaires et substitutions symboliques. Ainsi, une Europe en crise d'identité et de limites, en transfert de culpabilité, ne pardonne pas aux Juifs le mal qu'elle leur a fait, et ne peut **penser la «destruction des Juifs» que dans les termes sacrificiels de l'Holocauste, sous le sceau du péché originel.**

De sorte que si le Juif s'arrache à son statut de victime expiatoire assigné aux «Frontières d'Auschwitz», il est aussitôt diabolisé, et **l'Europe n'intègre l'existant-Israël qu'en termes conditionnels humanitaires, de foyer-refuge, de parenthèse dans l'Histoire. Ses fondements symboliques, historiques, éthiques, politiques, spirituels se trouvent ainsi déniés.** Il en résulte que tout ce que l'État d'Israël entreprendra en tant que Nation souveraine assumant sa défense et celle de ses citoyens sera condamné, accusé de réactions toujours disproportionnées: le peuple Juif en fait trop, est trop... Il est En trop! Il s'agit que le conflit israélo-palestinien réintroduise la question de la faute première, le péché originel de la naissance de l'État d'Israël.

Voilà l'Europe, honteuse, peureuse, en quête de rédemption expiatoire, qui s'est débarrassée de la plus grande partie de ses Juifs, mais n'est pas vaccinée contre son antisémitisme, qui plaint les Juifs exterminés, mais n'accepte pas le citoyen ordinaire d'une nation. La sacralisation de la Shoah, qui garantit à l'Europe qu'elle sera protégée des atteintes du réel, exile le Juif de lui-même et participe de son occultation comme peuple et du sens originel du sionisme: assumer son destin collectif. Le devoir de mémoire, en faisant d'Auschwitz un symbole universel ouvrant à l'abstraction et à la rivalité mimétique meurtrière, et donnant de surcroît l'occasion à la repentance de jouir esthétiquement d'elle-même, ne reconnaît dans le Juif que la victime: le sionisme ne peut alors qu'être un scandale car il se propose d'apporter une issue politique rejetant la condition victimaire. **Le nom de Shoah est devenu aussi sacré que celui d'Israël est maudit,** avec un débat récurrent ahurissant sur la question du droit de celui-ci à exister «dans des frontières sûres et reconnues», dont l'automatisme de répétition semble bien avoir valeur de dénéigation.

«Nous pardonneront-ils le mal qu'ils nous ont fait? », se demandait déjà un psychiatre israélien dans les années 60. Le monde, dont le questionnement avait accouché de «La destruction des Juifs d'Europe» (R.Hilberg), chercherait-il à transférer sa culpabilité, à se fabriquer une innocence et l'assurance de son propre salut, en (se) projetant indéfiniment le spectacle de la «faute» et de la déshumanité d'Israël? «La repentance donne des gens qui s'excusent des crimes passés pour se défausser des crimes présents», écrit Pascal Bruckner. **Pourquoi cette passion antisémite, unissant «les prêcheurs de haine et les prêcheurs de honte», avec le déni de la dette, morale, intellectuelle, et symbolique, à l'égard du Judaïsme et du peuple Juif, qui produit l'obsession de l'Europe à l'effacer?**

Dans L'Homme Moïse et la religion monothéiste, Freud interroge tout à la fois le «caractère» d'un peuple et ce qui prédispose chez l'autre à la haine antisémite, caractérisée par la haine du Nom. Aucun peuple n'existe ex-nihilo, incarnant l'origine. En revanche, il peut et doit se construire dans l'histoire, dans l'appropriation conflictualisante d'un héritage, de filiations diverses, dans un projet qui lui est propre, assumant

dette, gratitude, castration symbolique et libre-arbitre. **L'idée qu'un peuple aurait par essence un accès privilégié à l'être, qu'il empêche les autres d'avoir, c'est cette place que le peuple juif occupe aux yeux de ceux qui lui en veulent.** L'effet Moïse, c'est l'opération anti-idolâtre ouvrant au champ de la métaphore, à l'indéfini de la pensée, à une liberté responsable.

Le Judaïsme en tant qu'il horrifie l'identité totalitaire, puisque l'identité consiste précisément en la recherche infinie de sa question et fait éclater les stéréotypes aliénants, par l'humour notamment, est un authentique objet de haine chez les tenants du **sans-limites et du narcissisme absolu. L'anti-judaïsme est une religion intégriste.**

Qu'en est-il de cette éthique de vérité psychique qui provoquerait chez les autres un tel ressentiment? L'étrangeté des Juifs vient de ce qu'ils ont intériorisé l'idée que l'identité est une chose vaine si elle n'est pas accompagnée de la différence. Que tout ce qu'on transmet est voué à se déformer, à se tordre, d'angoisse ou de rire. Figure d'ordre paternel, le Juif semble sans cesse rappeler que la différence des générations et des sexes est fondamentale. **La judéophobie c'est la peur que le sujet anti-juif a de son propre refoulé, qu'il transfère sur le Juif, celui qui renouvelle son refus de la grâce chrétienne comme de la soumission islamique.** Le Juif est un point noir ou une entame irréductible dans l'origine immaculée du christianisme, et dans la totalisation de l'Ouma islamique.

L'antisionisme devient la solution d'un paradoxe : un antisémitisme dénégatif. Selon Pierre-André Taguieff, la nouvelle judéophobie n'est pas moins redoutable que le vieil antisémitisme, mais elle ne doit rien à la définition raciale diabolisant les Juifs en tant que Sémites. Elle se constitue autour d'un noyau idéologique bien rationalisé: la haine des Juifs, alors portée par l'antisionisme passionnel, démonologique, au regard de la religion universelle, accuse aujourd'hui les «sionistes» d'apartheid, de colonisation, de génocide.

«La solution finale» était l'aboutissement d'une généalogie de la pensée, et d'une volonté de destruction des référents symboliques. Le camp de Belzec a illustré d'emblée la volonté nazie d'effacer les traces de la destruction des Juifs d'Europe. Le négationnisme n'était pas seulement une conséquence du crime, mais en constituait fondamentalement la finalité. Il ne concernait pas seulement la réalité de l'extermination, de son projet, mais était **au fondement-même du délire des origines et de filiation** des nazis. Faire disparaître les traces du massacre, c'était faire disparaître les Juifs, effacer l'existence même du peuple juif dans l'Histoire de l'Humanité, anéantir une antériorité, concomitant au fantasme d'auto-engendrement. **Le révisionnisme et le négationnisme institutionnalisés sont consubstantiels à l'anti-judaïsme, à la déshumanisation de l'autre, et au génocide.** Seul cet effacement réaliserait chez les Allemands nazis le fantasme d'incarner l'origine associé au fantasme d'éternité. Ainsi s'est substitué à la guerre le massacre de masse, dont la radicalité consiste en ce que les morts et les mots ne soient jamais assez disparus. **L'expérience du déshumain se joue là, au moment**

où est perdue toute ressemblance, toute possibilité d'un semblable-différent. La démolition d'un homme (Primo Levi), cela signifie que les apparences qui permettaient la reconnaissance sont défaites.

Ce peuple symboliserait-il ce qui résiste à l'idéal - Les Juifs ayant une façon bien à eux de maintenir béante la question de la transmission -, **à l'universel mimétique et à la toute-jouissance narcissique, avec sa façon bien à lui de maintenir ouverte la question de la transmission?** On pourrait souhaiter que chaque peuple conquière sur lui-même cette capacité de s'inventer régulièrement. Étrangeté d'un peuple qui s'invente un Dieu pour le combattre, qui se donne comme destin de combattre le destin, y compris celui qu'il s'est donné, assumant l'identité comme une construction toujours en devenir: c'est Jacob advenant Israël. La subjectivation participe de l'universel du singulier, un universel qui n'a pas besoin de se répandre sur toute la surface de la terre, mais qui est partageable pour tout un chacun, dans son propre dialecte, avec ses propres références. L'État d'Israël, en décidant de l'échange inégal (Guilad Shalit contre 1027 terroristes) assume la décision d'une éthique de l'Un, de l'unique, de cet universel du singulier, par cet acte qui relève de l'éthique d'un peuple. L'importance que les Juifs accordent à la valeur de la vie, leur croyance qu'ils partagent un sort commun et leur fort sentiment de responsabilité mutuelle, la visibilité de cette éthique, s'avèrent porteuses de scandale, scandale de la subjectivité juive face aux artefacts et aux stéréotypes objectivistes. **Là réside le paradoxe de l'antisémite** qui, en donnant un prix infini au Juif (cf. l'enlèvement d'Ilan Halimi) ne fait qu'augmenter sa honte, son humiliation, sa haine et donc son investissement dans la destruction plutôt que dans l'identification et la transmission conflictualisables. **Peu importe quelle instance aura finalement le contrôle de la Cité de David. Il importe essentiellement que le peuple juif en soit dépossédé et que l'État d'Israël, objet d'une stigmatisation méthodique, en soit découronné.**

La doxa médiatico-diplomatique désigne Israël comme l'essentiel responsable des manques-à-être, et des troubles dans le monde. **Une manipulation symbolique construit l'innocence en miroir de la déshumanité d'Israël.** On comprend qu'Israël, État-nation florissant, puisse tourmenter la conscience européenne et lui renvoyer l'image de sa démission mégalomane du principe même de la question du lien dialectique et conflictualisable de l'identité, de l'appartenance, de la filiation et de l'héritage. Alors, l'hypocrite «droit à la critique légitime du gouvernement israélien» prétend s'y substituer. **Le sionisme, une uchronie, avant tout une façon d'être, refusant le sacrificialisme en même temps que l'incarnation de la judéité dans le seul État, a relevé le gant de l'historico-politique à un moment où le peuple Juif était voué à la disparition.** Celui-ci, rejetant la condition victimaire, incarne au contraire un mouvement d'émancipation, d'auto-détermination, de souveraineté, alors que la détestation d'Israël rejette la légitimité de l'État d'Israël en tant qu'État du et pour le peuple Juif, en tant que sujet de l'Histoire et de son histoire, engagé à mériter la terre promise par le travail de culture, celui physique respectueux de cette terre, et celui du progrès de l'esprit sur cette terre. **L'antisionisme manifeste**

l'omniprésente représentation de la liquidation nécessaire du peuple juif, objet étrangement inquiétant d'un présent réminiscent d'un passé anachronique. Que signifie «Sortir d'Égypte»? Qu'est-ce qu'une vocation, sinon ce qui médiatise liberté et destin ?

Un witz pour conclure : - A Moscou , à l'époque URSS , par -10 degrés, une file d'attente d'au moins 1 km se forme en pleine nuit à l'annonce d'un arrivage de farine. Vers deux heures du matin le boulanger sort pour dire qu'il n'y en aura pas pour tout le monde et qu'en conséquence les Juifs doivent sortir de la queue. Puis de deux heures en deux heures, jusqu'à l'aube, sont virés les personnes âgées, ceux qui n'habitent pas Moscou , les intellectuels Etc... À 7 h il ne reste que 2 membres du politburo. Et Vladimir dit à Sacha : Tu vois , une fois de plus ce sont les Juifs qui s'en sortent le mieux !

© Michel Gad Wolkowicz et Jean-Pierre Winter

Michel Gad Wolkowicz est Professeur de psychopathologie fondamentale et clinique, psychanalyste, Président de l'Association internationale interuniversitaire Schibboleth – Actualité de Freud.

Jean-Pierre Winter est psychanalyste. Son dernier ouvrage : « L'Avenir du père ». (2019)

CHAPITRE 04.

REFLEXIONS

LE MONDE ANTISÉMITE ?

RÉFLEXIONS SUR

L'APARTHEID

Poser l'hypothèse que les journalistes hostiles à Israël, et ceux du *Monde* en particulier, seraient mus par l'antisémitisme me paraît inutile et, sauf preuve du contraire, diffamatoire.

Inutile parce que je préfère analyser des actions ou des déclarations plutôt que de suspecter des arrière-pensées, inutile parce que quand, cas non exceptionnel, les accusés sont juifs, je déteste recourir à la problématique souvent fumeuse de « haine de soi », et inutile enfin parce que je connais suffisamment l'histoire des Juifs pendant la guerre pour savoir que certains des Justes les plus admirables, je pense par exemple à Zofia Kossak Szczucka, fondatrice de Zegota, avaient un passé antisémite, alors que d'autres, prétendument amis des Juifs, n'étaient pas au rendez-vous du sauvetage.

Diffamatoire, parce que l'antisémitisme, la haine envers des individus non pas en raison de ce qu'ils ont fait, mais parce qu'on les a essentialisés comme Juifs, n'est pas une opinion, mais une absurdité, une tare et un délit.

Quant au rapport avec Israël, qui se situe au cœur du débat, je n'utilise qu'avec grande parcimonie le terme d'antisionisme. Il impliquait dans le passé que l'on pensait que l'établissement d'un État des Juifs, traduction précise du livre de Theodore Herzl (*Judenstadt*) était une idée mauvaise et pessimiste: bien des Juifs dans le monde espéraient que l'assimilation et le patriotisme seraient un rempart contre l'antisémitisme, d'autres recherchaient une autonomie culturelle mais non politique (Bund), certains attendaient l'arrivée du Messie pour les conduire à Jérusalem, beaucoup enfin trouvaient ces considérations dépassées, une fois la révolution mondiale achevée. La guerre ébranla, c'est peu de le dire, certains de ces espoirs, élimina un pourcentage gigantesque de Juifs, imposa l'idée que les Juifs avaient une communauté de destin qui les qualifiait comme peuple au-delà de considérations uniquement religieuses, poussa au départ beaucoup de survivants qu'aucun pays n'était vraiment enthousiaste à recevoir et leur imposa l'idée qu'il était dangereux de ne compter que sur le bon vouloir des nations.

La guerre déclenchée par les pays arabes coalisés à la suite de

la résolution de l'ONU créant un état juif aboutit à la victoire des sionistes, à l'indépendance d'Israël reconnue par les Nations Unies et au refus de ses voisins, une fois l'armistice signé, de reconnaître cette indépendance.

Depuis cette date le nom sionisme a gardé sa signification primitive, mais le mot antisionisme a changé de sens: il ne signifie plus aujourd'hui ne pas désirer la création d'une entité nationale juive, mais vouloir la destruction de l'État d'Israël, l'entité sioniste, comme le qualifient nombre de ses ennemis pour ne pas utiliser le nom maudit. Destruction, avec ce qu'implique ce terme et que la chanteuse égyptienne Um Kalsoum et Ahmed Choukry, le représentant palestinien de l'époque, décrivaient de façon explicite en mai 1967: le sang et la mort. Ce discours d'une violence génocidaire n'a pas disparu 50 ans plus tard. Il est présent dans des textes (Charte du Hamas), dans des prêches et dans de la propagande à usage interne d'organisations palestiniennes souvent considérées comme modérées, telle l'OLP. C'est le vrai discours antisioniste. Il enthousiasme les jeunes militants. Le justifier est indubitablement antisémite.

Mais sous la plume de certains, ce discours est édulcoré et « contextualisé » (pour reprendre le mot célèbre « la vérité du contexte » du journaliste responsable de l'affaire Al Durra). Les paroles deviennent anodines, alors qu'elles sont meurtrières. La pierre lancée pour tuer devient un inoffensif caillou, symbole d'impuissance, et la barrière de sécurité israélienne, qui a prévenu tant d'attentats, prend le nom de mur de la honte. Les rôles des bons et des méchants sont fixés à l'avance et les articles se veulent des appels pour cette paix qui pourrait exister si seulement les colons Israéliens arrêtaient leurs exactions contre les Palestiniens et se retiraient de ces lieux qu'ils occupent indûment.

En Cisjordanie, les journalistes peuvent disposer d'une liberté de travail qu'ils ne trouveraient pas dans les pays du monde où se produisent les plus intenses des violations des droits de l'homme. Qui peut filmer librement au Tibet, au Sin Kiang, en Corée du Nord, en Iran ou dans d'innombrables pays toujours aux premières loges quand il s'agit de critiquer les violations des droits de l'homme d'Israël ? Tout événement qui se produit en ces lieux chargés d'histoire, de sens, de spiritualité et d'am-

biguité est en outre assuré d'être répercuté dans le monde entier. Qui s'intéressera à des conflits ethniques en Afrique centrale ou dans l'Asie du Sud Est, ou à des histoires d'esclavage dans des pays loin de nos pensées et de notre culture ? Il y a, dit-on, plus de 200 millions d'esclaves dans le monde, qui en parlerait en « Prime time » ? La facilité pratique du reportage, combinée à une garantie de retentissement médiatique, oriente d'un poids disproportionné les émotions et les colères du public contre Israël.

Il se trouve de plus, disons que c'est par hasard, que le « méchant », l'israélien, soit Juif...

Il n'est pas question pour l'auteur de ces lignes de prétendre qu'il est neutre sur ce sujet, alors qu'il a toute sa vie mis son sionisme en avant. Il n'est pas question pour lui non plus d'appeler à la moindre censure, ni même de cacher qu'il lui arrive de ressentir de la honte devant certaines manifestations ou actions de militants israéliens extrémistes. Un journalisme libre est le vrai drapeau d'une démocratie et il n'y a pas de journalisme libre sans critique. Encore faut-il mieux et plus fortement rappeler qu'il y a de nombreux pays où la liberté du journaliste n'existe pas et que dans sa région, Israël est une exception.

Surtout, il existe plus qu'une nuance entre engagement, critique et information. Cela n'est pas évident à la lecture de reportages de certains journalistes du *Monde*, œuvres de militants délibérément anti-israéliens.

Leurs articles orientent de façon unilatérale la description des événements et euphémisent le bloc inaltéré de haine et de rejet qui depuis près d'un siècle, depuis le mufti de Jérusalem et l'idéologie des Frères Musulmans, s'oppose existentiellement à toute présence souveraine de Juifs sur cette terre parce qu'elle fut un jour musulmane, idéologie qui n'est pas seulement le soubassement actif du Hamas, mais qui continue d'être prêchée dans les mosquées et enseignée dans les écoles sous autorité de l'OLP.

Ce mouvement de rejet conçoit des étapes et des trêves tactiques, mais reste fixé sur un objectif unique, débarrasser la terre tout entière de ses occupants illégaux. Il alimente en retour un mouvement messianique juif d'idolâtrie de cette terre. Il transforme tout accord en concession, toute concession en faiblesse, toute faiblesse en tremplin pour obtenir d'autres reculs. Il ne peut être contrecarré que sur le temps long, perspective peu attrayante pour les jeunes, mais qu'un journalisme éclairé, didactique et sensible à la nuance, devrait développer.

C'est ce genre de journalisme que beaucoup de ses vieux et inguérissables lecteurs continuent désespérément de rechercher dans *Le Monde*. Comme la madeleine de Proust, il a le goût du passé. L'engagement des journalistes devrait rester subordonné au désir de comprendre et de faire comprendre, mais il a pris le pouvoir et cherche d'abord à faire adhérer.

Dans le dispositif de délégitimation d'Israël, les mots jouent un rôle essentiel. Ils cristallisent la réalité. Plus exactement, ils l'informent. La guerre des mots est aussi vieille que la guerre des armes.

La plus haute victoire des mots contre le sionisme fut remportée le 10 novembre 1975. Ce jour-là, l'Assemblée Générale des Nations Unies, avec le noble objectif d'« éliminer toutes les formes de discrimination raciale », vota, par 72 voix (pays musulmans, bloc communiste, Inde, Mexique et Brésil) contre 35 et 32 abstentions, la déclaration 3379 attestant que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Oui, le 10 novembre 1976, quatre mois après que à Entebbe, des militants qui portaient le même idéal que les signataires de la résolution de l'ONU eurent séparé les Juifs des autres passagers, à une époque où le sinistre Kurt Waldheim était Secrétaire Général des Nations Unies. La résolution resta en vigueur pendant 16 ans et fut révoquée en 1991, comme l'avaient exigé les Israéliens avant de s'engager dans les Pourparlers de Madrid, mais la nostalgie persistait et la Conférence des ONG à Durban a tenté de la ressusciter.

C'est cet arrière-fond historique qu'il faut rappeler quand on observe l'usage du terme d'apartheid de plus en plus accolé à Israël. La dernière manifestation est une tribune dans *Le Monde* du 27 octobre 2022. Elle était publiée avec un titre impressionnant : « Appel de cinq anciens ministres des affaires étrangères : il faut reconnaître que les politiques et pratiques d'Israël à l'égard des Palestiniens équivalent au crime d'apartheid ». Un tel intitulé était clairement destiné à suggérer l'objectivité de la réflexion qui poussait ces anciens très hauts responsables européens à une conclusion dont on sentait qu'elle avait été prise peut-être à contre-cœur à la suite d'une profonde, récente et exhaustive analyse du dossier : cette conclusion se présentait donc comme définitive.

À lire la biographie des cinq signataires un doute apparaît : il y a là un politicien slovène qui tint le poste de Ministre des Affaires étrangères pendant cinq mois en 2004, un Finlandais, personnalité politique importante de son pays, pacifiste militant qui déclarait il y a 20 ans déjà que la politique israélienne dans les territoires ressemblait à celle des Allemands contre les Juifs à l'époque nazie, il y a un économiste socio-démocrate danois, ancien ministre des Finances et brièvement des Affaires Étrangères, élu en 2013 au poste honorifique de Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies et qui au cours de son mandat fit une visite en Palestine et au Hamas à Gaza sans éprouver le besoin de rencontrer alors aucun dirigeant politique israélien. Il y a Sayeeda Warsi, d'origine pakistanaise, importante personnalité musulmane anglaise, qui fut ministre d'État (mais pas des Affaires Étrangères) dans le gouvernement Cameron dont elle démissionna pour protester contre l'appui de ce gouvernement à Israël pendant la guerre de Gaza de 2014.

Et puis, il y a Hubert Védrine, dont la vieille hostilité à Israël se passe de commentaires.

Ce sont donc là cinq personnalités qui ont choisi leur camp et qui depuis longtemps sont d'avis d'exercer des pressions économiques et des rétorsions politiques sur l'État d'Israël. C'est parfaitement leur droit, mais leur titre d'ancien Ministre des Affaires Étrangères ne leur donne pas plus d'objectivité dans ce domaine que ne m'en donnerait ma prétention, à moi, d'avoir un regard objectif sur le sionisme. On parle toujours de

quelque part, et là, il y a confusion sur la marchandise d'origine.

L'insistance sur le mot « apartheid » n'a rien de fortuit. Le mot renvoie à un régime méprisé entre tous, celui de l'Afrique du Sud entre 1948 et 1991, régime de ségrégation et de hiérarchisation raciale entre les Noirs, les Blancs, les métis et les Indiens, s'incrétant dans tous les domaines de la vie et donnant aux Blancs un ensemble de privilèges moralement insoutenable. Il n'est pas étonnant que l'origine sud-africaine serve de viatique à certains juristes pour faire carrière aux Droits de l'Homme aux Nations Unies et donne à ceux et à celles qui manifestent le plus ouvertement une hostilité à Israël, Mme Navi Pillay en est l'archétype, un écho particulièrement marqué.

Il y a, c'est indiscutable, des ségrégations et des discriminations envers les Palestiniens habitant dans les territoires de Cisjordanie. Certaines motivations sont liées aux craintes sécuritaires, lourdement ancrées dans les crimes du passé et les menaces du présent. D'autres proviennent de la volonté de judaïser certains de ces territoires et soulèvent des débats majeurs dans la société israélienne. Le terme d'apartheid a pu être utilisé de bonne foi par certains commentateurs qui voulaient insister sur la signification primitive de ce mot dans la langue afrikaans : mise à l'écart, séparation. Ils ont oublié qu'un mot ne fait pas que dénoter une signification isolée et aseptisée ; il connote des représentations, c'est-à-dire qu'il charrie un conglomerat construit par l'histoire. Le mot apartheid est particulièrement lourd de ce poids qui a évacué le sens primitif.

Il y a dans les pays arabes une authentique situation d'apartheid vis-à-vis des réfugiés Palestiniens qui n'a jamais, au grand jamais, attiré l'attention des journalistes de la bien-pensance et du *Monde* en particulier. Comment se fait-il que, dans ce Liban qui fut si fier du pluralisme de sa société, 300 000 Palestiniens soient privés d'accès à 74 professions, à l'acquisition de biens immobiliers, à la citoyenneté libanaise et qu'ils soient assignés à vie dans des camps de réfugiés strictement surveillés, alors que nous sommes aujourd'hui à 75 ans de la guerre de 1948 et de ce qu'ils appellent la Neqba ? Chacun connaît la réponse, qui a été donnée dès 1951 par l'un des premiers Directeurs de l'UNWRA, le Britannique Alexandre Galloway : il s'agit de les conserver comme une plaie béante, une arme contre Israël, et Nasser disait tout haut ce que certains espèrent encore tout bas, que le retour des réfugiés signifierait la destruction d'Israël.

Les discriminations vis-à-vis de certains groupes d'individus définis par leur couleur de peau, leur origine ethnique, leur religion, leur mode de vie sont une des taches les plus sombres et parfois les plus épouvantables de l'histoire des peuples. A juste titre, nous y sommes très sensibles aujourd'hui, mais les organisations internationales et les journalistes ne choisissent pas de façon neutre les régimes contre lesquels ils tournent leurs protestations les plus vives. Le cas du Qatar, dont 10% seulement de la population bénéficie de l'exceptionnelle rente gazière et dont une partie des travailleurs sont réduits à un esclavage moderne, attire transitoirement l'attention à cause du Mondial, mais le chapitre sera vite fermé. Se pencher sur les Rohingyas de Birmanie ou les ethnies des zones frontalières de la Thaïlande n'attire pas les foules, les Kurdes et les Kabyles

se heurtent à des alliances du silence très solidaires et la Chine est trop puissante pour que les politiques de remplacement de population concernant les Ouïgours ou les Tibétains puissent être relayées de façon efficace.

Israël remplit toutes les cases : bons sentiments, coalitions internationales assurées, risques réduits et caisses de résonance assurées.

A cela s'ajoute la douteuse satisfaction de prendre les Juifs au piège même du racisme, eux qui interpellent le monde en raison de la Shoah, ce qui aux yeux de certains comme Mahmoud Abbas, dont il ne faut pas oublier la thèse négationniste, est un privilège insupportable occultant le crime des crimes qu'aurait été la Neqba.

C'est à cause de cette connotation raciste si présente dans le mot apartheid que les ennemis d'Israël ont fait le choix de marteler ce terme. Ils retrouvent ainsi les beaux moments de la déclaration 3379 énoncée en un temps où les Juifs avaient été chassés de la quasi-totalité des pays musulmans et étaient persécutés dans la quasi-totalité des pays communistes, tous signataires de ce texte. Il n'est pas étonnant que le premier coup sur l'apartheid israélien ait été lancé en 2017 par Richard Falk, ce juriste juif américain fanatique qui compare les sionistes aux nazis et qui avait été chargé de préparer ce dossier par une agence régionale de l'ONU, laquelle agence, cela ne s'invente pas, englobait le Moyen-Orient et d'emblée en avait exclu Israël.

Vous avez dit apartheid ?

© Richard Prasquier

**Ancien chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris.
Président honoraire du CRIF**

SACHA BERGHEIM

PRIVILÉGIÉ OU MARGINALISÉ: RÉFLEXIONS SUR LE JUIF DES MÉDIAS ET DE LA SOCIÉTÉ

Les privilégiés

Jusqu'à présent, aucune personnalité publique n'a jamais dit "qui touche à un catholique s'en prend à la République". Et c'est en 2021 que, pour la première fois, un dîner des représentants d'organisations protestantes de France a été organisé en présence du président de la République. En revanche, pour "les Juifs", la question se présente différemment. Beaucoup de gens, sans verser dans une judéophobie convaincue, estiment qu'il existe bien un *privilege juif* dans la société française: leur sur-représentation dans certains milieux parlerait d'elle-même, l'obligation protocolaire d'aller au "dîner du CRIF", le devoir de mémoire qui serait exclusivement dédié à leur mémoire particulière, tout cela contribue chez beaucoup à l'idée qu'à la différence des autres, les Juifs auraient suffisamment d'influence sur le monde politique pour obtenir des actions en leur faveur uniquement, et les critiques à leur rencontre seraient généralement modérées ou réduites au silence grâce à ces positions avantageuses dans les médias ou en arrière-plan de la politique. Ce contrôle des médias serait ainsi la preuve indirecte d'une cooptation organique qui assurerait aux *Juifs* une prééminence particulière. En 2007, Raymond Barre n'hésitait pas à monter au créneau pour dénoncer les "cabales" orchestrées par cette *influence juive* contre des hommes politiques qu'il estimait de qualité comme Bruno Collnisch dont le négationnisme du discours d'octobre 2004 n'avait pas choqué l'ancien premier ministre.

Et c'est sans doute encore l'idée que les Juifs seraient un groupe à part qui avait suscité ce lapsus lourd de sens de Raymond Barre qui évoquait le sort de "Français innocents" face à des "Juifs [jugés] coupables" par les terroristes. Même s'il avait tenté d'éteindre les flammes de sa distinction "assumée", lors de son discours du 8 octobre 1980 à l'Assemblée Nationale [<https://www.vie-publique.fr/discours/248836-raymond-barre-attentat-synagogue-de-la-rue-copernic-8-octobre-1980>] au sujet de l'attentat de la rue Copernic, il n'était pas anodin que ce même politicien considérât Maurice Papon comme un

"grand commis de l'Etat". Relisons son propos devant les représentants élus de la nation:

"Le racisme qui a inspiré ce geste criminel est la négation même des principes de liberté, d'égalité et de fraternité sur lesquels repose la République. [...] Les auteurs de cet acte criminel visaient manifestement à déclencher un processus de violence en chaîne, de manière à compromettre le fonctionnement démocratique de notre société."

Si la première phrase est de convenance, la seconde a de quoi susciter la perplexité: un processus de violence en chaîne? De quoi parle-t-il? Littéralement, une réaction incontrôlée impliquerait une action juive du même ordre. Pour autant, a-t-on jamais eu la moindre preuve que "les Juifs" auraient contribué en intention ou en acte à un quelconque processus de violence en chaîne. Et contre quelle cible? Bien avant que l'on ne parle d'une "importation du conflit israélo-palestinien" où les Juifs français joueraient le rôle de protagonistes solidaires forcés des Juifs d'un autre pays, le Juif est implicitement mis en demeure de rester silencieux et passif après l'attentat qui les vise, sous menace d'être réduit à une incarnation collective et de ne pas céder à une violence vengeresse aveugle, lecture aussi littérale que caricaturale de la Loi du Talion.

"C'est pourquoi je demande, dans les circonstances présentes, à tous les Français et à toutes les Françaises de faire preuve de résolution et de sang-froid. De résolution : en rejetant toutes les formes, même apparemment mineures, mais toujours méprisables, de discrimination raciale ou confessionnelle. Mais aussi de sang-froid en évitant de verser dans l'excès des accusations sans preuve et du soupçon généralisé."

Il y a là une structure profonde qui mérite de ne pas être passée sous silence, puisque ces Français appelés au sang-froid sont dans son esprit les Juifs tous mus par une solidarité tribale, et coupables sans preuve de discrimination envers les étrangers, notamment musulmans. Comment peut-on dénoncer la mo-

tivation raciste d'un attentat et imposer le silence aux victimes au nom du soupçon d'une réaction brutale de leur part, sans aucun fondement? Comprendons-nous bien, la cible de Barre, c'est le "lobby juif" comme il le dit en 2007, mais quand bien même ce dernier aurait eu la substance et l'influence qu'on lui prêtait, il était douteux que cela s'exerçât par un engrenage de violence.

Ces discours apparemment anodins ou conformes à une certaine doxa expriment en réalité une structure profondément judéophobe où l'inversion accusatoire sert de justification aux théories les plus délirantes. Derrière l'alibi de la solidarité nationale, républicaine ou démocratique, se dissimule dans ce reproche anticipé de leurs actions claniques une conviction qu'ils ne font partie entièrement du pays.

La perception de la différence

Pour beaucoup de Français, les Juifs sont des Français, mais pas seulement, ou pas uniquement, ni même entièrement. Non parce qu'ils seraient rejetés en soi, du moins pour la majorité, mais parce que les Juifs ne manifesteraient pas toujours eux-mêmes qu'ils sont en totalité Français. Il y a bien sûr la situation des Juifs entièrement assimilés qui n'ont plus qu'une ascendance juive, dont certains parlent avec fierté et d'autres avec indifférence, mais pour ceux qui se vivent comme Juifs en plus de leur identité française, le soupçon est sous-jacent : peut-on leur faire confiance? Ne privilégient-ils pas leur cause particulière à la cause collective? Ne se marient-ils pas entre eux? Ne se soutiennent-ils pas entre eux?

La croyance dans la déloyauté juive demeure latente dans l'opinion publique et nourrit régulièrement certaines Unes des médias où on apprendrait que depuis la vague antijuive des années 2000, les juifs se communautariseraient. En fait, ce n'est rien d'autre qu'une expression hostile de cette même approche de la désolidarité qu'on impose aux Juifs en blâmant paradoxalement cette situation. Cette appréhension trompeuse est ancienne et hérite d'une présomption de culpabilité, régie par une généralisation constante de cas particuliers afin de boucler la circularité du raisonnement où la propension particulière des Juifs à se séparer des autres serait ainsi la cause principale de la défiance à leur égard.

Bien sûr, l'épreuve du réel contredit cette structure cognitive puisque l'accueil d'enfants juifs dans des établissements sous contrat (ORT) s'est accru par défaut de la protection des enfants agressés parce que juifs, et non par communautarisme ; de même, les Juifs connaissent le moins d'endogamie, et loin du chiffre souvent évoqué d'un demi-million, le nombre de Juifs qui sont liés aux organisations confessionnelles ou culturelles est bien moins nombreux. Quant à savoir si les Juifs contrôlèrent les médias ou les institutions, on se demande encore dans ce cas pourquoi il est si régulièrement fait mention de figures négationnistes ou bien pourquoi la couverture médiatique ne s'aligne pas tout simplement sur celle d'Israël au lieu de faire preuve de rejet et d'accusation systématique envers l'Etat hébreu.

L'idée selon laquelle les Juifs formeraient un substrat transna-

tional d'individus guidés par un intérêt collectif primant sur toute autre forme d'identité apparaît au 18e siècle sur la base d'un thème déjà existant, celui de l'État dans l'État, qui avait déjà été appliqué aux Protestants. A l'heure où il était question d'octroyer le droit de citoyenneté aux résidents juifs en France, tolérés sur édit personnel et révocable du roi, faire accroire que ces derniers privilégient l'alliance de sang à l'alliance de droit vise à invalider les motifs invoqués, universalistes et émancipateurs, en faveur de ces mesures radicales pour l'époque. En même temps, le contrat implicite imposé aux Juifs est celui de leur dissolution progressive en tant que communauté collective. L'assimilation des Juifs français se manifeste tout au long du 19e siècle par une certaine ascension sociale qui accroît leur visibilité.

Mais là où l'émancipation assure le cadre juridique du contrat explicite entre la société française et les nouveaux citoyens depuis 1791, l'assimilation représente le versant implicite, le fait de ne plus maintenir les scories culturelles, religieuses. De nombreux Juifs répondront présents, selon le mot fameux du poète Heinrich Heine, estimant que la conversion - acte symbolique d'abjuration d'une identité passée - serait un billet d'entrée dans la société européenne. C'est ainsi la question de l'étrangeté persistante d'une culture incarnée par les Juifs qui se trouve posée au point que l'acteur Marcel Dalio interrogeait encore dans les années 1930 comment Jean Renoir avait pu choisir un acteur juif pour incarner dans *La Règle du Jeu* un noble français. L'anomalie du statut des Juifs édicté par Vichy n'est pas en ce sens absolument inouïe puisqu'il inscrit dans le droit la conviction d'une déloyauté ontologique et héréditaire attribuée aux Juifs dans leur ensemble. En réponse à cela, Henri Bergson demandera à être compté comme Juif, insistant que sa différence héritée ne le disqualifiait pas pour être pleinement un citoyen français. L'essor de la vie juive, notamment de l'École de Paris, après la Shoah, a représenté une parenthèse au cours de laquelle on estimait qu'en raison des atrocités subies, les Juifs pouvaient exercer ce droit à la différence à l'intérieur de la citoyenneté sans être soumis à l'ère du soupçon collective.

Mais de quelle différence s'agit-il? Car il y a autant de Juifs que d'expressions de la judéité, avec une déclinaison des pratiques confessionnelles allant de l'orthodoxie à l'athéisme, ou de sociabilités plurielles, liées notamment à l'arrivée, à l'heure de la décolonisation, de larges communautés séfarades qui ont changé le visage d'une communauté restée pendant longtemps ashkénaze. Mais les activités collectives juives, qui incluent la gestion de quelques maisons de retraite ou écoles, des cimetières, les associations ou journées culturelles, sont-elles clairement un indice particulier de déloyauté? Non, mais une preuve de pluralité, ce qui va à l'encontre de toute réduction à une généralisation par essence discordante et abusive. C'est là que réside aussi la difficulté puisqu'il y a bien une mémoire juive dont héritent les citoyens de confession juive, ou une histoire juive en France qui inclut des pages sombres et oblige à une certaine prudence. C'est face à l'impossibilité d'identifier aisément un signe juif univoque que la diversité juive donne finalement prise à toutes les assignations possibles, dont certaines aussi absurdes que déconnectées de leur objet.

Du privilège à la marginalisation

Comme l'a montré Pierre Birnbaum, l'Etat républicain a assuré sa responsabilité dans la période charnière de la fin du 19e siècle, en évitant par exemple de possibles pogromes, jusqu'à sa faillite avec l'affaire Dreyfus qui a essentiellement manifesté ce que l'historienne Shulamit Volkov appelle le "code culturel" de l'antisémitisme. Elle entend par là l'idée d'une normativité d'énoncés judéophobes dans une société, au point où ils ne sont ni interrogés ni mis en doute, et qu'ils coordonnent autant les actions politiques qu'ils conditionnent l'opinion publique.

Mais le fait que la France ait été divisée au moment de l'*Affaire* montre malgré tout qu'une part non insignifiante des gens rejetait l'idée qu'il y aurait une présomption de culpabilité envers les Juifs. Il est également évident que l'expérience traumatisante de la déportation, partagée par de nombreux non-Juifs, a mis à la marge de l'opinion publique pendant plusieurs décennies les poncifs judéophobes classiques, et notamment le complotisme. Si les institutions de l'Etat se sont figées dans un discours de convenance sur le thème de la coexistence des communautés, le devoir de mémoire ou la nécessité d'une lutte spécifique contre l'antisémitisme au sein de la lutte contre les racismes, c'est ce qu'on appelle le quatrième pouvoir qui a renoncé à sa vocation de contrepoids politique en réassignant dans les trois dernières décennies les Juifs à leur particularité comme paria, renvoyés à la marge comme objet de réprobation collective (en tant que communauté supposée solidaire d'un Etat juif jugé coupable) et comme symbole opératoire de la mission de conciliation en société à laquelle l'Etat donne tous les signes de l'avoir abandonnée.

Doit-on tenir les Bouddhistes en France responsables ou solidaires des Birmans responsables de violences envers les Rohingyas musulmans? De la même façon, les Musulmans en France doivent-ils être tenus pour responsable des violences antichrétiennes du Nigéria au Pakistan en passant par l'Egypte?

Il est évident que ce qui est devenu un délit d'opinion non conforme, de certains juifs soutenant l'Etat d'Israël qui est par eux perçu et envisagé comme l'Etat où les Juifs peuvent voir leur culture survivre et connaître un essor, représente uniquement un militantisme du rejet qui, sous un nouveau prétexte contemporain, reprend à son compte les oripeaux de la marginalisation passée.

Faire converger déontologie et responsabilité

Comme nous l'avons mesuré dans ce parcours, malgré sa concision, l'histoire faite de pages successives de marginalisation et assimilation forcée implique une responsabilité particulière de l'Etat, non pas en tant que privilège indu en faveur d'une population, mais à titre de garanti d'un égal traitement où les Juifs ne sont pas réduits à des groupes d'intérêt fantasmés mais à des acteurs divers d'une société contemporaine plurielle et complexe.

Une attention toute particulière est requise de la part des agents d'influence de toute opinion publique que sont les in-

tellectuels ou les journalistes dans la mesure où ce sont eux qui contribuent à forger les lignes de compréhension de la place et du rôle des citoyens de confession juive dans la France d'aujourd'hui. Cela requiert une prudence toute aristotélicienne en interrogeant les non-dits ou les présupposés qui semblent les plus évidents mais qui révèlent en réalité une structure judéophobe.

L'intérêt de mettre en pratique cette règle de compréhension du réel est qu'elle permet d'avoir également une approche plus juste et pondérée des autres minorités en France dont la question mémorielle, la pluralité ou la sensibilité méritent aussi de ne pas être autant caricaturées qu'elles ne le sont encore à l'égard des Juifs. Car mécomprendre le passé et le présent des Juifs en France c'est aussi trahir les pages nobles de l'histoire de la République française.

© Sacha Bergheim

Tous ses documentaires sont sur son site :
<http://contrecourant1.wordpress.com/>

GÉRARD KLECZEWSKI

CE MONDE QUI NOUS DÉÇOIT

Le *Monde*. C'est une belle idée sur le papier. Ce fut et c'est encore pour certains le quotidien français de gauche de référence, certes fondé par Hubert Beuve-Mery, qui a commencé comme Mitterrand à l'extrême-droite et n'a été résistant que sur le tard.

C'est celui dont on attend le sérieux, l'analyse, la réflexion et l'enquête, la mise en œuvre des techniques qui ont fondé le journalisme et en ont fait un contre-pouvoir nécessaire à la démocratie.

A commencer par des sources sérieuses, sûres et concordantes, des enquêtes de terrain solides qui s'approchent au plus près de la réalité des faits, qui s'éloignent au plus possible des propagandes et des fake news qui pullulent par ailleurs, notamment sur les réseaux sociaux...

Mais comment faire confiance et croire dans les informations du *Monde*, dans ses reportages sur la France qui souffre et les Français qui doutent ou sont en colère, sur l'Ukraine confrontée à l'Ogre Russe, sur les pannes et les errements de l'économie de marché, en parallèle d'une planète et son climat qui ne tournent plus très rond, si nous constatons à ce point la désinformation permanente, la distorsion quasi-pathologique du réel, qui s'exercent dans ses colonnes au sujet du (trop) vieux conflit, dont on ne voit pas l'issue, entre Israéliens et Palestiniens ?

Dans une presse quotidienne française où l'idéologie (de gauche comme de droite), depuis un demi-siècle, l'a toujours emporté par KO sur le sérieux de l'enquête et la recherche d'objectivité, on peut espérer à minima du phare des quotidiens de gauche qu'il soit le meilleur d'entre eux, ou si l'on veut le moins pire.

Car il y a longtemps qu'on ne se fait pas d'illusions sur *L'Humanité*, à peine plus sur *Libération* ou *La Croix*... À fortiori sur *Le Monde Diplomatique*, fondé aussi par Beuve-Mery, et dont la ligne éditoriale a toujours été farouchement pro-palestinienne et antisioniste, ce qui est un grossier pléonasm.

Mais *Le Monde*... C'est sérieux *Le Monde*, ça n'est pas un média

putaclic, un fanzine à 2 sous... Pour un journaliste, entrer au *Monde* c'est le graal, le valhalla de l'étudiant du CFPJ ou de l'IPJ, l'horizon inatteignable du pigiste sans réseau d'influence... Bref, c'est censé être le sommet de l'Olympe du journalisme à la Française !

Las, le constat de beaucoup, dont je suis, est que, pour ce qui se passe à 4 000 km, de l'autre côté de la méditerranée, nous sommes très loin du compte. On est souvent «à côté de la plaque», comme on dit vulgairement.

Il n'est pas de semaine où l'on ne bondit pas en lisant tel article ou tel reportage prétendant décrire ce qui s'y passe...

Au quotidien de la rue des Italiens, qui n'est plus rue des Italiens, on semble ne même plus chercher à donner l'illusion du sérieux de l'enquête ou de la quête d'objectivité dont je parlais. On est partisan et on l'assume. On envoie des reporters déjà de parti pris avant même d'avoir décollé de Paris. On reprend in extenso, et sans vérification, des dépêches d'agences depuis longtemps en conflit ouvert avec les autorités israéliennes et en complicité avec les agences «locales» dignes de la Pravda de la grande époque... On cite et l'on reprend allègrement les dépêches d'une Agence France Presse ayant clairement «choisi son camp» (avec la bénédiction ou l'accord tacite depuis des lustres du Quai d'Orsay).

Alors on légende, on titre et on «chapôte» à sens unique. On maintient le même storytelling qui prévaut depuis au moins 1967. Un storytelling manichéen à outrance dont les Israéliens sont systématiquement et évidemment les gros méchants brutaux et sanguinaires, et les gentils Palestiniens de doux agneaux opprimés et asservis, victimes d'un apartheid sans nom (c'est l'Amnesty International de Mme Callamar qui l'affirme, pourquoi en douter ?). De pauvres hères abandonnés par la communauté internationale, incapable de faire respecter des kilomètres de résolutions de l'ONU depuis au moins 1979.

Des sans culotte s'opposant sur leurs terres, avec des cailloux ou au mieux des armes blanches, au joug «des Juifs», des colons confisateurs et persécuteurs, eux dotés d'armes de

pointe, qui feraient passer les oppresseurs que nous fûmes en Algérie pour de doux amateurs. Un syndicaliste moustachu n'a-t-il pas récemment slalomé entre les snipers de Tsahal, qui l'ont raté - c'est dire s'ils sont nuls !-?

Mais se plaindre auprès du *Monde* de ce traitement univoque et simplificateur d'une situation des plus complexes et des plus douloureuses (des deux côtés) paraît aussi peu utile et efficace que demander à Twitter de retirer des tweets racistes, xénophobes, homophobes ou antisémites. Cela semble mission impossible !

Car d'où parlons-nous, camarades, comme on disait en 68 ? De notre inconfortable position de Juifs Français, ou plutôt de Français Juifs, qui pour la plupart sommes allés plus d'une fois en Israël et y allons encore, y avons de la famille : Nous y voyons ce que *Le Monde* ne voit pas, et inversement.

Parce que nous sommes qui nous sommes, notre crédibilité et notre légitimité pour nous plaindre, ou simplement nous étonner, du travail journalistique réalisé par le quotidien dont les propriétaires actuels s'appellent Xavier Niel, Madison Cox, Matthieu Pigasse, Daniel Kretinsky (qui a aussi renfloué *Libé*) et le groupe Prisa, sont jugés nulles, aveuglés que nous serions par notre sionisme sans nuances, réel ou supposé.

Nous voilà sommés de nous taire, de laisser faire «ceux qui savent».

C'est bien mal nous connaître !

© **Gérard Kleczewski, journaliste**

POUR QUI SONNENT LES MÉDIAS

Dans certains mouvements de jeunesse, il y a bien longtemps, nous étions tenus, de lire le journal *Le Monde*, qui n'était pas encore de « *Référence* », pour le décliner religieusement, à tour de rôle, devant les camarades en réunions.

C'était encore *Le Monde* de Messieurs Beuve-Méry et Fontaine, où Eric Rouleau offrait ses analyses déjà tendancieuses sur le Proche Orient.

Pour avoir idée des points de vue adverses, il suffisait de parcourir *L'Aurore* de Lazurick et pour noyer l'info, *L'Humanité*.

A la radio, Geneviève Tabouis, dans une langue inoubliable, analysait les faits de l'actualité souterraine : « *Attendez-vous à savoir, à ce sujet, j'ai appris !* »

A la télévision, les quatre Pierre nous arrimaient aux *Cinq colonnes à la Une*. Débats ouverts sans concession ni alignement de la pensée.

L'Aurore de Zola a disparu. *Le Monde*, jouet de quelques idéologues actifs, n'est plus que « *journal de référence* », mais référence à qui ? à quoi ?

Aujourd'hui la société s'est faite contentieuse, consumériste. L'information n'est rien d'autre qu'un produit de consommation, à vendre.

La communication n'est plus gérée par la déontologie, mais par l'orientation de l'audience. L'Opinion publique fait le produit ! Frapper l'imaginaire collectif, opposer les absolus ; stricte distribution de rôles ; le coupable toujours monstrueux, la victime toujours innocente. Communiquer s'appelle aujourd'hui « faire le buzz » : « *Dès qu'il y a un truc qui buzz un peu, on se jette dessus. Un journaliste dit (...) un autre se dit la même chose, un troisième se dit... On subit la pression de nos rédactions, on sait ce qu'ils veulent : Vendre. Pour vendre de l'événement, il faut que les journalistes abdiquent deux choses : la mémoire et la politique.* ». Laurent Binet dans *Marianne*. 2012-10

Dans le cas de la relation des médias au problème du Proche-Orient, les déviations sont décuplées par le spectacle permanent d'un territoire plus petit que la Bretagne où la sécurité et la liberté d'expression sont absolues pour les journalistes.

Pour mieux cerner ce processus, décryptons en quelques exemples la longue route programmée par les médias de la dégradation de l'image d'Israël à sa délégitimation.

France 2 (Al Dur 'ha 30/09/2000) à la télévision, un simple spot de deux minutes, offert gratuitement aux médias de la terre entière, assimile définitivement l'armée d'Israël à une déferlante de spadassins assassins d'enfants. Cela suffit à déclencher horreur et massacres à travers la planète. Faisant de Daniel Pearl la première victime, et de Mohamed Merah le premier vengeur.

Dans *Mediapart*, pour Stéphane Hessel, auteur d'une « colère » (12/10/2010), Pierre-André Taguieff est « [...]quelqu'un de très, disons, juif israélien, profondément sioniste ». Affirmation voulant dévaloriser par ces trois adjectifs connotés et méprisants toute analyse de Taguieff qui n'est bien entendu pas israélien et, même, pas juif du tout !

Sur *France inter*, Daniel Mermet, après avoir des années durant (1990-2014), quotidiennement étrillé Israël, est enfin allé voir ailleurs, « *là-bas, si j'y suis* »

Pour *France 2* l'émission *Un œil* (borgne) sur la planète (04/10/2011) se porte sur un État en marche : « *L'ONU l'avait prévu à la création de l'Etat d'Israël en 1947, mais le partage n'a pas eu lieu, et chacun porte une responsabilité dans cet échec.[...] Cinq millions de palestiniens attendent de rentrer chez eux en Palestine* », faisant fi **de l'affirmation du Président Clinton « Donner une âme au XXIe siècle », Le Monde du 15.01.02 : « Il nous faut dire aux musulmans en colère une chose qu'apparemment ils ignorent : en décembre 2000, les Etats-Unis ont proposé un accord qui, dans les termes les plus définitifs, instaurait un Etat palestinien (Cisjordanie et Gaza) et garantissait la protection des intérêts palestiniens et musulmans à Jérusalem et sur le mont du Temple. Israël avait accepté ce plan, mais l'OLP a dit non. »**

Pour RMC (08/2013) Jean-Jacques Bourdin déclarait, à une heure de grande écoute, que l'intégration des Ethiopiens s'était faite en Israël en stérilisant leurs femmes. A l'auditeur qui protesta il affirma : « *Je regardais sur le site de l'Humanité.fr, effectivement il y a des témoignages* ». Silence radio quand les preuves absolues de l'énormité de ce mensonge sont apportées au media.

Dans *L'Express* de Christophe Barbier (n°3292 6/08/2014 Guerre de Gaza), on lit : « *Si la communauté juive de France écoute sa peur, elle ne fera que de mauvais choix* » ; ces mêmes juifs post Merah, qualifiés par lui de « *nouveaux Baal-Zebub* ». Le ridicule ne tue plus dans les circuits informatifs français, dès qu'il s'agit d'Israël ou des Juifs. D'année en année le délire haineux progresse et la parole médiatique se libère.

Pour *Télérama* (n°3455 du 30/03/2016) les experts des medias parlent « à tort et à travers » (sic). Frédéric Encel est un « *agent d'influence déguisé en professeur* ». Trois lignes plus loin, Jean Pierre Filiu est quant à lui présenté comme professeur recommandable à Science Po, taisant qu'il est le parolier virulent et engagé du groupe de rappers Zebda sur Gaza.

L'AFP, pour ses incontournables dépêches idéologiques, mondialisées et vendues à l'encan, a gagné en reconnaissance de son admirable militantisme pro palestinien un surnom la redéfinissant dans ses obsessions antisionistes.

Le langage des médias s'est idéologisé. Loin de toute analyse des faits, c'est un récit qui sollicite les sentiments passionnels : compassion, humanisme, révolte devant l'injustice déclamée comme telle, au choix du client. Faire pleurer, c'est l'assurance d'adhésion à la cause.

A la radio, de simples citoyens, devenus chroniqueurs sans la moindre formation, ont la parole en continu, pour déverser leur vision du monde sans le moindre discernement. Intelligence, vocabulaire et esprit critique nous ont définitivement quittés. Israël fait le buzz au quotidien dans tous les médias comme dans la rue. Divaguer sur Israël amplifie les audimats, maintient la haine.

Les permanentes déviations de langage une fois signalées sont présentées comme de purs accidents alors que ces déconstructions du réel sont d'authentiques et perverses reconstructions élaborées et idéologisées de la réalité des faits. Elles sont érigées en habiles systèmes manipulateurs :

Falsifications par déviation sémantique : le terroriste est « *activiste* » voire résistant, les voyous terrorisant la banlieue sont « *les jeunes* » mais l'enfant israélien est un colon dès l'âge du biberon ; les coups de couteaux sont « *schizophrènes* », quand ils massacrent du Juif.

Falsification de l'évènement dont la spécificité revient aux médias comme aux instances internationales ONU, Amnesty, Human right et j'en passe.

Publicité, marchés, audimat et mondialisation sont désormais les mamelles des médias à travers le filtre imposé de la bien-

pensance islamo-gauche-racialiste -woke

Pour conclure et mieux comprendre les ruses de l'industrie de la désinformation médiatique, il suffit de suivre ces quelques conseils : pour assurer le succès d'une manipulation médiatique il vaut mieux :

Avancer masqué. Manipuler les faits et les images. Noyer la propagande au milieu d'articles anodins. Cacher ses erreurs. Echapper aux poursuites.

Ces conseils sont d'autant plus « autorisés » qu'ils nous viennent ... du journal *Le Monde*¹ !!!!

A bon entendeur, salut !

© **Josiane Sberro**

Chef d'établissement de l'Éducation Nationale à la retraite, de formation philosophique, Josiane Sberro est Responsable communautaire en Val d'Oise, Présidente d'un groupe autonome judéo-chrétien en Vallée de Montmorency, membre actif de «France Israël». Conférencière à travers la France, elle dispense des interventions sur «judaïsme et laïcité» en établissements scolaires.

¹ Adrien Sénécat. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/16/les-mille-et-une-ruses-de-l-industrie-de-la-desinformation_5095635_4355770.html Enquête sur des méthodes employées par des sites trompeurs pour diffuser de fausses informations sans se faire prendre. *Le Monde*. 16 mars 2017. <https://assets-decodeurs.lemonde.fr/assets-legacy/Decodex-notre-kit-pour-denicher-les-fausses-informations.pdf>



CONCLUSION

**FIN EFFROY-
ABLE
OU EFFROI
SANS FIN**

ISRAËL, LE MONDE ET LA GAUCHE : OÙ EST LE PROBLÈME ?

Le meilleur des Mondes

Par une étonnante ruse de l'histoire le statut du mot « juif » a muté, mais demeure de manière insubmersible à la surface de toutes les tempêtes de l'histoire moderne. Tour à tour coupable idéal, bouc émissaire, expulsé, déporté, relégué, dispersé, exterminé, gazé, objet de fascination autant que de répulsion, voilà qu'il surnage et survit dans une étonnante reconstruction. Sa surprenante vitalité interroge et dérange mais au lieu de servir de questionnement, au lieu de s'interroger sur cette histoire, ce et ceux qui l'entourent cherchent à le disqualifier en reproduisant à son égard tous les arguments qui avaient déjà servi pour son exclusion. « Mais que vous a donc fait Israël ? » questionnait Marceline Loridan dans *Le Monde* du 10 juin 2010 à propos de la « flotille turque pour la paix ». Cette femme savait très bien de quoi elle parlait. Cette ancienne déportée à Auschwitz posait les questions que le dossier qui suit tente de poser une nouvelle fois. L'exceptionnelle force de ce texte dit l'essentiel. Nous le republions intégralement.

« Mais, que vous a fait Israël ? »

« Quel est ce chœur unanime de condamnations contre Israël ? Quel est cet ensemble vertueux qui désigne Israël comme le coupable absolu ? Quel est ce tribunal planétaire où pas une voix ne manque pour désigner à la vindicte publique le responsable de tous les maux de la planète ? Il y aura même eu un imam iranien pour affirmer que l'éruption du volcan islandais était la punition divine des crimes du « régime sioniste ». De Dominique de Villepin à Noam Chomsky, tous se sont précipités dans les télévisions pour dénoncer « l'incroyable crime » commis par les soldats israéliens ! Trop de bonne conscience tue la conscience. Trop, c'est trop ! Qu'est-ce que nous dit cet accablement ? Qu'il y aurait un État de trop sur la terre ? Non, bien sûr ! Israël possède de nombreux amis qui lui écrivent des lettres d'amour, pleines de conseils en forme d'épithète. Il y a même une célèbre journaliste américaine qui conseille aux Israéliens de rentrer « chez eux ». Chez eux ? En

Pologne, en Russie, en Algérie ! Pourquoi pas à Auschwitz tant qu'on y est ! Tant de sollicitude touche la vieille dame juive que je suis. Je crois que tous les Israéliens doivent être contents du constant intérêt qu'on leur témoigne et tous les juifs sont heureux de cette empathie sans cesse renouvelée. J'avais fait, il y a longtemps, le choix de la pensée universelle. Bien que je fusse déportée parce que j'étais juive, j'ai cru que l'humanité, l'idée d'humanité, était plus forte que la charge des origines. Près de soixante ans plus tard, dois-je faire le constat de mon erreur ? Dois-je constater qu'être juif vous désigne jusqu'à la fin des temps comme le coupable des nations ?

De quoi Israël est-il coupable ? Même si la politique de son gouvernement est critiquable, est-ce de cela dont il est question ? Est-ce vraiment parce que cette opération militaire a été conduite et s'est mal terminée qu'il faille désigner ces soldats israéliens comme d'horribles assassins face à des agneaux turcs ? Pourquoi une telle mauvaise foi planétaire ? Pourquoi cette bonne conscience européenne à vil prix ? Pourquoi est-ce de l'Europe que fusent les critiques les plus virulentes ? De quelle morale cette Europe peut-elle se prévaloir ? Quelles bonnes grâces veut-elle s'attirer ?

Et puis il y a la gauche, ma famille politique ! Qu'est-ce que c'est que ces alliances, ces rencontres avec ces fanatiques qui crient « Israël partira, Palestine vaincra ! » Quels sont ces supposés trotskystes qui font cortège commun avec ceux qui font la prière en pleine rue ! La gauche a-t-elle perdu la tête ? Croit-elle vraiment que le Hamas va émanciper les classes laborieuses comme on disait jadis ? Croit-elle vraiment que l'islamisme défend la liberté de conscience ? Croit-elle vraiment que dans les banlieues la haine des juifs fait partie des contradictions admissibles au sein du peuple ? Il y a de la folie dans le moment présent. Il y a une haine qui ne dit rien de bon, qui n'annonce rien de bon et je crains que la tolérance planétaire à l'égard de ce président iranien ne ressemble à l'accueil tolérant qui fut fait à Goebbels à la SDN en 1938. Combien de temps reste-t-il avant d'autres horreurs programmées ? Des larmes compassionnelles, les juifs et les Israéliens n'ont que

faire. C'est pour cette raison qu'ils ont créé Israël. Est-ce cela qui vous dérange tant ? »

Marceline Loridan-Ivens. Numéro tatoué sur le bras gauche à Auschwitz-Birkenau : 78750

D'où je parle...

Je lis *le Monde* tous les jours depuis plus de cinquante ans. Cette addiction doit relever d'une tradition de famille. En Algérie mon père lisait *Le Monde*, avec *Oran républicain* qui était plus à gauche que *l'Écho d'Alger* dont le directeur, Alain de Sérigny, avait été un notoire partisan de Vichy. Dans l'Algérie française le sens des nuances n'était pas de mise en milieu pied-noir et l'antisémitisme faisait partie des mentalités les plus fréquemment partagées. Quand l'affaire des barricades en janvier 60 fit couler du sang de gendarmes français, je me souviens de Pierre Laffont, directeur de *L'Écho d'Oran*, venu parler à la foule rassemblée au « forum » oranais de la Place des Victoires. Il osa faire cette remarque incitative : « *Il faudrait que nous réfléchissions à ce que nous voulons !* » et après un très bref moment de stupeur, Laffont se fit huer et traiter de pédé... Il n'était pas question de réfléchir. Les cinq notes du *Al-gérie française* se substituaient à tout questionnement. J'avais quinze ans et je comprenais mal les réticences de mon père devant l'exaltation patriotique des pieds-noirs. Pour ce Juif libéral, le gaullisme de fraîche date du 13 mai 58 était une farce tant les Français d'Algérie avaient trouvé dans les mesures antijuives de Vichy un certain plaisir. Les minutes du procès Dreyfus occupaient un pan de mur dans le salon de notre appartement et les mots du racisme anti arabe ne franchissaient pas le seuil de notre maison. Au lycée Lamoricière à Oran, nous avons été élevés, mon frère et moi, sous les auspices de l'excellence républicaine. Dans cette ville à majorité européenne, toute une hiérarchie de racismes organisait la société : le Français méprisait l'Espagnol ou l'Italien qui méprisaient le Juif et le Juif souvent méprisait l'Arabe. Chaque tribu était à sa place dans une sorte de patchwork compatible où personne ne pensait à l'avenir. Une sorte d'insouciance faisait de la Méditerranée un horizon suffisant pour vivre heureux et quand on rentrait le soir de la plage, à Mers el Kebir, dans un virage qui dominait la mer illuminée par les rayons de la lune, mon cousin posait cette rituelle question : « *De quoi a-t-on besoin de plus ?* » Pour moi, il exprimait une vérité existentielle. J'étais bien, chez moi, dans mon pays. Jamais je n'avais imaginé devoir un jour le quitter parce que j'y serais devenu étranger.

La folie sanglante ne va pas tarder à se substituer à l'illusion d'une Algérie française en paix. En 1962, l'horreur va s'imposer dans la rue. Tous les jours dans le journal, une page entière était consacrée à la liste des attentats commis la veille. Les listes des morts s'empilaient et je fus le témoin en rentrant du lycée, de l'assassinat devant moi, d'un homme qui venait d'acheter *Le Monde*. Sur son corps fut déposé une feuille de papier où il était écrit « *Traître à l'Algérie française* ». L'adolescent que j'étais n'a pas oublié cette scène horrible. Le chaos l'emportait sur la raison. Je ne découvris que bien plus tard les textes d'Albert Camus, Germaine Tillon, Emmanuel Robles ou Mouloud Ferraoun, c'est-à-dire ceux qui avaient eu l'audace d'imaginer autre chose que l'immense malheur qui advint. Il

n'y a pas eu en Algérie de Gandhi, de Nelson Mandela ni de Frederik de Klerk capables d'imposer une autre issue à cette tragédie. Soixante-dix ans plus tard ses effets ne sont toujours pas dissipés mais il me reste cette fidélité de lecture pour ce journal que mon père lisait et qui m'incitait à réfléchir. Un inconnu y avait perdu la vie.

La guerre d'Algérie raconte l'histoire d'un immense gâchis. J'ai lu il y a quelques années la réédition d'un livre de Pierre Nora sur *Les Français d'Algérie*. Jeune professeur d'histoire nommé au lycée Lamoricière à Oran, celui-ci y faisait une description caricaturale de ce peuple bigarré, mélangé, âpre, violent et souvent raciste mais son regard avait la froideur de la thèse universitaire. L'analyse de classe y était dépourvue de toute empathie pour ce peuple hâbleur, méditerranéen dans l'âme où parler pour ne rien dire est un art vivant digne de Pagnol. Tant et si bien qu'un autre bel esprit, Jacques Derrida, vint rabrouer l'arrogance de l'agrégé, celle de celui qui croit avoir tout compris et Derrida écrit à Nora pour lui dire, avec finesse et parfois avec tendresse, qu'il est passé à côté de l'essentiel, que les choses ne se résument pas aussi simplement à une lutte entre riches et pauvres, qu'il y a des contradictions à l'intérieur de chaque camp et que dans les cultures méditerranéennes l'affect joue autant que les rapports de classe. Avec élégance et une grande honnêteté intellectuelle Pierre Nora a publié cette lettre de Derrida accompagnée d'une postface où il admet que cette première écriture méritait plus de nuances, qu'elle aurait gagné à être corrigée pour y introduire cet élément subliminal, inscrit dans l'amour que les pieds-noirs portaient aussi à cette terre. Le nuancé Nora tancé par le théoricien de la déconstruction, voilà qui ne manquait pas à l'époque d'une certaine saveur ! Ces commentaires sur ce livre et cette histoire privée font aussi partie de ce qui va suivre ? C'est dans *Le Monde des livres* que j'ai lu cette recension et ce débat de Nora avec lui-même m'a fait plaisir.

C'est bien tout ce qui fait défaut au *Monde* d'aujourd'hui.

Je tenais à dire ma nostalgie du monde d'hier...

Pourquoi je parle

Soixante-dix ans plus tard, cette béquille intellectuelle m'a trahi. Elle me heurte. Elle ne dit pas ce que je vois. Elle ne dit pas ce que j'ai vu. Elle me raconte d'autres histoires que j'estime fausses, mensongères en particulier à propos d'un pays qui m'est cher et à propos duquel ce que rapporte ce journal m'apparaît profondément erroné, mensonger, sans nuance. **L'hostilité du Monde à Israël m'apparaît être un principe qui fonde l'écriture de ses correspondants. Ce journal n'informe plus, il prêche.** L'idéologie a pris le pas sur l'information car non seulement le travestissement des faits y est patent, bien pire le mensonge par omission permet d'orienter l'appréciation que peut se faire le lecteur des faits supposés être rapportés. Présenter le conflit entre Israël et les Palestiniens à travers le prisme de la guerre d'Algérie, c'est vouloir ne rien comprendre à ce qu'est Israël, à ses fondements, à ses cauchemars autant qu'à ses rêves. Aujourd'hui la bonne conscience semble être le souci majeur de ceux et celles qui **écrivent** dans le « quotidien de référence ». Être dans le camp du Bien, écrire pour indi-

quer quelle est la noble cause et quelle est la mauvaise paraît caractériser ce journalisme militant. On est très loin d'Albert Londres, de Josef Kessel ou de Pierre Vianson-Ponté.

Ce cheminement a une histoire. Essayons d'en tirer le fil.

J'ai commencé à me méfier de la lecture du *Monde* quand Jean Lacouture commença à y rapporter les mérites des Khmers rouges libérateurs de Cambodge puis quand la guerre libano-libanaise commença (1975) à faire couler le sang, il était question dans les articles du *Monde* décrivant ce conflit, pour en désigner les protagonistes, des « *palestino progressistes* » affrontant des « chrétiens conservateurs » alliés entre autres des syriens dirigés par Hafez el Assad. Dans le camp du Bien, le progressisme possédait des vertus incontestables héritées de la guerre d'Algérie. Personne ne prit soin de mettre en cause les massacres progressistes des chrétiens libanais à Damour, ni l'assassinat de Elie Hallak, médecin juif libanais surnommé le médecin des pauvres à Beyrouth, assassiné parce que juif ET libanais.

Les massacres progressistes du FLN en Algérie, ni l'aide apportée par l'ancien nazi suisse François Genoud à l'Algérie nouvelle, pas plus que la présence d'anciens nazis arabes dans ses cadres, ni que Mohamed Saïd, responsable du massacre de Mélouza, ait fait ses classes dans la Wehrmacht avant de devenir ministre de Ben Bella, rien de tout cela ne sera rapporté dans l'histoire officielle de l'Algérie. Il a fallu plus de cinquante ans pour que le massacre au faciès des européens à Oran le 5 juillet 1962 soit rappelé par un président de la République. Ce que Boualem Sansal va raconter dans son roman *Le village de l'allemand* refusait d'être connu à la fin des années 60.

En contre point, sait-on dans le camp du Bien, celui de la gauche décoloniale, que l'arrière-petit-fils de l'Emir Abel Kader, Razak Abdelkader, est enterré en Israël au kibboutz Affikim, proche de Tibériade et que ce communiste avait trouvé dans le kibboutz l'incarnation de son idéal politique ? Qui connaît, à gauche, l'histoire de cet algérien, farouche opposant aux Frères musulmans et à Amin el Husseini, partisan d'Hitler ? Qui au *Monde*, à *Télérama*, à *Libération*, à *Médiapart*, aux *Inrocks* a rappelé son extraordinaire itinéraire ?

Le pré-pensé idéologique semble être devenu la qualité dominante dans le conformisme médiatique actuel. Pour *le Monde*, aujourd'hui, Israël se situe dans le camp du Mal.

Histoire d'un glissement

Tant que le Juif était habillé d'un pyjama rayé, l'opinion n'avait pas de mal à le plaindre à défaut de l'aimer.

Jusqu'en 1967 Israël jouit dans l'opinion d'un regard favorable. On est admiratif pour le pays des rescapés, celui des survivants de l'holocauste (le mot shoah n'est pas encore entré dans le vocabulaire ordinaire) celui de ces soldats laboureurs qui fertilisent le désert dans le frugal idéal des kibboutz. Le procès Eichmann (1961) a rappelé au monde ce qui avait été occulté aux procès de Nuremberg, dire et décrire ce projet

d'extermination d'un peuple autant que sa mise en œuvre. Les récits des témoins, ceux des survivants de l'horreur, vont marquer durablement les esprits. Le seul rappel de cette histoire va conforter la légitimité de ce nouvel État. Né dans les cendres de sa destruction, voilà qu'Israël possède l'énergie de repousser ceux qui de nouveau voulaient le faire disparaître. Cette énergie, cette volonté de vivre, cet acharnement à défaire le mauvais sort de leur histoire, vont constituer le meilleur atout de sympathie pour l'Israël des débuts. Toute une aura d'héroïsme enveloppe l'image du jeune État.

Elle ne va pas durer.

La victoire israélienne de la guerre des six jours va faire basculer le statut symbolique d'Israël. Le petit pays qu'on disait faible est devenu vainqueur de trois pays arabes. Simultanément, la fin de la guerre d'Algérie a redistribué les cartes. Elle va transformer le regard autant que le statut des uns et des autres. S'agissait-il d'un hommage paradoxal ou de mots innocemment réprobateurs pour les Juifs de la part de De Gaulle, « *Peuple d'élite sûr de lui-même et dominateur* » ? Déjà ce qui sera nommé au Quai d'Orsay comme étant la « *politique arabe de la France* » énonce ses préférences. Le temps du « *Israël, notre ami, notre allié* » est bien fini. Pour autant le statut symbolique du signifiant « *arabe* » ne s'en trouve pas particulièrement favorisé... La crise pétrolière née de la guerre de kippour (1973) va accélérer le mouvement de bascule. En France on n'a pas de pétrole mais avec Raymond Barre à la manœuvre on va avoir des mots à défaut d'avoir des idées.

Le passé et le passif de la guerre d'Algérie ne font pas encore partie des handicaps culpabilisateurs de la France. Certes la grille de lecture de cette histoire n'est pas à l'honneur de la France. La bataille d'Alger, l'usage de la torture ne donne pas au général Massu des lettres de noblesse mais personne hormis Albert Camus ou Germaine Tillon ne vient interroger les qualités progressistes des bombes posées par le FLN au Milk bar ou rue Michelet à Alger. Personne à gauche ne s'indigne du sort fait aux harkis et personne ne plaint celui des Pieds-Noirs. Malheur aux vaincus, ils étaient dans le mauvais camp sinon dans celui du Mal. Sartre avait prononcé son jugement définitif dans la préface aux « *Damnés de la terre* » de Franz Fanon. Le colon doit être tué et la lutte pour l'indépendance menée par le FLN s'inscrit dans les catégories morales et politiques du progressisme. C'est l'âge d'or des mots en « *isme* » et JP Sartre, le Résistant du dernier quart d'heure, rattrape son retard grâce à son soutien aux « *porteurs de valises* » autant que par son caricatural engagement gauchiste.

Dans les mythologies de gauche, la guerre d'Algérie va progressivement prendre le relais symbolique et sémantique de la Résistance. Dès mai 68 le gauchisme créatif de l'École des Beaux-Arts ne va pas hésiter à sortir une affiche présentant Hitler affublé du masque de De Gaulle. Cette ignominie artistique ne va déclencher aucune indignation. Le basculement dans le gauchisme au milieu des années 70 permet à la génération d'après-guerre d'arrimer son imaginaire dans une Résistance par procuration autant qu'à éponger à peu de frais la culpabilité héritée de Vichy. Ce retour d'après-guerre est au cœur des passions politiques de l'époque. La dénazification en

Allemagne ou l'épuration en France n'ont pas soldé tous les comptes.

La mythologie gaullienne d'une France entièrement résistante ne résiste pas aux assauts d'une critique qui n'a ni chagrin ni pitié pour la France de Vichy. Un résistancialisme de pacotille fait les beaux jours de ceux qui aiment se payer de mots. La Gauche prolétarienne titre *La Cause du peuple* d'un « Geismar-Arafat résistance » pour glorifier la Nouvelle Résistance Populaire... On frôle le basculement dans le terrorisme mais l'attentat contre l'équipe israélienne aux jeux olympiques de Munich en 1972 va ouvrir et déciller les yeux et les exaltations. La GP s'auto dissout laissant sur le carreau nombre de ceux qui avaient cru à l'avenir radieux version Mao... Chacun rentre chez soi et va s'allonger chez son psychanalyste pour raconter « ce qui l'interpelle, quelque part ... » Les « masses » pèsent désormais moins lourd que le « moi-je »

Ce croisement des **deux dettes mémorielles, celle de Vichy et celle de la guerre d'Algérie, constitue le socle des passions françaises des années 70**. Ces deux récits vont sans cesse croiser leurs zones d'ombre. C'est autour d'elles que la concurrence des mémoires va s'installer à la fois pour le meilleur travail des historiens ou au contraire pour son pire usage idéologique. Le sort des Juifs sous la Collaboration n'occupe pas encore cette place centrale, mais le succès du *Dernier des Justes* d'André Schwarz-Bart, Prix Goncourt 1959, annonce cet engouement à venir. Pour le public, le récit de la mort des Juifs inscrit celle-ci dans une sorte de normalité. Ils ont la sympathie du monde dès lors qu'ils sont à plaindre et quand le Méchant porte l'uniforme SS, jamais quand ils combattent pour leur survie. Le mur des lamentations installe une succursale chez les éditeurs de la rive gauche. Tout ce qui touche à cet objet pas encore nommé shoah fait recette. Il faudra attendre 1985 et la sortie du film de Claude Lanzmann pour que le nom commun shoah s'installe dans les consciences. L'étonnant succès des *Bienveillantes* de Jonathan Littell (prix Goncourt 2006) témoigne de cet intérêt trouble pour les représentations du Mal autant que pour ses victimes. Qu'est ce que le public a savouré dans cette œuvre indigeste ?

Dans le même temps, plus tôt, en Allemagne, la rédemption des crimes nazis prend d'autres chemins que la recherche mémorielle. La génération d'après choisit la violence pour éradiquer les crimes de ses pères. La République fédérale allemande est dénoncée par Baader et ses compagnons comme le masque d'un nazisme réaménagé. Dans une dialectique délirante le gauchisme allemand va reconduire les gestes des bourreaux nazis pour combattre ceux qu'ils estiment en être les héritiers. En détournant vers l'Ouganda, pour le compte du FPLP, un avion d'Air France chargé de passagers israéliens et français, deux gauchistes allemands accompagnés de palestiniens vont, l'été 1976, trier leurs otages, séparant ceux qui sont israéliens de ceux qui ne le sont pas. Les autres passagers seront libérés. Cette sélection en rappelle une autre, mais à l'époque seul Joshka Fischer, gauchiste allemand, sera révolté par ce geste et par ce qu'il représente symboliquement. Un dissident du groupe Baader, Hans Joachim Klein, rappellera dans le récit de sa propre dérive, via le livre « *la mort mercenaire* » (Seuil éditeur), ce que ce tri va susciter chez lui :

« **il y eut la rampe d'Entebbe, comme il y eut la rampe d'Auschwitz** » L'intervention audacieuse d'un commando israélien pour libérer les otages va stupéfier le monde, mais elle n'aura pas les faveurs de tous.

Valéry Giscard d'Estaing ne dira pas merci à Israël d'avoir libéré un avion français, ses passagers français et son équipage français. Serge July, directeur de *Libération*, publiera en Une de *Libération* le 5 juillet 1976 : « *Championnat du terrorisme, Israël en tête* ». La mesquinerie prétentieuse de l'un confortée par la stupidité politique de l'autre restera comme une belle illustration d'une certaine infamie française.

Jean Genet ne sera pas en reste. Dans un texte publié par *le Monde* en septembre 1977, distinguant la belle et légitime violence de Baader contre la laideur du gouvernement allemand, Genet écrit les mots suivants : « *Jamais dans ce que nous connaissons d'eux, les membres de la « RAF » ne laissent leur violence devenir brutalité pure, car ils savent qu'ils seraient immédiatement métamorphosés en cet ennemi qu'ils combattent* ». Pour cet admirateur d'Hitler, de la beauté des SS, de celle des feddayin « *si jeunes, si beaux* », la distinction qui précède n'est qu'une apparence. Les gauchistes allemands présents à Entebbe, par l'ignominie de leur geste, se sont bien « *métamorphosés en cet ennemi qu'ils combattent* ».

En 1978 sur une pleine page *le Monde* publia deux points de vue sur la « question des chambres à gaz ». Deux textes s'opposaient, présentant, dans le non-dit de cette présentation, des « opinions » radicalement différentes : Georges Wellers, premier historien de l'histoire de la déportation des Juifs sous la Collaboration, y soutenait que l'existence des chambres à gaz relevait de la vérité historique et qu'elle ne pouvait relever d'une quelconque « opinion », et Robert Faurisson affirmait que les chambres à gaz n'avaient jamais existé. Plus tard (1980) sur Europe 1 ce même homme renchérisait en affirmant que cela relevait d'une « *escroquerie politico financière* » dont le « *bénéficiaire était l'État d'Israël et le sionisme international* ». L'effet « *Il est interdit d'interdire* » avait fait son œuvre, drainant dans son sillage la mise à bas de toutes les vérités factuelles. Les idiots utiles du négationnisme se mirent au travail et Noam Chomsky, illustre linguiste, figure de proue de la gauche radicale américaine, ne fut pas en reste, au nom de la liberté d'opinion, pour accueillir celle de Faurisson.

Les modes intellectuelles ont parfois des effets inattendus. La déconstruction des systèmes et des catégories de pensée ne va pas que tenter de renverser la table philosophique, elle va aussi favoriser un renversement symbolique des termes de l'histoire. Israël va en faire progressivement les frais. La guerre du Liban (été 1982) offre une occasion inespérée pour une redistribution des rôles. « **Les palestiniens dans Beyrouth comme les Juifs dans le ghetto de Varsovie** », titre *Témoignage chrétien*. Sans avoir à les nommer, le lecteur devine qui sont les SS de l'été 1982. Dans une sorte de bouffée délirante collective les media jubilent de pouvoir enfin réattribuer aux Juifs/israéliens la culpabilité que ces mêmes Juifs avaient tant cherché à imposer. Ce renversement ne s'est pas fait en un jour de l'été 1982. Il est le résultat de tout un lent travail de sape mis en marche depuis mai 1968. Les figures héroïques ont changé

de style autant que de tenues. Les révolutionnaires ont successivement porté le turban des fellagha algériens, le chapeau pointu des bodoï vietnamiens, le poncho et la barbe de Castro et du Ché pour enfin s'envelopper dans le keffieh frangé à carreaux rouge et blanc.

Cette image nouvelle ou cette idée nouvelle qui cherche à imposer les Palestiniens comme étant les nouveaux Juifs victimes de nouveaux nazis incarnés par les Israéliens va faire son chemin. L'ONU a déjà voté en 1975 une résolution présentant le sionisme comme une forme de racisme. Bien qu'abrogée en 1991, cette résolution a fait le lit de tout ce qui va suivre comme diffamations écrites par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU dont l'apogée sera la production d'un antisémitisme sans fard au cours de la fameuse **Conférence de l'ONU sur le racisme, tenue à Durban l'été 2001, quelques jours avant l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center.**

Ces changements successifs de figure rédemptrice des crimes de l'impérialisme occidental fonctionnaient jusqu'alors dans l'ordre d'une opposition binaire Est contre Ouest, Sud contre Nord. Avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique, rien ne va plus. Un autre ordre s'installe confusément sans que l'on comprenne bien comment se redistribuent les nouvelles cartes. Il était bi polaire, voilà le monde devenu multipolaire. Le mouvement amorcé par la révolution islamique en Iran (1979) a fait émerger une puissance nouvelle, inédite, celle de l'islam comme force politique dans tous les pays de culture musulmane. Les révolutions anticolonialistes égyptienne, irakienne, algérienne, tunisienne, voient leurs idéologies d'obédience à la fois nationaliste ou marxiste balayées par cette nouvelle vague religieuse. Une nouvelle guerre civile éclate en Algérie opposant islamistes et pouvoir militaire. Elle va durer dix ans et fera plus de deux cent mille morts. Dans tout l'espace de l'islam c'est l'heure des brasiers dont les incendies vont brûler jusque dans les pays à forte présence arabo musulmane.

Un seul dénominateur commun les unit : la haine des Juifs, des mécréants et d'Israël. Ennemi fantasmagorique autant que réel, le sionisme, le complot sioniste, devient l'unique explication magique de tous les maux dont souffrent les arabes et les musulmans. Exclue de la modernité par ce garrot qu'elle a elle-même passé autour de son cou, la sphère de l'islam cherche dans une désespérante fuite en avant, accusant les autres d'être à la source de son malheur bien réel. Comment lutter contre cet auto-enfermement à la fois paranoïaque et schizophrène ? Nul ne le sait surtout quand c'est de l'intérieur du monde occidental que des voix viennent conforter cet enfermement. C'est en particulier dans *Le Monde* que ces idiots utiles, comme aurait dit Lénine, trouvent des tribunes accueillantes et des complices bienveillants.

La Pravda de la bonne conscience.

Pourquoi s'en prendre au *Monde* quand on interpelle la gauche ? Parce que *Le Monde* est emblématique de ces discours nourris de bonne conscience qui prennent plaisir à qualifier Israël de pratiques « d'apartheid ». De Jeremy Corbyn à

Hubert Védrine, du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en passant par la NUPES, c'est la main sur le cœur et l'âme pure qu'ils désignent le Mal. En focalisant son énergie contre ce seul État, la gauche de la gauche prétend identifier la dernière séquelle de l'héritage nazi. Le projet de résolution soumis au parlement dénonçant le « régime d'apartheid » dont Israël serait le dernier représentant mettait en avant la nature raciste de cet État. C'est la légitimité de cet État que les amis de Jeremy Corbyn ont pris pour cible. L'affrontement entre le Jihad islamique et Israël en juillet dernier a été soumis à ce même prisme de lecture. Un supposé mouvement de résistance à l'occupation aurait affronté un État colonisateur et raciste. Porte-parole autoproclamé de la pensée juste autant que de la bien-pensance, le journal *Le Monde* s'est acharné à présenter cette nouvelle séquence meurtrière comme la récurrence d'une constante idéologique : Israël serait le responsable de la mort d'enfants arabes parce que cette agression serait dans la logique de son projet.

Quelques exemples concrets de cette appropriation symbolique du camp du Bien s'expriment tous les jours dans les pages du « quotidien de référence ». Soyons précis et donnons à voir de près quelques éléments de langage.

L'édition du journal *Le Monde* daté de dimanche-lundi 2-3 octobre 2022 présente un florilège tel qu'on n'en avait pas lu depuis longtemps ainsi composé dans un même numéro. S'il est besoin d'en prendre conscience, cette collection de perles illustre parfaitement la dérive idéologique désormais bien affirmée de ce qui fut jadis un « journal de référence ».

Pour commencer, à la page 7, sous un titre dépourvu de toute ambiguïté : « *L'Europe paie, Israël détruit* », un article énonce la réalité des relations Europe-Israël. Le parti pris de Clothilde Mraffko y est énoncé exclusivement à charge contre Israël. L'Europe, pauvre gourde, est entre les mains (on ne sait pas si elles sont crochues) d'Israël. Israël tient l'Europe à sa botte.

On peut ainsi y lire comme ce qui coule de source : « *Cette relance du dialogue marque un alignement progressif de la politique européenne sur les positions de l'État hébreu et, partant, un désintérêt croissant pour le sort des Palestiniens* ». Et sur la même page, un autre papier signé de la « correspondante du journal » énumère les turpitudes d'Israël : crimes, crimes de guerre, perfidies, mensonges, engagements non respectés, trahisons, forfaits, expulsions, démolitions, traumatismes physiques et psychiques. N'y manquent que les ulcères et cors aux pieds provoqués à coup sûr par Israël chez les palestiniens, victimes éternelles d'un État « d'apartheid ».

En poursuivant la lecture page 15, Luc Leroux rend compte de la lutte contre « les trafiquants français » du « narcotraffic marseillais ». Mais sans le vouloir, il nous offre une incarnation réelle du film BAC nord : la Cité des Oliviers A est « tenu par Kamel Meziani », tandis que celui de la Cité des Lauriers l'est par une bande « d'origine comorienne » appelée « les Blacks » et l'assassinat du « caïd Farid Tir » est en voie d'élucidation. Les gros bonnets du trafic seraient installés « à Dubaï, où ils roulent en Rolls, au Maroc ou en Algérie, et ils sont riches ». Et

« les noms de certains barons marseillais (...) sont archiconnus : Hakim Berrebouh, alias « Marcassin », Karim Harrat, surnommé « Arafat », Mohamed Djeha dit « Mimo » ... Quelle est la morale de l'histoire ? Qu'est-ce que cet article n'ose pas dire ? Sinon que c'est le prix que la société paie pour avoir laissé s'installer une immigration massive et non maîtrisée où les voyous ont pris le pouvoir. Cette attitude de déni face aux méfaits engendrés par des mafias venues du Maghreb, installées à Anvers, Rotterdam ou Marseille, ne relève pas d'une prudence lexicale « non stigmatisante » mais de la politique de l'autruche, quand bien même elle s'autoqualifierait de progressiste.

Poursuivons la lecture. Sur une double page (32 et 33) les ultimes pensées d'Edgar Morin, à mi-chemin entre Guy des Cars et Guillaume Musso, nous livrent leurs sentences sur sa vie, son œuvre, sur l'amour à 100 ans; la bienveillance, la tolérance et le respect, sa « *compassion pour les Palestiniens* » évidemment, et ses attaques contre Israël : « *Le vainqueur méprise, viole, opprime. Le vaincu mérite la compassion parce qu'il est humilié. (...) En bref je suis du peuple maudit, pas du peuple élu* ». Les longs passages sur sa mère et les beautés du monde, les couchers de soleil, le chant du rossignol et celui des grillons, masquent mal cependant la banalité de ses propos drapés dans un « antisionisme » aussi indispensable que de bon aloi.

Mais cette édition week-end n'en a pas terminé avec son militantisme qui trouve son apogée (page 38) dans la pétition d'intellectuels (« de gauche », forcément de gauche) regrettant le silence des intellectuels et universitaires (« de gauche », forcément de gauche) sur le mauvais sort fait aux femmes iraniennes. Signée notamment par Judith Butler, Jacques Rancière, Angela Davis, la Tribune de ces honorables universitaires (ce sont eux qui se présentent ainsi) voit les choses du haut de leur suffisance.

Voilà que les mêmes qui soutenaient en France le port du voile en tant que fier drapeau des luttes indigénistes et/ou décoloniales, présentant le port du hijab (et toutes sortes de voiles) comme la légitime affirmation identitaire d'anciens colonisés, font désormais de la lutte contre le voile en Iran une juste cause. Toutefois nulle critique explicite de l'islamisme n'y est énoncée : « *Les femmes et les corps marginalisés (!) en Iran* » sont opprimés à cause « *du développement historique des rapports de pouvoir au sein des sociétés dites « islamiques » et dans la crise contemporaine des relations de reproductions sociales dans le capitalisme mondiale* », non par la charia et la dictature des mollahs acculturés à l'idéologie des Frères musulmans depuis des décennies.

Ceux-là mêmes qui n'ont jamais pris la défense de Mila (Cette jeune femme, lesbienne pourtant, menacée de mort pour s'être moquée de Mahomet) et ne sont pas effarés par les appels à la soumission totale (corps et âme) d'Houria Bouteldja déplorent « *le faible écho rencontré par les luttes féministes au sein du monde universitaire* ». L'ironie est savoureuse lorsqu'on connaît la pénétration du wokisme, du conformisme politiquement correct à l'Université. Mais on est accoutumé au renversement de la charge de la preuve et à l'inversion des rôles.

Une « approche néo-orientaliste » aurait donc conduit les universitaires (enfin les autres, pas les signataires évidemment, pas le « *NOUS, un groupe d'universitaires* ») à « écartier épistémologiquement et politiquement les résistances féministes et queer ou allosexuelles, altersexuelles (..) en Iran » (!) On retrouve-là le ton pédant et grotesque, prétendument conceptuel parce que jargonneux, de ceux qui « insistent sur un programme féministe, queer, anticapitaliste et antifasciste qui ne réduise pas nos alliées en Iran aux problèmes tels qu'on les rencontre dans les pays du nord ». Ouf, la diversité multiculturelle est sauvée et l'aberration de la défense du voile comme liberté en Occident est justifiée.

Mahsa Amini, la jeune iranienne assassinée par la police des mœurs à Téhéran, dont le meurtre a déclenché le plus formidable mouvement de refus du goulag islamiste, n'est donc pas morte pour rien. Mais ça n'est pas cette lame de fond qui intéresse les signataires. Cette internationale vigilante est d'abord soucieuse d'effacer ses propres contradictions ayant ici défendu le port du hijab. Cette arrogance sans fin des donneurs de leçon a une constante : la myopie ou l'aveuglement les caractérise. **Après n'avoir rien vu du stalinisme, après n'avoir rien vu du maoïsme, après n'avoir rien vu du castrisme, après n'avoir rien vu du chavisme, après n'avoir rien vu de l'islamisme, ces idolâtres d'abord amoureux d'eux-mêmes, disent comment penser le Mal qui vient.** Ni les femmes kurdes, ni les Afghanes, ni les yézidis ne les ont intéressés. Peut-être les palestiniennes quand le tueur était « sioniste » mais pas quand elles étaient victimes de crimes d'honneur si communs dans la culture arabo musulmane, du Proche orient au 9-3. Mahsa Amini est morte tuée par la police religieuse du régime de l'ayatollah Khomeini, celui-là même qui devait apporter dans notre civilisation un supplément de spiritualité selon Michel Foucault.

Sans chercher à faire la généalogie du triste moment présent, on ne peut s'empêcher d'être sarcastique devant un tel appel qui découvre les différences culturelles entre le Nord et le Sud, entre la culture en Occident et celle de l'Orient. Bravo pour cette lucidité tardive. Vos « *sœurs* » iraniennes vous en seront reconnaissantes, les algériennes assassinées par les GIA n'ont pas eu droit à cet honneur quand vous posiez la question « *Qui tue qui ?* » durant la décennie noire algérienne. Les questions de « *genre* » occupent désormais tout l'espace idéologique en Occident pour les meilleures affaires de madame Rousseau qui fait le buzz médiatique sans qu'aucune hiérarchisation des menaces ne vienne troubler l'ordre médiatique. On sera d'accord avec le souci qui inspire ce texte collectif. Les femmes iraniennes constituent la ligne de front contre le totalitarisme islamique.

Les propos alambiqués de cette tribune n'empêchent pas ses signataires de se prendre les pieds dans le tapis – persan en l'occurrence. Et « le quotidien du soir » d'y dévoiler une fois encore sa dérive sectaire, son allégeance à la religion séculière qui, toute contradiction bue, défend et combat à la fois le voilement des femmes. **Par ailleurs en prétendant lutter contre « tous les racismes », sa haine sélective d'Israël, le parti pris lacrymal de ses correspondants dans le récent affrontement avec le Jihad islamique, ne vise pas seulement**

la politique, mais aussi la légitimité de « l'État hébreu ».

Déferlement de haine anti israélienne au journal *Le Monde*

« *Déferlement de haine anti arabe dans les rues de Jérusalem* » tel est le titre de l'article publié le mardi 31 mai et signé Louis Imbert, correspondant du journal *Le Monde* en Israël.

Un titre résume, ramasse ce qui sera développé dans le texte qui suit. Ici, le texte raconte des scènes vues, mais la chose racontée est commentée par le reporter non pas de façon à mieux comprendre les faits mais à les distordre par un prisme idéologique fait de préjugés.

Est-ce cela qu'on devrait lire dans un « quotidien de référence » ? L'écriture venimeuse est une affaire de style et les guillemets encadrant le qualificatif « réunifiée » à propos de la capitale d'Israël précisent les préférences de l'auteur. « *Déferlement de haine anti arabe* » signifierait un torrent irrépressible, une sorte de pogrom anti-arabes mené par des Juifs.

Il y a certes eu des cris racistes, des insultes, des appels au meurtre, des gestes insupportables. Et deux mille extrémistes qui cherchaient à en découdre. Mais la police a évité le pire. Combien y a-t-il eu de morts ? En quoi ce courant nationaliste-religieux représente-t-il le peuple d'Israël, la politique de son gouvernement ? Ce groupe extrémiste est-il au pouvoir ? Le gouvernement n'a-t-il pas condamné ces manifestations ?

Dans son article Louis Imbert détaille les comportements des fanatiques dont la « *testostérone* » éclaterait en passant Porte de Damas. C'est en effet un critère intéressant que de prendre en compte la part du plaisir quand il s'agit de haïr ou de tuer. A-t-il mesuré le taux de testostérone des Palestiniens qui ont massacré à la hache ou au couteau des civils israéliens au mois de mai dernier ? Le choix des mots, la juste perception de leur charge symbolique, sont de première importance pour rendre compte d'un conflit dont les enjeux fabriquent des morts par milliers. Dix-neuf personnes assassinées en Israël au cours du seul mois du ramadan par des Palestiniens obéissant aux injonctions dictées par la foi islamique n'émeuvent plus personne, en revanche que l'État d'Israël célèbre sa capitale autant que l'histoire tri millénaire de sa présence à Jérusalem est un outrage pour toutes ces bonnes consciences indignées.

Imbert induit l'idée que la légitimité d'Israël sur sa terre est un outrage à l'histoire et au droit et tout son article laisse penser qu'au fond c'est bien tout Israël qui est complice de cette déferlante de haine anti-arabe. La chanson est connue et l'antiracisme dévoyé veut faire du Juif/Israélien le nouveau nazi, le colonialiste, le raciste. Tout le discours décolonial/indigéniste s'abreuve à cette fontaine. C'est cette détestation d'Israël qui engendre ici-même des justiciers allant assassiner des enfants juifs à Toulouse pour « *venger la mort d'enfants palestiniens* ». Quel était le taux de testostérone de Mohamed Merah quand il a pris Myriam Monsonégo par les cheveux avant de lui loger

une balle dans la tête ?

Il y a une totale irresponsabilité médiatique à présenter de manière symétrique la violence de certains extrémistes juifs nationalistes religieux en Israël et la violence des masses hystérisées du Hamas. Ces choix, ces discours, ces passages à l'acte n'obéissent pas aux mêmes logiques, aux mêmes registres de pensée. Rendre compte d'un conflit où la part d'irrationnel est majoritaire nécessite une prudence lexicale. Projeter ses propres catégories intellectuelles de lecture sur une histoire, des mythologies, un imaginaire radicalement différents interdit d'en comprendre toute la complexité.

Comment Le correspondant du *Monde* peut-il ignorer ou oublier la part de fanatisme religieux qui inspire l'islamisme ? Comment peut-il ne pas citer la Charte du Hamas ? Comment peut-il laisser croire que les mécaniques psychopolitiques fonctionnent de manière similaire entre les islamistes et les Israéliens ? Les enfants palestiniens sont éduqués dès leur prime jeunesse dans la haine des Juifs et dans le culte du jihad. Le martyr est sanctifié et celui qui tue un Juif est non seulement présenté comme un héros mais comme un saint. Dans les rues de Jenine ou de Naplouse, ce sont des bonbons que l'on distribue au passant à chaque attentat réussi. Pourquoi n'est-ce pas rapporté dans la presse ? Pourquoi cette dimension spécifique de l'islamisme n'est-elle pas rappelée au lecteur pour qu'il comprenne dans quel monde, avec quel environnement vivent les Israéliens. Quand on porte un toast en Israël on dit « Le haïm ! », ce qui veut dire « *À la vie !* », alors que c'est le culte de la mort qui est célébré par le Hamas.

Quand les media qualifient « *d'attentats suicides* » ceux qui se font exploser avec des ceintures de bombes, ils commettent une radicale erreur d'appréciation sur la qualité de ces gestes. Dans nos imaginaires, « suicide » évoque « désespoir ». Or il n'y a aucun désespoir suicidaire qui inspire ces assassins palestiniens mais bien plutôt une jouissance mortifère qui consiste à donner la mort au prix de sa propre vie. La bombe humaine va puiser son inspiration dans la vision du monde exaltée proposée par le jihad dont le martyr est l'acmé.

On ne peut rien comprendre au projet islamiste si on le pense comme une forme de résistance nationaliste contre Israël. En élargissant la question on peut estimer que ce qui se joue avec la menace nucléaire iranienne relève de la même inspiration. Ce projet d'armement n'a rien à voir avec un quelconque souci d'équilibre nucléaire entre l'Iran et Israël, car **ceux qui ont une vision apocalyptique du monde n'hésiteront pas à utiliser leur arsenal pour aller au paradis en attaquant Israël.** Pour l'Iran des ayatollahs, rayer Israël de la carte du monde est une mission sacrée. On pourrait alors imaginer les orgasmes collectifs si une bombe atomique pouvait détruire Tel Aviv, la première ville sioniste ! C'est pourtant avec ces gens-là qu'un accord destiné à contrôler les capacités nucléaires de l'Iran fut signé en 2015 par les occidentaux, la Russie et la Chine. Le retrait des USA de cette signature a depuis permis à l'Iran d'accélérer ses capacités de production pour fabriquer LA bombe. Alain Frachon énonçait justement dans *le Monde* les termes de la menace.

Faut-il rappeler que le Hamas fait de la destruction de l'État juif l'âme de son projet. Quand des pluies de roquettes s'abattaient indistinctement sur tout Israël, était-ce pour le bonheur du peuple palestinien ou bien pour jouir de la mort de l'ennemi sioniste ? Ces tirs indistincts relevaient d'un projet d'anéantissement. Faut-il rappeler que le Hezbollah attend son heure pour lancer ses dizaines de milliers de roquettes sur Israël et que son parrain iranien fabrique à bas bruit sa bombe atomique. Le correspondant du *Monde* ignore-t-il tout cela ?

En manipulant les mots, en tordant les faits, en réaménageant l'histoire, voilà que le « quotidien de référence » **dévoie son travail journalistique au profit des basses œuvres de la propagande.** Le projet de nazification de l'État juif reste la meilleure stratégie pour le délégitimer. La chose n'est pas tout à fait nouvelle. Ce rapport s'articule autour de **deux mouvements : d'une part verser des larmes sur les juifs victimes des nazis et commémorer la shoah, d'autre part mettre à jour la reproduction du « signe nazi » installé au plus profond du « signe sioniste ».** La constante mise en avant des enfants palestiniens tués dans des frappes israéliennes s'inscrit dans ce dispositif. Jamais il n'est fait mention de leur rôle de bouclier humain dans les dispositifs militaires du Jihad islamique ou du Hamas. Présenter ces groupes islamistes comme étant des « forces résistantes à l'occupation » est l'autre falsification majeure du récit de l'affrontement récent à Gaza.

Les milliards de dollars de l'aide internationale investis à Gaza ont été détournés pour construire des tunnels, des rampes de missiles et autres dispositifs terroristes. L'Iran est le maître d'œuvre de cette stratégie. Ne pas rappeler ces faits consiste à désinformer le lecteur au profit d'une présentation lacrymale des apparences. Depuis 2005 ce territoire est libre de toute présence israélienne. Depuis cette date, Gaza aurait pu être l'exemple même d'un développement à côté d'Israël. En 2007, à la suite d'un coup d'état sanglant contre le pouvoir du Fatah, le Hamas a fait le choix d'y bâtir une base de haine et de terreur. On connaît la suite.

Quand Le Monde devient le porte-voix du Jihad islamique

En mai et juin 2022 une série d'agressions ont frappé des civils israéliens. À la hache ou au couteau ou avec des armes à feu, près de quatorze personnes civiles et deux soldats ont été assassinés. En riposte à ces attaques venues de Gaza et signées Jihad islamique, Israël a riposté en visant ce groupe terroriste affilié à l'Iran. Le Hamas, non visé, n'a rien trouvé à y redire. Les comptes rendus faits par Le Monde de ces affrontements ne font pas seulement que déformer les faits, ils les transforment en leur contraire. Une roquette tombée sur des civils palestiniens aurait tué plus de dix personnes, toutes civiles. Tout l'article impute la responsabilité de ce tir à Israël. L'État-major israélien a démenti tout tir effectué à cet endroit. Deux jours plus tard le journal change l'information qu'il a donné à lire deux jours plus tôt. Le tir de la roquette du Hamas avait été mal calculé et celle-ci serait tombée à l'intérieur du territoire de Gaza. Aucune excuse de la part des correspondants du *Monde* ne vient amender la divulgation de cette fausse nouvelle. Qui va vraiment vérifier ?

Le site internet *InfoÉquitable.com* publie depuis un certain temps les éléments nécessaires à la connaissance de la réalité des faits. Avec un acharnement extraordinaire il donne à lire ce que les médias ont présenté au lecteur, puis présente lui-même les éléments de preuve de leur distorsion. Voilà un certain temps que le lecteur du *Monde* est mis en condition. Les faits importent peu et seule compte l'émotion que les mots peuvent produire. En reprenant à son compte le narratif palestinien de ce conflit, en reprenant son lexique, la Rédaction du *Monde* induit la construction d'un autre imaginaire chez le lecteur dont la grille de lecture symbolique s'est imposée depuis les années 2000 : les tueurs d'enfants sont les soldats israéliens et les victimes sont bien les enfants palestiniens.

Frédéric Barrère, correspondant de *France Info* eut ces mots en septembre 2000, au début de la seconde intifada : « *Les soldats israéliens sont cruels, ils respectent davantage les palmiers que les chiens et les chiens que les humains* ». Ce commentaire est passé en boucle, comme le fait *France Info*, toute une matinée, jusqu'à ce que l'ambassadeur d'Israël, Elie Barnavi, prenne soin de téléphoner à la direction de la station pour s'inquiéter de la santé mentale du journaliste. À *Europe 1*, une situation identique eut les mêmes effets : à la vue des images de la mort du petit Mohamed Al Durah dans les bras de son père, Catherine Nay, l'éditorialiste bouleversée, affirma que ces images effaçaient, annulaient, la célèbre image présente dans tous les livres scolaires du petit garçon juif les bras levés, mis en joue par un SS dans le ghetto de Varsovie. Une nouvelle image symbolique chassait la précédente, laissant en suspens une question subliminale : où étaient les SS juifs qui avaient tué Mohamed al Durah ?

Cette nazification d'Israël brandie sur toutes les banderoles des défilés antis israéliens des années 2000 affichant un **signe = entre la svastika et l'étoile juive restera comme la manifestation symbolique la plus abjecte de l'époque.** Le retournement du statut des Juifs transformés en nazis va signifier le grand succès de la propagande islamo-gauchiste des temps modernes. Des intellectuels avisés vont y souscrire. Edgard Morin, Danielle Sallenave et Sami Nair cosigneront un texte titré « **Israël-Palestine, le cancer** », publié le 3 juin 2002 dans *Le Monde* : « *On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en «peuple dominateur et sûr de lui» et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier (...) Les Juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les Palestiniens. Les Juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les Juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité* »

L'appel de cinq anciens ministres des affaires étrangères publié dans *Le Monde* en Octobre 2022, « *Il faut reconnaître que les politiques et pratiques d'Israël à l'encontre des Palestiniens équivalent au crime d'apartheid* » vient conforter ce projet de résolution déposé à l'Assemblée nationale par la NUPES

en juillet 2022, dénonçant le système « d'apartheid » dont seraient victimes les Palestiniens. Cette qualification infamante, essentiellement polémique, n'a qu'un objet : disqualifier Israël pour mieux mettre en cause sa légitimité, son droit à être en tant qu'État pour le peuple juif.

La haine d'Israël, progressivement baptisée antisio-nisme, ne relève pas de la critique de sa politique. L'antisio-nisme s'est installé dans le paysage intellectuel comme principe politique. Son statut égale celui de l'antiracisme. Que signifie ce variant ? Pour celui qui l'emploie, s'agit-il d'un fourre-tout commode proclamant le refus de la politique d'Israël ou bien le refus de son droit à l'existence ? Le sionisme étant le mouvement idéologique et politique qui a conduit à la renaissance de l'État d'Israël, être opposé à ce mouvement signifie le rejet du droit de cet État à être. Simultanément il met en cause le droit pour un peuple à se constituer en un État, sauf si le peuple en question était un leurre, une fiction, une imposture. Certains en Israël-même s'acharnent à le dire. Il faudrait alors mettre en cause le concept de peuple, en vérifier les divers éléments constitutifs. Cet État, reconnu par l'ONU, est le seul au monde à posséder une langue, une écriture et un alphabet qui lui soient propres. Dispersé depuis plus de trois mille ans, voilà que des humains se reconnaissent en lui, disent avoir en commun une religion, des rites, des coutumes communes, une légende qui depuis trois mille ans répète inlassablement une même prière prophétique : *L'an prochain à Jérusalem !* Est-ce suffisant pour reconnaître à ce peuple le droit d'être un peuple ?

La haine d'Israël relève bien plutôt d'une haine métaphysique qui n'a rien à voir avec un combat nationaliste pour récupérer une terre, pour y construire une patrie. Quel est le plus cher désir de ceux qui égorgent ? Quel est leur plus grand plaisir : détruire l'État d'Israël, tuer des sionistes, ou construire un État ? Si les Palestiniens l'avaient voulu, depuis 2005, Gaza aurait pu devenir un exemple de prospérité au Proche Orient et défier Israël au plan de la création, de l'imagination, du bien pour leur peuple. Ils ont préféré en faire une base de haine.

Depuis une année les Accords d'Abraham ont essayé d'introduire de nouvelles logiques politiques dans les relations d'Israël avec certains États arabo musulmans. Ils essaient, difficilement, de sortir de cet enfermement qui faisait d'Israël la seule raison du malheur arabe. Hassan II qualifiait Israël de « meilleur aphrodisiaque » pour le monde arabe. Le roi du Maroc introduisait la part de testostérone indispensable pour comprendre ce monde dont le ressentiment irrigue tous les discours. Le malheur arabe est incontestable, le malheur palestinien est réel, mais la cause de ce malheur réside en priorité dans ce goulag mental que des mythologies régressives ont installé au cœur du monde arabe et musulman.

La fin effroyable ou l'effroi sans fin

L'été 1982, Ben Bella avait accordé à la revue *Politique Internationale* un entretien qui anticipait les contours de ce qui irrigue aujourd'hui la pensée politique arabe et/ou islamique. De la cause palestinienne il est à peine question, la création à côté d'Israël d'une Palestine indépendante qui clôturerait ce conflit vieux de 100 ans n'est pas à l'ordre du jour. On

comprend en le lisant que les choses sont d'un tout autre ordre qui n'a rien à voir avec un quelconque affrontement entre deux nationalismes dont la complexité résiderait dans cette contradiction matricielle : une seule terre pour deux peuples, dont la solution serait le partage. Ce dont il est question c'est le rejet tout aussi principal d'une présence juive sur une terre déclarée arabe. **Ben Bella** énonce un principe qui ne tolère aucune contestation « **Ce que nous voulons, nous autres arabes, c'est être, or nous ne pouvons être que si l'autre n'est pas (...)** **Jamais le peuple arabe, le génie arabe ne tolérera l'État sioniste (...)** **parce qu'accepter l'être sioniste reviendrait à accepter aussi le non-être arabe** » Si tel est le principe, Ben Bella ne lésine pas sur les moyens pour atteindre cette fin. L'usage de la bombe atomique est inscrit dans cette panoplie.

La messe est dite...

Depuis 25 ans, mais depuis bien plus longtemps encore beaucoup d'eau et de sang ont coulé sous les ponts du Jourdain. La nature de cet affrontement a muté, d'israélo-arabe il est devenu judéo-islamique avant de se métastaser en un conflit islam-occident dont le 11 septembre 2001 a été le marqueur symbolique le plus fort. **Refuser de voir que les attentats contre Charlie hebdo, l'hyper casher en janvier 2015 puis le Bataclan ou les Terrasses en novembre de la même année obéissent à la même inspiration que les attentats commis à New York ou en Israël par les disciples des Frères musulmans consiste à ne pas vouloir regarder en face ce qui ICI même nous menace.**

Traiter Israël d'État d'apartheid ne fera ni avancer la cause de la paix, ni l'émancipation des peuples arabes, ni celle des populations musulmanes, ni celle des « jeunes-issus-de-la-diversité-dans-les -quartiers-difficiles ». Au contraire, la réprobation d'Israël ne fait que conforter l'enfermement de ses ennemis dans leurs délires. **Le jihad n'est que la forme islamisée de ce qui a été défini par le Tribunal de Nuremberg comme relevant de la notion de Crime contre l'Humanité. La Palestine a été et reste toujours une rente de situation pour tous les leaders arabes en manque de dérivatifs pour leur incurie.** En Occident elle reste toujours un mythe commode pour ceux qui sont en manque de juste cause. Pour le grand malheur des Palestiniens, la Propalestine manipule les myopes et les gogos. A la NUPES, chez Badiou, Balibar, Rancière ou chez Edgar Morin, Jean Ziegler, feu l'indigné Stéphane Hessel et beaucoup d'autres, cette incantation apparaît comme l'ultime ressourcement des croyances défuntes. Aujourd'hui la ligne de front est limpide : elle est double, ce sont les femmes iraniennes qui combattent au péril de leur vie le goulag islamique et c'est la lutte que mène Israël pour son droit à exister en tant qu'État pour le peuple juif. **Ne pas comprendre que ce qui menace Israël NOUS menace est suicidaire. José Maria Aznar, ancien premier ministre d'Espagne eut un jour cette phrase prophétique : « Si Israël tombe, nous tomberons tous »**

Qu'est-ce que l'agression contre Salman Rushdie vient nous rappeler ? Qu'est-ce que les menaces toujours vives contre la jeune Mila viennent nous rappeler ? Qu'est-ce que le nom de Samuel Paty nous rappelle ? Qu'est-ce que la haine antisioniste instrumentée par les pouvoirs en place dans le monde arabe vient nous dire ? Qu'est-ce que l'imam Iquioussen prêchait à destination de ses ouailles ? Que le Juif est l'ennemi de l'humanité et qu'Israël reste un pays à maudire. Ces énoncés ont construit une pensée magique, baptisée à gauche « antisionisme ». Elle grignote chaque jour les cervelles des banlieues mais il se trouve que par opportunisme, lâcheté, paresse intellectuelle, conformisme idéologique, ce cancer de la pensée ne veut ni être vu, ni être nommé pour ce qu'il est. Bien pire, c'est la culture du déni du réel, du déni de la menace pour tous, y compris eux-mêmes, qui triomphe et se fait le relais, voire le complice, des discours propagandistes du Jihad islamique. Personne ne conteste le malheur de Gaza, mais personne ne cherche la raison de ce malheur dans ce que les Palestiniens ont eux-mêmes choisi pour leur propre devenir. L'usage que les arabes font de la cause qu'ils prétendent défendre s'inscrit dans la grande tradition des mensonges d'abord destinés à bernier les peuples.

C'est une grande tristesse que de retrouver dans le journal *Le Monde* cette écriture qui obéit aux pires clichés de propagande usant des renversements sémantiques attribuant à Israël des qualificatifs visant à le disqualifier le plus radicalement possible : *nazi*, *raciste*, *apartheid* sont les mots de la propagande inaugurée à Durban en 2001, quand dans une conférence de l'ONU on cria « *Mort aux Juifs* » **au nom de la lutte contre le racisme.**

C'est le triste privilège des Juifs que d'avoir en héritage le récit de leur destruction par les nazis et d'avoir pour perspective la promesse de leur destruction prochaine par la bombe atomique que les mollahs iraniens s'acharnent à construire.

© Jacques Tarnero

Essayiste. Documentariste. EX CNRS. Ex CSI. Auteur du film *Décryptage* réalisé avec Philippe Bensoussan en 2003.

Ex CNRS CSI

GILLES - WILLIAM GOLDNADEL

IL A ÉTÉ LE PREMIER À RELAYER LE DOSSIER SPÉCIAL DE *TRIBUNE JUIVE* ET L'A FAIT VIA *VALEURS ACTUELLES* : GILLES-WILLIAM GOLDNADEL

S'appuyant sur un dossier roboratif du webmagazine *Tribune juive*, l'avocat Gilles-William Goldnadel décrypte la dérive anti-sioniste du quotidien du soir :

Je ne saurais trop recommander à mes lecteurs le dossier du modéré "*Tribune Juive*" consacré au "lynchage d'Israël par *Le Monde*". De prestigieux auteurs tels que P.A. Taguieff, G. Bensoussan, Y. Mamou (ex *Monde*), J. Tarnero y apportent leurs contributions. Il s'agit d'un dossier accablant car documenté et argumenté auquel je vous renvoie.

Pour ma part, je tiens à corréliser cette dérive contre l'Etat Juif à la dérive extrêmement gauchisante – et même woke – d'un journal appartenant autrefois à la gauche parisienne et tempérée. Certes, "*Le Monde*" est considéré comme anti-Israélien depuis les années 70, mais cette posture fut longtemps rationnelle et largement orientée vers l'Orient à la manière diplomatique et policée d'un certain Quai d'Orsay.

Nous n'en sommes plus là. Il s'agit certes toujours d'une orientation vers l'Orient, pas davantage très philosémite, mais à la manière très dérivante d'organisation dévoyée, telle qu'Amnesty International, ayant basculé dans un gauchisme effréné. Beaucoup y voient la marque de l'antisémitisme new age.



Sans aucunement nier sa présence subsidiaire, il convient avant tout d'y voir la marque de la détestation du blanc.

Il y a déjà vingt ans dans mes "*Réflexions sur la Question Blanche*" (Ramsay), j'expliquais que l'Etat Juif était désormais regardé comme un état-nation occidental qui se battait bec et ongles. Le stéréotype mensonger du Juif, dès lors, n'était plus un métèque veule et apatride détesté par l'extrême-droite des années 30, mais un blanc au carré nationaliste et belliqueux tueur de pauvres Arabes, abominé par une extrême-gauche pathologiquement anti-occidentale et xénophile. La mutation

du Juif avait entraîné une mutation de l'antisémite. Ce mutant disant au Juif muté : "Dis moi comment tu es, je te dirai comment je te hais".

C'est donc dans cette dérive gauchisante mutant en wokisme racaliste, dans son dernier et triste état, qu'il faut appréhender l'état du "Monde". Retour pour terminer sur ce fameux dossier dans lequel je voudrais particulièrement signaler l'article d'Yves Mamou qui fait un sort particulier aux juifs antisionistes du journal incriminé et qui termine par un certain Sylvain Cypel.

A ce sujet, je voulais réparer un oubli dans le réquisitoire pourtant solidement charpenté d'Yves Mamou, ancien journaliste éminent de la maison "Monde" : Sylvain Cypel est l'auteur de l'un des plus grands fakes de l'histoire du journalisme : Avoir prétendu en première page et dix jours après le 11 septembre 2001 qu'une dizaine d'Israéliens avaient précipitamment quitté la veille des attentats le territoire américain. Autorisant ainsi les pires interprétations complotistes et qui n'ont pas manqué... Le lendemain, "Le Monde" infirmait discrètement l'information mensongère dans un articulet. Et c'est ce même journal qui traque les fakes conspirationnistes avec une escouade de Décodeurs sur le vilain Net.

Je recommande également dans ce dossier un article consacré à Benjamin Barthe, correspondant du «Monde» au Proche-Orient. L'auteur de l'article, dont j'allais oublier de préciser qu'il se nomme Benjamin Goldnadel, examine le site Twitter du précité qui approuve les imprécations anti-israéliennes les plus décomplexées telles que : "Ce pays n'apporte que la mort".

Il faut dire que ce monsieur Barthe est marié à une activiste palestinienne qui moque "le peuple élu" et applaudit les attentats terroristes anti-Juifs. À noter que lorsque la femme soutient le boycott d'Israël à travers le BDS, le mari considère que celui du Qatar est "raciste et ethnocentré". Quand la folie du racialisme anti-occidental transforme l'Amérique et l'Europe en hôpitaux psychiatriques, il est normal que "Le Monde" ne tourne définitivement plus rond.

© Gilles-William Goldnadel

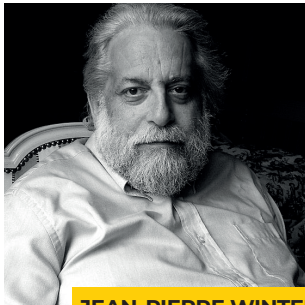
VALEURS ACTUELLES

<https://t.co/PLtJU6vphH>

ILS ONT CONTRIBUÉ...



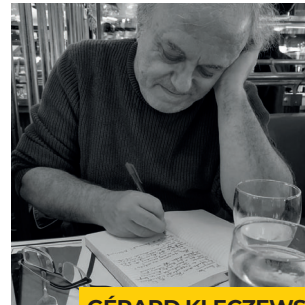
PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF



JEAN-PIERRE WINTER



SARAH CATTAN



GÉRARD KLECZEWSKI



YANA GRINSPUN



GEORGES BENSOUSSAN



RENÉE FRÉGOSI



YVES MAMOU



RICHARD PRASQUIER



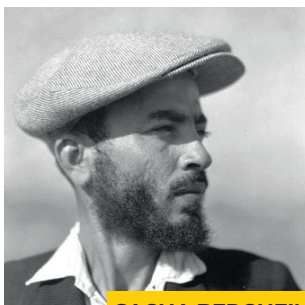
JOSIANE SBERRO



JACQUES TARNERO



DANIELLE KHAYAT



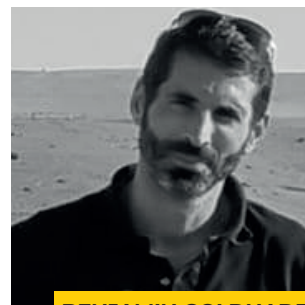
SACHA BERGHEIM



MICHEL GAD WOLKOWICZ



LAURENT HAYEM



BENJAMIN GOLDNADEL



Tribune Juive

www.tribunejuive.info

VOTRE RENDEZ-VOUS QUOTIDIEN
POUR UN MAGAZINE EN LIGNE

7J/7 - 24H/24



RETROUVEZ NOUS SUR **FACEBOOK** ET **TWITTER**
WWW.TRIBUNEJUIVE.INFO

Tous les sujets sont abordés, tous les points de vue exposés.